

Rapport de la direction

Les états financiers du Musée d'art contemporain de Montréal (Musée) ont été dressés par la Direction, qui est responsable de leur préparation et de leur présentation, y compris les estimations et les jugements importants. Cette responsabilité comprend le choix de méthodes comptables appropriées qui respectent les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Les renseignements financiers contenus dans le reste du *Rapport annuel d'activité* concordent avec l'information donnée dans les états financiers.

Pour s'acquitter de ses responsabilités, la Direction maintient un système de contrôles internes, conçu en vue de fournir l'assurance raisonnable que les biens sont protégés et que les opérations sont comptabilisées correctement et en temps voulu, qu'elles sont dûment approuvées et qu'elles permettent de produire des états financiers fiables. La Direction procède à des vérifications périodiques, afin de s'assurer du caractère adéquat et soutenu des contrôles internes appliqués de façon uniforme par le Musée.

La Direction du Musée reconnaît qu'elle est responsable de gérer ses affaires conformément aux lois et règlements qui la régissent.

Le Conseil d'administration surveille la façon dont la Direction s'acquitte des responsabilités qui lui incombent en matière d'information financière et il approuve les états financiers. Il est assisté dans ses responsabilités par le Comité de vérification dont les membres ne font pas partie de la Direction. Ce Comité rencontre la Direction et le Vérificateur général du Québec, examine les états financiers et en recommande l'approbation au Conseil d'administration.

Le Vérificateur général du Québec a procédé à l'audit des états financiers du Musée, conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, et son rapport de l'auditeur indépendant expose la nature et l'étendue de cet audit et l'expression de son opinion. Le Vérificateur général du Québec peut, sans aucune restriction, rencontrer le comité de vérification pour discuter de tout élément qui concerne son audit.

La directrice générale,



Paulette Gagnon

Le directeur des finances,



Richard Bellerose, CPA, CMA, MBA

Montréal, le 19 juin 2013

Rapport de l'auditeur indépendant

À l'Assemblée nationale

Rapport sur les états financiers

J'ai effectué l'audit des états financiers ci-joints du Musée d'art contemporain de Montréal, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 mars 2013, au 31 mars 2012 et au 1^{er} avril 2011, et les états des résultats, de l'évolution des soldes de fonds, des gains et pertes de réévaluation et des flux de trésorerie pour les exercices clos le 31 mars 2013 et le 31 mars 2012, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives inclus dans les notes complémentaires.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de mes audits. J'ai effectué mes audits selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus dans le cadre de mes audits sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

Opinion

À mon avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière du Musée d'art contemporain de Montréal au 31 mars 2013, au 31 mars 2012 et au 1^{er} avril 2011, ainsi que des résultats de ses activités, des gains et pertes de réévaluation et de ses flux de trésorerie pour les exercices clos le 31 mars 2013 et le 31 mars 2012, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Rapport relatif à d'autres obligations légales et réglementaires

Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (RLRQ, chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis, compte tenu de l'application rétroactive du changement de référentiel comptable expliqué à la note 4 complémentaire aux états financiers, ces normes ont été appliquées pour l'exercice clos le 31 mars 2013 de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent, ainsi que pour le bilan d'ouverture au 1^{er} avril 2011.

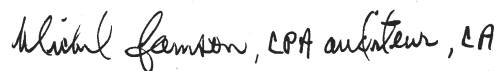
Commentaire du vérificateur général

La *Loi sur le vérificateur général* (RLRQ, chapitre V-5.01) me permet d'énoncer tout commentaire que je juge approprié dans mon rapport sur les états financiers d'un organisme public ou ceux de tout fonds qu'il administre.

Conformité à la Loi

L'article 1.1 de la *Loi concernant les subventions relatives au paiement en capital et intérêts des emprunts des organismes publics ou municipaux* (RLRQ, chapitre S-37.01), entré en vigueur le 14 juin 2013, énonce des exigences aux fins de la comptabilisation d'une subvention. En vertu de cette disposition législative, la seule partie d'une subvention qui doit être comptabilisée est celle qui est exigible dans l'exercice du Musée d'art contemporain de Montréal et autorisée par le Parlement dans l'année financière du gouvernement. Ainsi, le Musée d'art contemporain de Montréal n'a pas respecté les dispositions de cet article en comptabilisant à l'état de la situation financière des subventions à recevoir du gouvernement du Québec au 31 mars 2013 totalisant 3 422 552 \$ concernant des immobilisations financées par emprunts.

Le vérificateur général du Québec par intérim,



Michel Samson, CPA auditeur, CA
Montréal, le 19 juin 2013

Résultats

Pour l'exercice clos le 31 mars 2013

	Fonds des opérations	Fonds des activités commerciales	Fonds des expositions	Fonds des immobilisations	Fonds de la campagne de financement	Fonds de dotation des acquisitions d'œuvres d'art	TOTAL 2013
PRODUITS							
Subventions du gouvernement du Québec							
Fonctionnement	9 126 255 \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	9 126 255 \$
Intérêt sur la dette à long terme	–	–	–	166 756	680	–	167 436
Virement des subventions reportées (note 19)	–	–	–	251 882	–	–	251 882
Subventions du gouvernement du Canada (note 5)	541 530	–	–	–	–	–	541 530
Subvention – Autre	12 396	–	–	–	–	–	12 396
Dons d'œuvres d'art	2 874 300	–	–	–	–	–	2 874 300
Commandites et autres dons (note 7)	676 200	–	–	–	–	–	676 200
Produits de placements (note 8)	197 442	–	–	–	–	–	197 442
Ventes	–	26 094	–	–	–	–	26 094
Locations d'espace	–	111 187	–	–	–	–	111 187
Locations d'expositions	101 200	–	–	–	–	–	101 200
Redevances	–	9 144	–	–	–	–	9 144
Billetterie	404 869	–	–	–	–	–	404 869
Activités éducatives et culturelles	189 722	–	–	–	–	–	189 722
Autres	588 967	17 299	–	–	–	–	606 266
	14 712 881	163 724	–	418 638	680	–	15 295 923
CHARGES							
Traitements et avantages sociaux	4 704 293	23 409	–	–	–	–	4 727 702
Services professionnels, administratifs et autres	1 871 529	38 064	–	–	–	–	1 909 593
Taxes municipales et scolaires	1 885 127	–	–	–	–	–	1 885 127
Services de transport et communications	1 258 340	656	–	–	–	–	1 258 996
Fournitures et approvisionnements	551 575	2 127	–	–	–	–	553 702
Locations	1 041 268	25 173	–	–	–	–	1 066 441
Entretien et réparations	348 709	10 423	–	–	–	–	359 132
Intérêts et frais d'emprunt	846	–	–	166 756	680	–	168 282
Acquisitions d'œuvres d'art (note 10)							
Dons d'œuvres d'art	2 874 300	–	–	–	–	–	2 874 300
Achats d'œuvres d'art	207 062	–	–	–	–	–	207 062
Amortissement – Immobilisations corporelles	–	–	–	251 882	–	–	251 882
	14 743 049	99 852	–	418 638	680	–	15 262 219
(INSUFFISANCE) EXCÉDENT DES PRODUITS SUR LES CHARGES	(30 168) \$	63 872 \$	– \$	– \$	– \$	– \$	33 704 \$

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Résultats

Pour l'exercice clos le 31 mars 2012

	Fonds des opérations	Fonds des activités commerciales	Fonds des expositions	Fonds des immobilisations	Fonds de la campagne de financement	Fonds de dotation des acquisitions d'œuvres d'art	TOTAL 2012
PRODUITS							
Subventions du gouvernement du Québec							
Fonctionnement	9 506 297 \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	9 506 297 \$
Intérêt sur la dette à long terme	–	–	–	183 651	4 763	–	188 414
Virement des subventions reportées (note 19)	–	–	–	231 608	–	–	231 608
Subventions du gouvernement du Canada (note 5)	439 919	–	–	–	–	–	439 919
Subvention – Autre	7 079	–	–	–	–	–	7 079
Dons d'œuvres d'art	1 882 500	–	–	–	–	–	1 882 500
Commandites et autres dons (note 7)	992 067	–	–	–	–	–	992 067
Produits de placements (note 8)	226 970	–	–	–	–	–	226 970
Ventes	–	34 068	–	–	–	–	34 068
Locations d'espace	–	128 490	–	–	–	–	128 490
Locations d'expositions	47 200	–	–	–	–	–	47 200
Redevances	–	4 299	–	–	–	–	4 299
Billetterie	426 256	–	–	–	–	–	426 256
Activités éducatives et culturelles	170 621	–	–	–	–	–	170 621
Autres	76 928	13 630	–	–	–	–	90 558
	13 775 837	180 487	–	415 259	4 763	–	14 376 346
CHARGES							
Traitements et avantages sociaux	4 872 829	25 244	–	–	–	–	4 898 073
Services professionnels, administratifs et autres	1 903 945	44 559	–	–	–	–	1 948 504
Taxes municipales et scolaires	1 821 209	–	–	–	–	–	1 821 209
Services de transport et communications	1 168 353	208	–	–	–	–	1 168 561
Fournitures et approvisionnements	530 883	–	–	–	–	–	530 883
Locations	1 020 005	26 116	–	–	–	–	1 046 121
Entretien et réparations	302 819	1 844	–	–	–	–	304 663
Intérêts et frais d'emprunt	532	–	–	183 651	4 763	–	188 946
Acquisitions d'œuvres d'art (note 10)							
Dons d'œuvres d'art	1 882 500	–	–	–	–	–	1 882 500
Achats d'œuvres d'art	480 703	–	–	–	–	–	480 703
Amortissement – Immobilisations corporelles	–	–	–	231 608	–	–	231 608
	13 983 778	97 971	–	415 259	4 763	–	14 501 771
(INSUFFISANCE) EXCÉDENT DES PRODUITS SUR LES CHARGES	(207 941)	82 516	–	–	–	–	(125 425)
Solde d'ouverture des gains latents cumulés sur les actifs financiers disponibles à la vente	28 901	–	–	–	–	118 516	147 417
Gains latents survenus au cours de la période sur les actifs financiers disponibles à la vente	10 072	–	–	–	–	74 324	84 396
Reclassement des gains latents virés à l'insuffisance des produits sur les charges	(24 001)	–	–	–	–	(27 479)	(51 480)
	(13 929)	–	–	–	–	46 845	32 916
Gains latents cumulés en fin d'exercice sur les actifs financiers disponibles à la vente	14 972 \$	– \$	– \$	– \$	– \$	165 361 \$	180 333 \$

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Évolution des soldes de fonds

Pour l'exercice clos le 31 mars 2013

	Fonds des opérations	Fonds des activités commerciales	Fonds des expositions	Fonds des immobilisations	Fonds de la campagne de financement	Fonds de dotation des acquisitions d'œuvres d'art	TOTAL 2013
SOLDES DE FONDS AU DÉBUT	281 868 \$	275 000 \$	200 000 \$	– \$	– \$	1 412 846 \$	2 169 714 \$
Excédent (insuffisance) excédent des produits sur les charges	(30 168)	63 872	–	–	–	–	33 704
Contributions interfonds (note 12)	63 872	(63 872)	–	–	–	–	–
SOLDES DE FONDS À LA FIN	315 572 \$	275 000 \$	200 000 \$	– \$	– \$	1 412 846 \$	2 203 418 \$

Évolution des soldes de fonds

Pour l'exercice clos le 31 mars 2012

	Fonds des opérations	Fonds des activités commerciales	Fonds des expositions	Fonds des immobilisations	Fonds de la campagne de financement	Fonds de dotation des acquisitions d'œuvres d'art	TOTAL 2012
SOLDES DE FONDS AU DÉBUT	282 293 \$	275 000 \$	325 000 \$	– \$	– \$	1 412 846 \$	2 295 139 \$
(Insuffisance) excédent des produits sur les charges	(207 941)	82 516	–	–	–	–	(125 425)
Contributions interfonds (note 12)	207 516	(82 516)	(125 000)	–	–	–	–
SOLDES DE FONDS À LA FIN	281 868 \$	275 000 \$	200 000 \$	– \$	– \$	1 412 846 \$	2 169 714 \$

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Gains et pertes de réévaluation

Pour l'exercice clos le 31 mars 2013

	Fonds des opérations	Fonds des activités commerciales	Fonds des expositions	Fonds des immobilisations	Fonds de la campagne de financement	Fonds de dotation des acquisitions d'œuvres d'art	TOTAL 2013
Gains de réévaluation cumulés découlant de l'adoption des NCSP au début de l'exercice	14 972 \$	– \$	– \$	– \$	– \$	165 361 \$	180 333 \$
Gains non réalisés attribuables aux placements de portefeuille cotés sur un marché actif							
Actions	–	–	–	–	–	210 358	210 358
Obligations, certificats de placements garantis et fonds de marché monétaire (13 525)		–	–	–	–	28 545	15 020
Montant reclassé aux résultats							
Gains réalisés sur la cession de placements de portefeuille cotés sur un marché actif	–	–	–	–	–	(52 901)	(52 901)
Gains de réévaluation nets de l'exercice	(13 525)	–	–	–	–	186 002	172 477
Gains de réévaluation cumulés à la fin*	1 447 \$	– \$	– \$	– \$	– \$	351 363 \$	352 810 \$

*Les gains de réévaluation cumulés étaient inscrits comme « Gains latents cumulés sur les actifs financiers disponibles à la vente » et étaient présentés à l'État de la situation financière avant le 1^{er} avril 2012

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Situation financière

Au 31 mars 2013

	Fonds des opérations	Fonds des activités commerciales	Fonds des expositions	Fonds des immobilisations	Fonds de la campagne de financement	Fonds de dotation des acquisitions d'œuvres d'art	TOTAL 31 MARS 2013
ACTIF							
Court terme							
Encaisse	730 174 \$	— \$	— \$	— \$	— \$	88 942 \$	819 116 \$
Équivalents de trésorerie (note 13)	386 856	—	—	—	—	76 427	463 283
Créances (note 9)	910 220	1 883	—	—	—	—	912 103
Créances interfonds, sans intérêt ni modalités d'encaissement	78 930	281 617	200 000	434 281	340 983	—	
Subventions à recevoir du gouvernement du Québec	8 121	—	—	612 196	—	—	620 317
Autres subventions à recevoir	5 463	—	—	—	—	—	5 463
Charges payées d'avance	507 448	—	—	—	—	—	507 448
	2 627 212	283 500	200 000	1 046 477	340 983	165 369	3 327 730
Long terme							
Subventions à recevoir du gouvernement du Québec	—	—	—	3 422 552	—	—	3 422 552
Placements de portefeuille (note 13)	1 072 303	—	—	—	—	2 934 651	4 006 954
Immobilisations corporelles (note 14)	—	—	—	606 201	—	—	606 201
	3 699 515 \$	283 500 \$	200 000 \$	5 075 230 \$	340 983 \$	3 100 020 \$	11 363 437 \$
PASSIF							
Court terme							
Avances bancaires et marges de crédit (notes 16 et 17)	— \$	— \$	— \$	862 529 \$	— \$	— \$	862 529 \$
Fournisseurs et frais courus (note 15)	696 900	—	—	—	—	—	696 900
Provision pour vacances	483 598	—	—	—	—	—	483 598
Créances interfonds, sans intérêt ni modalités de remboursement	—	—	—	—	—	1 335 811	
Intérêts à payer	—	—	—	47 326	—	—	47 326
Produits reportés	322 200	8 500	—	—	—	—	330 700
Dons reportés (note 6)	—	—	—	—	340 983	—	340 983
Revenus de placements reportés (note 13)	1 036 085	—	—	—	—	—	1 036 085
Portion court terme de la dette à long terme (note 18)	—	—	—	554 240	—	—	554 240
	2 538 783	8 500	—	1 464 095	340 983	1 335 811	4 352 361
Long terme							
Avantages sociaux futurs (note 20)	843 713	—	—	—	—	—	843 713
Dette à long terme (note 18)	—	—	—	3 004 934	—	—	3 004 934
Subventions reportées du gouvernement du Québec (note 19)	—	—	—	606 201	—	—	606 201
	3 382 496	8 500	—	5 075 230	340 983	1 335 811	8 807 209
SOLDES DE FONDS							
Affectations d'origine externe (note 11)	250 000	—	—	—	—	1 412 846	1 662 846
Affectations d'origine interne	—	275 000	200 000	—	—	—	475 000
Non grevés d'affectations	65 572	—	—	—	—	—	65 572
Gains et pertes de réévaluation cumulés	1 447	—	—	—	—	351 363	352 810
	317 019	275 000	200 000	—	—	1 764 209	2 556 228
	3 699 515 \$	283 500 \$	200 000 \$	5 075 230 \$	340 983 \$	3 100 020 \$	11 363 437 \$

Obligations contractuelles (note 23)

Événement inhabituel (note 24)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

POUR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION



Alexandre Taillefer



François Dufresne

Situation financière

Au 31 mars 2012

	Fonds des opérations	Fonds des activités commerciales	Fonds des expositions	Fonds des immobilisations	Fonds de la campagne de financement	Fonds de dotation des acquisitions d'œuvres d'art	TOTAL 31 MARS 2012
ACTIF							
Court terme							
Encaisse	908 326 \$	— \$	— \$	— \$	— \$	31 954 \$	940 280 \$
Équivalents de trésorerie (note 13)	—	—	—	—	—	150 062	150 062
Créances (note 9)	387 267	4 890	—	—	—	—	392 157
Créances interfonds, sans intérêt ni modalités d'encaissement	336 941	283 116	200 000	60 243	330 983	—	
Subventions à recevoir du gouvernement du Québec	—	—	—	490 678	68 546	—	559 224
Autres subventions à recevoir	31 963	—	—	—	—	—	31 963
Charges payées d'avance	488 114	—	—	—	—	—	488 114
	2 152 611	288 006	200 000	550 921	399 529	182 016	2 561 800
Long terme							
Subventions à recevoir du gouvernement du Québec	—	—	—	3 583 492	—	—	3 583 492
Placements de portefeuille (note 13)	1 432 373	—	—	—	—	2 607 474	4 039 847
Immobilisations corporelles (note 14)	—	—	—	464 783	—	—	464 783
	3 584 984 \$	288 006 \$	200 000 \$	4 599 196 \$	399 529 \$	2 789 490 \$	10 649 922 \$
PASSIF							
Court terme							
Avances bancaires et marge de crédit (notes 16 et 17)	— \$	— \$	— \$	544 532 \$	— \$	— \$	544 532 \$
Fournisseurs et frais courus (note 15)	776 157	—	—	—	—	—	776 157
Provision pour vacances	446 338	—	—	—	—	—	446 338
Créances interfonds, sans intérêt ni modalités de remboursement	—	—	—	—	—	1 211 283	
Intérêts à payer	—	—	—	53 050	1 361	—	54 411
Produits reportés	92 587	13 006	—	—	—	—	105 593
Dons reportés (note 6)	—	—	—	—	330 983	—	330 983
Revenus de placements reportés (note 13)	1 045 126	—	—	—	—	—	1 045 126
Subventions reportées du gouvernement du Québec – Projets spécifiques (note 19)	129 103	—	—	—	—	—	129 103
Portion court terme de la dette à long terme (note 18)	—	—	—	430 157	67 185	—	497 342
	2 489 311	13 006	—	1 027 739	399 529	1 211 283	3 929 585
Long terme							
Avantages sociaux futurs (note 20)	798 833	—	—	—	—	—	798 833
Dette à long terme (note 18)	—	—	—	3 106 674	—	—	3 106 674
Subventions reportées du gouvernement du Québec (note 19)	—	—	—	464 783	—	—	464 783
	3 288 144	13 006	—	4 599 196	399 529	1 211 283	8 299 875
SOLDES DE FONDS							
Affectations d'origine externe (note 11)	250 000	—	—	—	—	1 412 846	1 662 846
Affectations d'origine interne	—	275 000	200 000	—	—	—	475 000
Non grevés d'affectations	31 868	—	—	—	—	—	31 868
Gains latents cumulés sur les actifs financiers disponibles à la vente	14 972	—	—	—	—	165 361	180 333
	296 840	275 000	200 000	—	—	1 578 207	2 350 047
	3 584 984 \$	288 006 \$	200 000 \$	4 599 196 \$	399 529 \$	2 789 490 \$	10 649 922 \$

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Situation financière

Au 1^{er} avril 2011

	Fonds des opérations	Fonds des activités commerciales	Fonds des expositions	Fonds des immobilisations	Fonds de la campagne de financement	Fonds de dotation des acquisitions d'œuvres d'art	TOTAL 1 ^{er} AVRIL 2011
ACTIF							
Court terme							
Encaisse	1 542 225 \$	— \$	— \$	— \$	— \$	25 381 \$	1 567 606 \$
Équivalents de trésorerie (note 13)	—	—	—	—	—	134 829	134 829
Créances (note 9)	286 297	15 380	—	—	—	—	301 677
Créances interfonds, sans intérêt ni modalités d'encaissement	251 243	270 475	325 000	—	320 983	—	
Subventions à recevoir du gouvernement du Québec	—	—	—	684 835	69 906	—	754 741
Autres subventions à recevoir	6 228	—	—	—	—	—	6 228
Charges payées d'avance	478 582	—	—	—	—	—	478 582
	2 564 575	285 855	325 000	684 835	390 889	160 210	3 243 663
Long terme							
Subventions à recevoir du gouvernement du Québec	—	—	—	3 802 059	67 185	—	3 869 244
Placements à long terme (note 13)	1 375 161	—	—	—	—	2 493 953	3 869 114
Immobilisations corporelles (note 14)	—	—	—	485 399	—	—	485 399
	3 939 736 \$	285 855 \$	325 000 \$	4 972 293 \$	458 074 \$	2 654 163 \$	11 467 420 \$
PASSIF							
Court terme							
Avances bancaires et marge de crédit (notes 16 et 17)	— \$	— \$	— \$	343 395 \$	— \$	— \$	343 395 \$
Fournisseurs et frais courus (note 15)	1 074 798	—	—	—	—	—	1 074 798
Provision pour vacances	387 177	—	—	—	—	—	387 177
Créances interfonds, sans intérêt ni modalités de remboursement	—	—	—	44 900	—	1 122 801	
Intérêts à payer	—	—	—	63 814	2 721	—	66 535
Produits reportés	125 750	10 855	—	—	—	—	136 605
Dons reportés (note 6)	—	—	—	—	320 983	—	320 983
Revenus de placements reportés (note 13)	1 091 459	—	—	—	—	—	1 091 459
Subventions reportées du gouvernement du Québec – Projets spécifiques (note 19)	250 000	—	—	—	—	—	250 000
Portion court terme de la dette à long terme (note 18)	—	—	—	617 451	67 185	—	684 636
	2 929 184	10 855	—	1 069 560	390 889	1 122 801	4 355 588
Long terme							
Avantages sociaux futurs (note 20)	699 358	—	—	—	—	—	699 358
Dette à long terme (note 18)	—	—	—	3 417 334	67 185	—	3 484 519
Subventions reportées du gouvernement du Québec (note 19)	—	—	—	485 399	—	—	485 399
	3 628 542	10 855	—	4 972 293	458 074	1 122 801	9 024 864
SOLDES DE FOND							
Affectations d'origine externe (note 11)	250 000	—	—	—	—	1 412 846	1 662 846
Affectations d'origine interne	—	275 000	325 000	—	—	—	600 000
Non grevés d'affectations	32 293	—	—	—	—	—	32 293
Gains latents cumulés sur les actifs financiers disponibles à la vente	28 901	—	—	—	—	118 516	147 417
	311 194	275 000	325 000	—	—	1 531 362	2 442 556
	3 939 736 \$	285 855 \$	325 000 \$	4 972 293 \$	458 074 \$	2 654 163 \$	11 467 420 \$

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Flux de trésorerie

De l'exercice clos le 31 mars 2013

	Fonds des opérations	Fonds des activités commerciales	Fonds des expositions	Fonds des immobilisations	Fonds de la campagne de financement	Fonds de dotation des acquisitions d'œuvres d'art	TOTAL 2013
ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT							
Excédent (insuffisance) des produits							
sur les charges	(30 168) \$	63 872 \$	– \$	– \$	– \$	– \$	33 704 \$
Éléments sans incidence sur la trésorerie et équivalents de trésorerie							
Amortissement des immobilisations							
corporelles	–	–	–	251 882	–	–	251 882
Variation de la juste valeur des placements	–	–	–	–	–	(52 901)	(52 901)
	(30 168)	63 872	–	251 882	–	(52 901)	232 685
Variation des éléments d'actif et de passif liés aux activités de fonctionnement							
Créances	(522 953)	3 007	–	–	–	–	(519 946)
Créances interfonds	285 149	1 499	–	(401 176)	(10 000)	124 528	–
Subventions à recevoir du gouvernement du Québec	(8 121)	–	–	39 422	68 546	–	99 847
Autres subventions à recevoir	26 500	–	–	–	–	–	26 500
Charges payées d'avance	(19 334)	–	–	–	–	–	(19 334)
Fournisseurs et frais courus*	(106 395)	–	–	–	–	–	(106 395)
Provision pour vacances	37 260	–	–	–	–	–	37 260
Intérêts à payer	–	–	–	(5 724)	(1 361)	–	(7 085)
Produits reportés	229 613	(4 506)	–	–	–	–	225 107
Dons reportés	–	–	–	–	10 000	–	10 000
Produits de placements reportés	(9 041)	–	–	–	–	–	(9 041)
Subventions reportées du gouvernement du Québec – Projets spécifiques	(129 103)	–	–	–	–	–	(129 103)
Avantages sociaux futurs	44 880	–	–	–	–	–	44 880
Subventions reportées du gouvernement du Québec	–	–	–	141 418	–	–	141 418
	(171 545)	–	–	(226 060)	67 185	124 528	(205 892)
Flux de trésorerie liés aux activités de fonctionnement	(201 713)	63 872	–	25 822	67 185	71 627	26 793
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT							
Remboursement de la dette à long terme	–	–	–	(430 157)	(67 185)	–	(497 342)
Nouvelle dette à long terme	–	–	–	452 500	–	–	452 500
Avances bancaires	–	–	–	317 997	–	–	317 997
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	–	–	–	340 340	(67 185)	–	273 155
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT EN IMMOBILISATIONS							
Acquisitions d'immobilisations corporelles*	–	–	–	(366 162)	–	–	(366 162)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement en immobilisations	–	–	–	(366 162)	–	–	(366 162)
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT EN PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE							
Acquisitions de placements de portefeuille	306 245	–	–	–	–	(723 453)	(417 208)
Produit de disposition de placements de portefeuille	40 300	–	–	–	–	635 179	675 479
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement en placements de portefeuille	346 545	–	–	–	–	(88 274)	258 271
AUGMENTATION (DIMINUTION) DE LA TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE							
Contributions interfonds (note 12)	144 832	63 872	–	–	–	(16 647)	192 057
	63 872	(63 872)	–	–	–	–	–
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE AU DÉBUT	908 326	–	–	–	–	182 016	1 090 342
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA FIN	1 117 030 \$	– \$	– \$	– \$	– \$	165 369 \$	1 282 399 \$

*Élément sans effet sur la trésorerie : le poste Fournisseurs et frais courus inclut un montant de 27 138 \$ relatif à l'acquisition d'immobilisations.
Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Flux de trésorerie

De l'exercice clos le 31 mars 2012

	Fonds des opérations	Fonds des activités commerciales	Fonds des expositions	Fonds des immobilisations	Fonds de la campagne de financement	Fonds de dotation des acquisitions d'œuvres d'art	TOTAL 2012
ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT							
(Insuffisance) excédent des produits							
sur les charges	(207 941) \$	82 516 \$	– \$	– \$	– \$	– \$	(125 425) \$
Éléments sans incidence sur la trésorerie et équivalents de trésorerie							
Amortissement des immobilisations							
corporelles	–	–	–	231 608	–	–	231 608
Variation de la juste valeur des							
placements	(24 001)	–	–	–	–	(27 479)	(51 480)
	(231 942)	82 516	–	231 608	–	(27 479)	54 703
Variation des éléments d'actif et de passif liés aux activités de fonctionnement							
Créances	(100 970)	10 490	–	–	–	–	(90 480)
Créances interfonds	(85 698)	(12 641)	125 000	(105 143)	(10 000)	88 482	–
Subventions à recevoir du gouvernement							
du Québec	–	–	–	412 724	68 545	–	481 269
Autres subventions à recevoir	(25 735)	–	–	–	–	–	(25 735)
Charges payées d'avance	(9 532)	–	–	–	–	–	(9 532)
Fournisseurs et frais courus	(298 641)	–	–	–	–	–	(298 641)
Provision pour vacances	59 161	–	–	–	–	–	59 161
Intérêts à payer	–	–	–	(10 764)	(1 360)	–	(12 124)
Produits reportés	(33 163)	2 151	–	–	–	–	(31 012)
Dons reportés	–	–	–	–	10 000	–	10 000
Revenus de placements reportés	(46 333)	–	–	–	–	–	(46 333)
Subventions reportées du gouvernement							
du Québec – Projets spécifiques	(120 897)	–	–	–	–	–	(120 897)
Avantages sociaux futurs	99 475	–	–	–	–	–	99 475
Subventions reportées du gouvernement							
du Québec	–	–	–	(20 616)	–	–	(20 616)
	(562 333)	–	125 000	276 201	67 185	88 482	(5 465)
Flux de trésorerie liés aux activités							
de fonctionnement	(794 275)	82 516	125 000	507 809	67 185	61 003	49 238
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT							
Remboursement de la dette à long terme	–	–	–	(617 451)	(67 185)	–	(684 636)
Nouvelle dette à long terme	–	–	–	119 497	–	–	119 497
Avances bancaires	–	–	–	201 137	–	–	201 137
Flux de trésorerie liés aux activités							
de financement	–	–	–	(296 817)	(67 185)	–	(364 002)
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT EN IMMOBILISATIONS							
Acquisitions d'immobilisations corporelles	–	–	–	(210 992)	–	–	(210 992)
Flux de trésorerie liés aux activités							
d'investissement en immobilisations	–	–	–	(210 992)	–	–	(210 992)
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT EN PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE							
Acquisitions de placements de portefeuille	(570 706)	–	–	–	–	(1 295 111)	(1 865 817)
Produit de disposition de placements							
de portefeuille	523 566	–	–	–	–	1 255 914	1 779 480
Flux de trésorerie liés aux activités							
d'investissement en placements							
de portefeuille	(47 140)	–	–	–	–	(39 197)	(86 337)
VARIATION NETTE DE LA TRÉSORERIE ET							
DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE	(841 415)	82 516	125 000	–	–	21 806	(612 093)
Contributions interfonds (note 12)	207 516	(82 516)	(125 000)	–	–	–	–
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE							
TRÉSORERIE AU DÉBUT	1 542 225	–	–	–	–	160 210	1 702 435
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE							
TRÉSORERIE À LA FIN	908 326 \$	– \$	– \$	– \$	– \$	182 016 \$	1 090 342 \$

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Notes complémentaires

31 mars 2013, 31 mars 2012 ainsi que les soldes d'ouverture au 1^{er} avril 2011

1. CONSTITUTION ET FONCTIONS

Le Musée d'art contemporain de Montréal (Musée), personne morale au sens du Code civil instituée en vertu de la *Loi sur les musées nationaux* (L.R.Q., chapitre M-44), a pour fonctions de faire connaître, de promouvoir et de conserver l'art québécois contemporain et d'assurer une présence de l'art contemporain international par des acquisitions, des expositions et d'autres activités d'animation.

Le Musée d'art contemporain de Montréal a été reconnu comme un organisme de bienfaisance au sens de la *Loi sur les impôts* du Québec et de la *Loi de l'impôt sur le revenu* du Canada. Il est par conséquent admissible à l'exemption d'impôt prévue pour ces organismes.

2. VOCATION DES FONDS

Le Fonds des opérations présente les opérations courantes du Musée.

Le Fonds des activités commerciales présente les activités commerciales du Musée telles que la vente des catalogues, la production et la vente de produits dérivés ainsi que les locations d'espaces. En vertu d'un règlement approuvé par le gouvernement en septembre 1994, le solde de ce Fonds ne peut excéder 275 000 \$. L'utilisation du solde du Fonds doit servir au remboursement des emprunts ou au financement des activités du Musée.

Le Fonds des expositions a été créé afin de favoriser le développement des activités reliées aux expositions dans le but de faciliter leur financement. Les sommes proviennent de bénéfices générés ou réalisés grâce au Fonds des opérations. En vertu d'un règlement approuvé par le conseil d'administration, le solde de ce Fonds ne peut pas excéder 1 000 000 \$. Les sommes seront utilisées pour le financement d'expositions dont les coûts dépassent les limites de la subvention de fonctionnement et exceptionnellement d'activités connexes à ces expositions.

Le Fonds des immobilisations présente les actifs, les passifs, les produits et les charges afférents aux immobilisations corporelles. Le solde du Fonds des immobilisations est réservé à l'acquisition d'immobilisations corporelles pour le Musée et au paiement des frais afférents. De plus, le Musée ne peut, sans obtenir l'autorisation préalable du gouvernement, acquérir, aliéner, hypothéquer ou louer un immeuble.

Le Fonds de la campagne de financement recueille des dons devant servir à l'accroissement des activités éducatives du Musée et à l'acquisition d'œuvres d'art ou d'immobilisations corporelles.

Le Fonds de dotation des acquisitions d'œuvres d'art présente les ressources apportées à titre de dotations. En vertu d'un règlement approuvé par le gouvernement, le capital doit être maintenu et seuls les revenus de placements tirés des ressources de ce Fonds peuvent être utilisés pour l'acquisition d'œuvres d'art pour la Collection du Musée.

3. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Base de présentation

Les états financiers du Musée sont établis selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public contenues dans le *Manuel de comptabilité de l'ICCA pour le secteur public*. Le Musée a choisi d'appliquer les recommandations des normes comptables s'appliquant uniquement aux organismes sans but lucratif du secteur public énoncées dans les chapitres SP 4200 à SP 4270 du *Manuel de comptabilité de l'ICCA pour le secteur public*.

Estimations comptables

Pour dresser les états financiers, la direction du Musée doit faire des estimations et poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers et les notes y afférentes. Ces estimations sont fondées sur la connaissance que la direction possède des événements en cours et sur les mesures que l'organisme pourrait prendre à l'avenir. Les principaux éléments pour lesquels la direction a établi des estimations et formulé des hypothèses sont la durée de vie utile des immobilisations corporelles et les avantages sociaux futurs. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

Instruments financiers

Le Musée a appliqué au cours de l'exercice les recommandations des nouveaux chapitres SP 1201, «Présentation des états financiers», et SP 3450, «Instruments financiers», du *Manuel de comptabilité de l'ICCA pour le secteur public*. Ces nouveaux chapitres prescrivent une application prospective et, en conséquence, les montants comparatifs sont présentés conformément aux méthodes comptables appliquées par le Musée avant l'adoption de ces nouveaux chapitres. L'incidence de la transition est présentée dans la note 4.

Le Musée comptabilise un actif financier ou un passif financier dans l'état de la situation financière lorsque, et seulement lorsque, il devient partie aux dispositions contractuelles de l'instrument financier.

Les instruments financiers dans cette note sont classés par actifs financiers (trésorerie, équivalents de trésorerie, créances (à l'exception des taxes à recevoir), placements) et passifs financiers (avances bancaires et marges de crédit, fournisseurs et frais courus (à l'exception des charges sociales à payer), provisions pour vacances, intérêts à payer).

Les actifs financiers sont évalués au coût ou coût amorti à l'exception des placements, soit les actions, les fonds de marché monétaire et les obligations qui sont évalués à la juste valeur par des prix cotés (non ajustés) sur un marché actif pour des actifs et passifs identiques.

Les gains et pertes non réalisés découlant des changements de juste valeur des placements de portefeuille sont comptabilisés dans l'état des gains et pertes de réévaluation. Lorsqu'échus, les gains et pertes cumulatifs sont reclassés de l'état des gains et pertes de réévaluation à l'état des résultats. Les intérêts et dividendes attribués aux placements de portefeuille sont reportés à l'état des résultats.

Tous les actifs financiers font l'objet d'un test de dépréciation annuellement. Lorsque les actifs financiers sont dépréciés, toute dépréciation est comptabilisée à l'état des résultats. Une dévaluation du portefeuille de placements pour refléter une moins-value n'est pas renversée pour une plus-value subséquente.

Pour les instruments financiers évalués au coût amorti, la méthode du taux d'intérêt effectif est utilisée pour déterminer les produits d'intérêts ou les dépenses d'intérêts. Les coûts de transactions représentent un élément du coût des instruments financiers évalués au coût ou au coût amorti. Les coûts de transactions sont mis à la dépense pour les instruments financiers évalués à la juste valeur.

i. Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique du Musée est de présenter dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie les soldes bancaires ainsi que les placements qui ont un risque non significatif de changement de valeur et dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition ou racheatables en tout temps sans pénalité.

ii. Créances

Les créances sont comptabilisées au coût amorti moins toute provision sur créances. Les provisions sur créances sont prises pour refléter les créances au plus faible du coût amorti ou valeur nette recouvrable, lorsque la recouvrabilité et le risque de perte sont présents. Tout changement sur la dépréciation est comptabilisé dans l'état des résultats. Les intérêts sur les créances sont courus s'ils sont recouvrables.

iii. Dette et autres passifs financiers

La dette et les autres passifs financiers sont comptabilisés au coût ou coût amorti.

Constatation des produits et dotation

Le Musée applique la méthode du report pour comptabiliser les apports. Selon cette méthode, les apports affectés à des charges d'exercices futurs sont reportés et comptabilisés à titre de produits au cours de l'exercice où sont engagées les charges auxquelles ils sont affectés. Les apports non affectés sont constatés à titre de produits lorsqu'ils sont reçus ou lorsqu'ils sont à recevoir si le montant à recevoir peut faire l'objet d'une estimation raisonnable et que son encaissement est raisonnablement assuré.

Les subventions à recevoir relatives aux immobilisations corporelles et à leur maintien sont inscrites dans l'exercice au cours duquel le Musée a obtenu le financement ou a réalisé les travaux donnant droit à ces subventions.

Les dotations reçues pour l'acquisition d'œuvres d'art sont comptabilisées comme augmentation directe du solde de fonds du Fonds de dotation des acquisitions d'œuvres d'art, alors que les revenus de placements de ce Fonds sont constatés comme revenus de placements reportés dans le Fonds des opérations et constatés comme produits lorsqu'ils sont utilisés pour l'acquisition d'œuvres d'art.

Les autres dotations sont comptabilisées comme augmentation directe du solde de fonds du Fonds des opérations, alors que les revenus de placements relatifs à ces apports sont constatés comme revenus de placements reportés dans le Fonds des opérations et constatés comme produits du Fonds des opérations dans l'exercice au cours duquel les charges connexes sont engagées.

Œuvres d'art

Les acquisitions d'œuvres d'art sont imputées aux charges du Fonds des opérations. La valeur des œuvres d'art acquises par donation est déterminée par expertise et, lorsqu'elle est supérieure à 5 000 \$, elle est généralement sanctionnée par la Commission canadienne d'examen des exportations de biens culturels du gouvernement du Canada. Les œuvres d'art acquises par donation sont comptabilisées aux produits et aux charges du Fonds des opérations lorsque toutes les conditions s'y rattachant sont remplies.

Apports reçus sous forme de fournitures et de services

Le Musée reçoit gratuitement des apports sous forme de services de publicité. Ces apports et les charges correspondantes sont évalués à leur juste valeur lorsque cette dernière peut faire l'objet d'une estimation raisonnable.

Le ministère de la Culture et des Communications fournit gratuitement au Musée des services de restauration d'œuvres d'art. Ces apports ne sont pas constatés aux états financiers. Le Musée ne peut estimer la juste valeur de ces services au prix d'un effort raisonnable.

En raison de la difficulté à déterminer la juste valeur des services fournis gratuitement par les bénévoles, ceux-ci ne sont pas considérés dans les produits et charges du Musée.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles acquises sont comptabilisées au coût et sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire sur leur durée de vie utile estimative, soit :

Aménagement des réserves d'œuvres d'art	10 ans
Système informatique	3 ans
Aménagement du Musée	10 ans
Équipement du Musée	5 ans
Équipement audiovisuel	3 ans
Équipement de la Boutique	5 ans
Équipement du restaurant	5 ans
Jardin de sculptures	10 ans

Les améliorations des immobilisations corporelles existantes qui prolongent de façon importante la durée de vie utile ou améliorent l'utilité des actifs sont capitalisées alors que les coûts d'entretien et de réparation sont portés aux résultats lorsqu'ils sont engagés.

Le Musée examine régulièrement la valeur comptable de ses immobilisations corporelles en comparant la valeur comptable de celles-ci avec les flux de trésorerie futurs non actualisés qui devraient être générés par l'actif. Tout excédent de la valeur comptable sur la juste valeur est imputé aux résultats de la période au cours de laquelle la dépréciation a été déterminée. L'estimation des flux de trésorerie futurs ainsi que la détermination de la juste valeur requièrent l'exercice du jugement professionnel et peuvent varier dans le temps.

Avantages sociaux futurs**Régimes de retraite**

La comptabilité des régimes à cotisations déterminées est appliquée aux régimes gouvernementaux interemployeurs, étant donné que la direction du Musée ne dispose pas de suffisamment d'informations pour appliquer la comptabilité des régimes à prestations déterminées.

Provision pour congés de maladie

Les obligations à long terme découlant des congés de maladie accumulés par les employés sont évaluées sur une base actuarielle au moyen d'une méthode d'estimation simplifiée selon les hypothèses les plus probables déterminées par la direction. Le passif et les charges correspondantes qui en résultent sont comptabilisés sur la base du mode d'acquisition de ces avantages sociaux, c'est-à-dire en fonction de l'accumulation et de l'utilisation des journées de maladie par les employés.

4. APPLICATION INITIALE DES NORMES COMPTABLES CANADIENNES POUR LE SECTEUR PUBLIC

Les présents jeux d'états financiers sont les premiers états financiers du Musée établis selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public, incluant les recommandations des normes comptables s'appliquant uniquement aux organismes sans but lucratif du secteur public énoncées dans les chapitres SP 4200 à SP 4270 du *Manuel de comptabilité de l'ICCA pour le secteur public* (ci-après les « nouvelles normes comptables »). La date de transition aux nouvelles normes comptables est le 1^{er} avril 2011.

Les méthodes comptables présentées à la note 3, découlant de l'application des nouvelles normes comptables, ont été utilisées pour la préparation des états financiers pour l'exercice clos le 31 mars 2013, des informations comparatives et de l'état de la situation financière d'ouverture à la date de transition, à l'exception de la méthode comptable relative aux instruments financiers, laquelle a fait l'objet d'une application prospective.

Dans l'état de la situation financière à la date de transition, sous les recommandations du chapitre SP 2125, le Musée, lorsqu'applicable :

- a) a comptabilisé tous les actifs et passifs pour lesquels la comptabilisation est requise avec les nouvelles normes;
- b) n'a pas comptabilisé les éléments en tant qu'actifs ou passifs lorsque les nouvelles normes ne le permettent pas;
- c) a reclassé les éléments qu'il a comptabilisés antérieurement en tant qu'un type d'actif, passif, ou élément des soldes de fonds qui est d'un type différent sous les nouvelles normes et,
- d) a appliqué les nouvelles normes pour évaluer tous les actifs et passifs comptabilisés.

Avec l'application des recommandations du chapitre SP 2125, les méthodes comptables décrites dans la note 3 ont été appliquées pour toutes les années présentées.

Instruments financiers

À la suite de l'adoption des nouvelles Normes comptables du secteur public, le Musée a appliqué le chapitre SP 3450 du *Manuel de comptabilité de l'ICCA pour le secteur public*. Ce nouveau chapitre établit la comptabilisation, l'évaluation et les informations à fournir sur les instruments financiers. Selon le chapitre, lorsqu'une société gouvernementale applique le chapitre dans la même période que la première période d'application des Normes comptables canadiennes du secteur public, ce chapitre ne peut être appliqué rétrospectivement. Les montants comparatifs étant présentés conformément aux méthodes comptables appliquées par le Musée immédiatement avant l'adoption des nouvelles normes comptables. En conséquence, les gains et pertes non réalisés au début demeurent dans les soldes de fonds non affectés de l'état de la situation financière.

Incidence de l'application initiale des Normes comptables canadiennes pour le secteur public

Le Conseil sur la comptabilité dans le secteur public (CCSP) a publié de nouveaux chapitres qui s'appliquent à tous les gouvernements et aux organismes publics utilisant les normes comptables du secteur public. Ainsi, le 1^{er} avril 2012, le Musée a adopté prospectivement quatre nouvelles normes relatives aux chapitres du *Manuel de comptabilité de l'ICCA pour le secteur public* :

Chapitre SP 1201, « Présentation des états financiers »

Le chapitre 1201 sur la présentation des états financiers établit des principes et des normes d'ordre général visant la divulgation d'information dans les états financiers et introduit un nouvel état des gains et pertes de réévaluation. L'adoption de cette norme n'a eu aucune incidence sur les résultats ni sur la situation financière du Musée.

Chapitre SP 2601, « Conversion de devises »

Le chapitre 2601 sur la conversion de devises élimine le report des gains et pertes de change. Dorénavant, tous les éléments monétaires et non monétaires comptabilisés à la juste valeur doivent être réévalués en fin de période aux taux de change en vigueur à cette date. Suivant cette réévaluation, les gains et pertes de change doivent être constatés dans le nouvel état des gains et pertes de réévaluation plutôt que dans l'état des résultats. L'adoption de cette norme n'a eu aucune incidence sur les résultats ni sur la situation financière du Musée.

Chapitre SP 3041, «Placements de portefeuille»

Le chapitre SP 3041 sur les placements de portefeuille établit les normes sur la façon de comptabiliser et de présenter les placements de portefeuille dans les états financiers du gouvernement. Cette norme s'applique aux périodes financières durant laquelle le chapitre SP 3450 «Instruments financiers» est adopté. L'adoption de cette norme a eu des répercussions sur la présentation des gains et des pertes de réévaluation. Des gains ou pertes réalisés sur la cession de placements de portefeuille cotés sur un marché actif ont été réalisés aux résultats.

Chapitre SP 3450, «Instruments financiers»

Le chapitre SP 3450 sur les instruments financiers contient les nouvelles normes qui guident la comptabilisation, l'évaluation et la divulgation des instruments financiers. Le chapitre indique entre autres que les actifs financiers, les passifs financiers et les dérivés non financiers doivent être évalués soit à la juste valeur, au coût historique ou au coût après amortissement. La variation de la juste valeur, s'il y a lieu, doit être présentée dans le nouvel état des gains et pertes de réévaluation. L'adoption de cette nouvelle norme a eu des répercussions sur la présentation des gains ou pertes attribuables aux placements de portefeuille cotés sur un marché actif puisque ceux-ci sont dorénavant présentés dans le nouvel état des gains et des pertes de réévaluation. Les informations exigées sont présentées aux états financiers.

5. SUBVENTIONS DU GOUVERNEMENT DU CANADA

	2013	2012
Conseil des Arts du Canada	331 500 \$	330 000 \$
Ministère du Patrimoine canadien	210 030	109 919
	541 530 \$	439 919 \$

6. FONDATION DU MUSÉE

La Fondation du Musée d'art contemporain de Montréal (Fondation) est désignée *fondation publique* en vertu du paragraphe 149.1(6.3) de la *Loi de l'impôt sur le revenu*. Elle est constituée depuis 1983 en organisme à but non lucratif et est dirigée par un Conseil d'administration autonome, composé de quinze (15) membres, dont l'un est un délégué du Conseil d'administration du Musée et un autre agit comme gestionnaire au Musée. Cette fondation a comme principale mission d'appuyer le Musée d'art contemporain de Montréal dans son essor, surtout en contribuant à l'enrichissement de sa Collection. Elle a la tâche de gérer la Boutique du Musée, de recruter des membres, de gérer les adhésions, de planifier les tâches à être effectuées par les bénévoles ainsi que de promouvoir des activités permettant de recueillir des fonds.

Pour aider la Fondation à remplir son mandat, le Musée lui fournit un espace de bureau ainsi que tous les services servant à son bon fonctionnement (ameublement, téléphones, photocopies, ordinateurs et imprimantes, fournitures de bureau et frais de poste). Le Musée met aussi à la disposition de la Fondation les locaux nécessaires à la tenue des événements spéciaux qu'elle organise.

La Fondation a entrepris en 2002 une campagne majeure de financement, «*Une Affaire d'Art*», afin d'accroître les activités éducatives du Musée et enrichir sa Collection. Les dons remis au Musée par la Fondation sont constatés à titre de produits aux résultats du Musée lorsqu'ils sont utilisés aux fins des activités éducatives de la campagne.

Dons reportés campagne «Une Affaire d'Art»

	31 MARS 2013	31 MARS 2012	1 ^{er} AVRIL 2011
Solde au début	330 983 \$	320 983 \$	300 983 \$
Dons encaissés au cours de l'exercice	10 000	10 000	20 000
Solde à la fin	340 983 \$*	330 983 \$*	320 983 \$*

*Ces soldes incluent respectivement 40 000 \$ au 31 mars 2013, 30 000 \$ au 31 mars 2012 et 20 000 \$ au 1^{er} avril 2011 reçus de source autre que la Fondation.

Au cours de l'exercice, le Musée a conclu diverses transactions dans le cours normal des activités avec la Fondation. Les commandites et autres dons incluent un montant de 30 750 \$ (2012 : 141 000 \$) en dons. La Fondation a chargé au Musée des honoraires de gestion pour un montant de 20 000 \$ (2012 : 20 000 \$). Le poste «Location d'espace» inclut un montant de 36 000 \$ (2012 : 36 000 \$) pour le loyer de la Boutique exploitée par la Fondation. Le poste «Ventes» inclut un montant de 16 835 \$ (2012 : 17 340 \$) pour la vente de biens à la Boutique. Ces transactions ont été comptabilisées à la valeur d'échange.

Il est prévu qu'advenant la dissolution ou la cessation des activités de la Fondation, ses avoirs nets seront remis au Musée. L'actif net de la Fondation s'élève à 2 469 969 \$ au 31 mars 2013 (31 mars 2012 : 1 775 832 \$) (1^{er} avril 2011 : 1 313 129 \$). À la fin de l'exercice, le solde net dû par la Fondation au Musée était de 25 853 \$ (31 mars 2012 : 108 029 \$) (1^{er} avril 2011 : 135 581 \$) dont un montant de 25 853 \$ (31 mars 2012 : 131 079 \$) (1^{er} avril 2011 : 135 581 \$) inclus au poste «Créances» et un montant de 0 \$ (31 mars 2012 : 23 050 \$) (1^{er} avril 2011 : 0 \$) inclus au poste «Fournisseurs et frais courus».

7. COMMANDITES ET AUTRES DONDS

	2013	2012
Dons en argent	54 047 \$	219 201 \$
Commandites monétaires	150 907	412 035
Dons et commandites reçus sous forme de biens et services	471 246	360 831
	676 200 \$	992 067 \$

Le Musée reçoit des dons et des commandites sous forme de services de publicité gratuits. Des charges correspondant à la somme de ces dons et commandites sont comptabilisées au poste «Services de transport et communications» de l'état des résultats.

8. PRODUITS DE PLACEMENTS

	2013	2012
Produits d'intérêts	51 130 \$	66 970 \$
Produits tirés de l'utilisation des montants reportés à l'acquisition d'œuvres d'art	146 312	150 000
Produits tirés de l'utilisation des montants reportés à la présentation d'un colloque annuel	—	10 000
	197 442 \$	226 970 \$

Le montant total de produits de placements tirés des ressources détenues à titre de dotations s'élève à 309 748 \$ pour l'exercice clos le 31 mars 2013 (2012 : 146 583 \$) et est comptabilisé de la façon suivante dans les états financiers :

	2013	2012
État des gains et pertes de réévaluation	172 477 \$	— \$
État des résultats et évolution des soldes de fonds	—	32 916
Apports reportés	137 271	113 667
	309 748 \$	146 583 \$

9. CRÉANCES

	31 MARS 2013	31 MARS 2012	1 ^{er} AVRIL 2011
Comptes clients	81 886 \$	145 953 \$	110 269 \$
Taxes de vente à recevoir	138 269	110 069	90 658
Autres	691 948	136 135	100 750
Solde à la fin	912 103 \$	392 157 \$	301 677 \$

Au 31 mars 2013, la valeur comptable brute des comptes clients dépréciés totalise 5 765 \$ (12 765 \$ au 31 mars 2012) (0 \$ au 1^{er} avril 2011). Ces comptes clients sont présentés aux états financiers déduction faite d'une provision pour dépréciation de 2 900 \$ (4 900 \$ au 31 mars 2012) (0 \$ au 1^{er} avril 2011). Le montant de perte de valeur afférente aux comptes clients est 3 981 \$ pour l'exercice (9 131 \$ en 2012) (0 \$ au 1^{er} avril 2011), alors que la reprise d'une perte de valeur comptabilisée antérieurement sur les comptes clients est de 1 231 \$ (0 \$ en 2012) (0 \$ en 2011).

10. COLLECTIONS

La Collection d'œuvres d'art du Musée comprend 7 797 œuvres dont 1 326 constituent la Collection Lavalin acquise par le Musée en 1992 grâce à une subvention spéciale de 5 400 000 \$ du gouvernement du Québec. Globalement, la Collection du Musée est constituée de peintures, de sculptures, d'estampes, de photographies, d'installations, de films et vidéos, pour la plupart produits après 1939, date charnière retenue par le Musée pour définir son champ d'intervention. Le Musée développe sa Collection conformément au mandat que lui trace sa loi constitutive, c'est-à-dire en s'assurant de la représentation de la production contemporaine québécoise mise en relation avec la production canadienne et internationale.

En outre, le Musée conserve des collections d'archives qui documentent les œuvres qu'il détient dans sa Collection. Elles comprennent principalement le Fonds Borduas, le Fonds Boulterice, le Fonds Mousseau, le Fonds Yves Trudeau, le Fonds Marciej Babinski et le Fonds Le Gobelet.

Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2013, le Musée a acquis 63 œuvres et archives (2012 : 80) : 7 étant des achats (2012 : 13) pour un montant de 207 062 \$ (2012 : 480 703 \$) et 56 provenant de dons (2012 : 67) pour un montant de 2 874 300 \$ (2012 : 1 882 500 \$).

11. FONDS DES OPÉRATIONS – AFFECTATION D'ORIGINE EXTERNE

Le solde du Fonds des opérations comprend un montant de 250 000 \$ grevé d'une affectation d'origine externe en vertu de laquelle les ressources doivent être conservées en permanence. Les revenus de placements afférents à ce montant sont affectés à la présentation d'un colloque annuel en vertu d'une affectation d'origine externe.

12. CONTRIBUTIONS INTERFONDS

Un montant de 63 872 \$ (2012 : 82 516 \$) représentant la partie du solde du Fonds des activités commerciales qui excède 275 000 \$ (note 2) a été transféré au Fonds des opérations afin de financer les activités du Musée.

En 2012, 125 000 \$ avaient été transférés du Fonds des expositions au Fonds des opérations afin de financer l'exposition *La Triennale québécoise*.

13. PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE

31 MARS 2013			
	Fonds des opérations	Fonds de dotation des acquisitions d'œuvres d'art	TOTAL
Équivalents de trésorerie			
Obligations et fonds de marché monétaire échéant entre avril et juin 2013, intérêts de 4,46 % à 5,37 %, valeur comptable de 462 270 \$	386 856 \$	76 427 \$	463 283 \$
Placements à long terme			
Obligations et certificats de placements garantis échéant entre 3 mois et 1 an, intérêts de 1,80 % à 5,05 %, valeur comptable de 36 776 \$	– \$	35 692 \$	35 692 \$
1 et 5 ans, intérêts de 1,35 % à 7,10 %, valeur comptable de 1 459 649 \$	1 072 303	399 121	1 471 424
6 et 10 ans, intérêts de 2,898 % à 6,02 %, valeur comptable de 365 404 \$	–	381 539	381 539
1 ans et plus, intérêts de 4,00 % à 8,20 %, valeur comptable de 336 488 \$	–	368 600	368 600
	1 072 303	1 184 952	2 257 255
Titres négociables, valeur comptable de 1 444 781 \$	–	1 749 699	1 749 699
	1 072 303 \$	2 934 651 \$	4 006 954 \$

Au 31 mars 2013, les placements à long terme dans les titres négociables incluent 1 135 181 \$ É.U. (1 153 344 \$ CAN) de placements libellés en dollars américains convertis en dollars canadiens au taux de change en vigueur à la date du bilan.

Les revenus de placements nets cumulés en date du 31 mars 2013, utilisables aux fins d'acquisitions en vertu du règlement du Fonds de dotation des acquisitions d'œuvres d'art, s'élèvent à 1 004 707 \$ et sont inscrits comme revenus de placement reportés au Fonds des opérations. Les revenus de placement nets cumulés en date du 31 mars 2013, utilisables aux fins de la présentation d'un colloque annuel en vertu d'une affectation d'origine externe, s'élèvent à 31 378 \$ et sont inscrits comme revenus de placements reportés au Fonds des opérations.

31 MARS 2012			
	Fonds des opérations	Fonds de dotation des acquisitions d'œuvres d'art	TOTAL
Placements temporaires			
Fonds de marché monétaire, valeur comptable de 150 062 \$	0 \$	150 062 \$	150 062 \$
Placements à long terme			
Obligations et certificats de placements garantis échéant entre 3 mois et 1 an, intérêts de 4,45 % à 4,55 %, valeur comptable de 81 844 \$	40 320 \$	39 936 \$	80 256 \$
1 et 5 ans, intérêts de 1,43 % à 7,10 %, valeur comptable de 1 748 561 \$	1 392 053	383 827	1 775 880
6 et 10 ans, intérêts de 3,25 % à 9,98 %, valeur comptable de 290 883 \$	–	305 192	305 192
11 ans et plus, intérêts de 4,00 % à 8,20 %, valeur comptable de 350 682 \$	–	384 844	384 844
	1 432 373	1 113 799	2 546 172
Titres négociables, valeur comptable de 1 373 924 \$	–	1 493 675	1 493 675
	1 432 373 \$	2 607 474 \$	4 039 847 \$

Au 31 mars 2012, les placements à long terme dans les titres négociables incluent 1 039 945 \$ É.U. (1 039 009 \$ CAN) de placements libellés en dollars américains convertis en dollars canadiens au taux de change en vigueur à la date du bilan.

Les revenus de placements nets cumulés en date du 31 mars 2012, utilisables aux fins d'acquisitions en vertu du règlement du Fonds de dotation des acquisitions d'œuvres d'art, s'élèvent à 1 023 800 \$ et sont inscrits comme revenus de placement reportés au Fonds des opérations. Les revenus de placement nets cumulés en date du 31 mars 2012, utilisables aux fins de la présentation d'un colloque annuel en vertu d'une affectation d'origine externe, s'élèvent à 21 326 \$ et sont inscrits comme revenus de placements reportés au Fonds des opérations.

Notes complémentaires (suite)

1 ^{er} AVRIL 2011			
	Fonds des opérations	Fonds de dotation des acquisitions d'œuvres d'art	TOTAL
Placements temporaires			
Bons du Trésor échéant en mai 2011, intérêts de 0,94 %, valeur comptable de 134 671 \$	0 \$	134 829 \$	134 829 \$
Placements à long terme			
Obligations et certificats de placements garantis échéant entre 3 mois et 1 an, intérêts de 4,30 % à 4,52 %, valeur comptable 241 868 \$	243 820 \$	– \$	243 820 \$
1 et 5 ans, intérêts de 2,75 % à 6,14 %, valeur comptable de 1 376 636 \$	1 046 645	348 203	1 394 848
6 et 10 ans, intérêts de 3,50 % à 7,10 %, valeur comptable de 459 704 \$	84 696	380 277	464 973
11 ans et plus, intérêts de 3,25 % à 8,20 %, valeur comptable de 323 308 \$	–	332 728	332 728
	1 375 161	1 061 208	2 436 369
Titres négociables, valeur comptable de 1 321 119 \$	–	1 432 745	1 432 745
	1 375 161 \$	2 493 953 \$	3 869 114 \$

Au 1^{er} avril 2011, les placements à long terme dans les titres négociables incluent 993 993 \$ É.U. (965 962 \$ CAN) de placements libellés en dollars américains convertis en dollars canadiens au taux de change en vigueur à la date du bilan.

Les revenus de placements nets cumulés en date du 1^{er} avril 2011, utilisables aux fins d'acquisitions en vertu du règlement du Fonds de dotation des acquisitions d'œuvres d'art, s'élèvent à 1 082 454 \$ et sont inscrits comme revenus de placement reportés au Fonds des opérations. Les revenus de placement nets cumulés en date du 31 mars 2011, utilisables aux fins de la présentation d'un colloque annuel en vertu d'une affectation d'origine externe, s'élèvent à 9 005 \$ et sont inscrits comme revenus de placements reportés au Fonds des opérations.

14. FONDS DES IMMOBILISATIONS - IMMOBILISATIONS CORPORELLES

31 MARS 2013			
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette
Aménagement des réserves d'œuvres d'art	633 404 \$	633 404 \$	– \$
Système informatique	605 283	521 981	83 302
Aménagement du Musée	3 853 581	3 771 441	82 140
Équipement du Musée	822 556	611 996	210 560
Équipement audiovisuel	543 727	453 847	89 880
Équipement de la Boutique	37 200	37 200	–
Équipement du restaurant	395 546	255 769	139 777
Jardin de sculptures	483 281	482 739	542
	7 374 578 \$	6 768 377 \$	606 201 \$
31 MARS 2012			
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette
Aménagement des réserves d'œuvres d'art	633 404 \$	633 404 \$	– \$
Système informatique	559 161	487 203	71 958
Aménagement du Musée	3 841 483	3 741 694	99 789
Équipement du Musée	699 478	527 950	171 528
Équipement audiovisuel	463 762	419 791	43 971
Équipement de la Boutique	37 200	37 200	–
Équipement du restaurant	292 153	215 704	76 449
Jardin de sculptures	483 281	482 193	1 088
	7 009 922 \$	6 545 139 \$	464 783 \$
1^{er} AVRIL 2011			
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette
Aménagement des réserves d'œuvres d'art	633 404 \$	633 242 \$	162 \$
Système informatique	525 937	447 312	78 625
Aménagement du Musée	3 814 563	3 698 518	116 045
Équipement du Musée	650 405	451 051	199 354
Équipement audiovisuel	425 131	402 483	22 648
Équipement de la Boutique	37 200	37 200	–
Équipement du restaurant	255 068	188 134	66 934
Jardin de sculptures	483 281	481 650	1 631
	6 824 989 \$	6 339 590 \$	485 399 \$

15. FOURNISSEURS ET FRAIS COURUS

	31 MARS 2013	31 MARS 2012	1 ^{er} AVRIL 2011
Salaires à payer	116 726 \$	182 137 \$	174 827 \$
Charges sociales à payer	96 531	128 910	132 146
Comptes fournisseurs	280 103	371 420	602 892
Frais courus	203 540	93 690	164 933
Solde à la fin	696 900 \$	776 157 \$	1 074 798 \$

16. FONDS DES IMMOBILISATIONS – MARGES DE CRÉDIT

Les marges de crédit, sous forme d'avances bancaires, remboursables à demande auprès d'une institution financière portent intérêt au taux de base canadien de l'institution financière, soit 3 % au 31 mars 2013 (3 % au 31 mars 2012) (3 % au 1^{er} avril 2011).

Le Musée est autorisé par décret du gouvernement du Québec à instituer un régime d'emprunts, valide jusqu'au 30 novembre 2013 (30 novembre 2012 au 31 mars 2012) (30 novembre 2011 au 1^{er} avril 2011), lui permettant d'emprunter à court terme ou par voie de marge de crédit auprès d'institutions financières ou auprès du ministre des Finances, à titre de gestionnaire du Fonds de financement, ou à long terme auprès de ce dernier, et ce, pour combler des besoins n'excédant pas 2 113 193 \$ (1 893 447 \$ au 31 mars 2012) (1 811 782 \$ au 1^{er} avril 2011).

17. FONDS DES OPÉRATIONS – MARGE DE CRÉDIT

Le Musée dispose d'une marge de crédit d'exploitation autorisée d'un montant de 1 000 000 \$ renouvelable le 30 novembre 2013 (30 novembre 2012 au 31 mars 2012) (30 novembre 2011 au 1^{er} avril 2011). Cette marge de crédit, remboursable à demande, porte intérêt au taux de base canadien de la Banque Nationale plus 0,30 % (taux de base canadien de la Banque Nationale plus 0,30 % au 31 mars 2012) (taux de base canadien de la Banque Nationale au 1^{er} avril 2011). Aucun montant n'est utilisé au 31 mars 2013, au 31 mars 2012 et au 1^{er} avril 2011.

18. DETTE À LONG TERME

31 MARS 2013 FONDS DES IMMOBILISATIONS		
	Valeur comptable	Juste valeur
Emprunts sur billet du Fonds de financement du gouvernement du Québec, garantis par le gouvernement du Québec		
4,771 %, remboursable par versements annuels en capital de 311 252 \$ et un versement final de 2 178 763 \$ le 3 juin 2014	2 490 015 \$	2 623 024 \$
4,90 %, remboursable par versements annuels en capital de 23 837 \$, échéant le 16 juillet 2020	190 699	215 777
4,379 %, remboursable par versements annuels en capital de 11 261 \$, échéant le 10 mai 2017	56 303	60 900
4,164 %, remboursable par versements annuels en capital de 12 493 \$ et un versement final de 62 462 \$ le 1er octobre 2013	62 462	64 721
4,087 %, remboursable par versements annuels en capital de 12 306 \$, échéant le 3 décembre 2018	73 837	80 844
4,087 %, remboursable par versements annuels de capital de 22 296 \$, échéant le 3 décembre 2018	133 777	146 471
2,189 %, remboursable par versements annuels de capital de 19 916 \$, échéant le 1er décembre 2017	99 581	102 459
1,824 %, remboursable par versements annuels de capital de 90 909 \$, échéant le 1er décembre 2017	452 500	460 132
	3 559 174 \$	3 754 328 \$
Moins : portion court terme	554 240	692 397
	3 004 934 \$	3 061 931 \$

Les versements sur ces emprunts sont acquittés annuellement à même la subvention du gouvernement du Québec prévue à cette fin. Les montants des versements à effectuer sur la dette à long terme au cours des prochains exercices se détaillent comme suit:

2014	554 240 \$
2015	2 359 289 \$
2016	180 525 \$
2017	180 525 \$
2018 et suivants	286 640 \$

Notes complémentaires (suite)

	FONDS DES IMMOBILISATIONS		31 MARS 2012 FONDS DE LA CAMPAGNE DE FINANCEMENT		TOTAL	
	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur
Emprunts sur billets du Fonds de financement du gouvernement du Québec garantis par des hypothèques mobilières sans dépossession						
4,771 %, remboursable par versements annuels en capital de 311 252 \$ et un versement final de 2 178 763 \$, le 3 juin 2014	2 801 267 \$	3 021 662 \$	– \$	– \$	2 801 267 \$	3 021 662 \$
6,076 %, remboursable par versements annuels en capital de 83 981 \$, échéant le 1 ^{er} juin 2012	16 796	17 278	67 185	69 113	83 981	86 391
4,900 %, remboursable par versements annuels en capital de 23 837 \$, échéant le 16 juillet 2020	214 536	242 585	–	–	214 536	242 585
4,379 %, remboursable par versements annuels en capital de 11 261 \$, échéant le 10 mai 2017	67 564	73 651	–	–	67 564	73 651
4,164 %, remboursable par versements annuels en capital de 12 493 \$ et un versement final de 62 462 \$ le 1 ^{er} octobre 2013	74 955	79 436	–	–	74 955	79 436
4,087 %, remboursable par versements annuels en capital de 12 306 \$, échéant le 3 décembre 2018	86 143	94 213	–	–	86 143	94 213
4,087 %, remboursable par versements annuels de capital de 22 296 \$, échéant le 3 décembre 2018	156 073	170 694	–	–	156 073	170 694
2,189 %, remboursable par versements annuels de capital de 19 916 \$, échéant le 1 ^{er} décembre 2017	119 497	121 268	–	–	119 497	121 268
	3 536 831 \$	3 820 787 \$	67 185 \$	69 113 \$	3 604 016 \$	3 889 900 \$
Moins : portion court terme	430 157	583 643	67 185	69 113	497 342	652 756
	3 106 674 \$	3 237 144 \$	– \$	– \$	3 106 674 \$	3 237 144 \$

	FONDS DES IMMOBILISATIONS		1 ^{er} AVRIL 2011 FONDS DE LA CAMPAGNE DE FINANCEMENT		TOTAL	
	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur
Emprunts sur billet du Fonds de financement du gouvernement du Québec, garantis par le gouvernement du Québec						
4,771 %, remboursable par versements annuels en capital de 311 252 \$ et un versement final de 2 178 763 \$, le 3 juin 2014	3 112 519 \$	3 365 383 \$	– \$	– \$	3 112 519 \$	3 365 383 \$
6,076 %, remboursable par versements annuels en capital de 83 981 \$, échéant le 1 ^{er} juin 2012	33 592	35 335	134 370	141 340	167 962	176 675
4,900 %, remboursable par versements annuels en capital de 23 837 \$, échéant le 16 juillet 2020	238 374	261 522	–	–	238 374	261 522
4,379 %, remboursable par versements annuels en capital de 11 261 \$, échéant le 10 mai 2017	78 824	84 910	–	–	78 824	84 910
4,164 %, remboursable par versements annuels en capital de 29 602 \$ et un versement final de 148 005 \$ le 1 ^{er} octobre 2013	207 211	220 551	–	–	207 211	220 551
4,164 %, remboursable par versements annuels en capital de 12 493 \$ et un versement final de 62 462 \$ le 1 ^{er} octobre 2013	87 447	93 250	–	–	87 447	93 250
4,087 %, remboursable par versements annuels en capital de 12 306 \$, échéant le 3 décembre 2018	98 449	104 915	–	–	98 449	104 915
4,087 %, remboursable par versements annuels de capital de 22 296 \$, échéant le 3 décembre 2018	178 369	190 082	–	–	178 369	190 082
	4 034 785 \$	4 355 948 \$	134 370 \$	141 340 \$	4 169 155 \$	4 497 288 \$
Moins : portion court terme	617 451	615 194	67 185	67 040	684 636	682 234
	3 417 334 \$	3 740 754 \$	67 185 \$	74 300 \$	3 484 519 \$	3 815 054 \$

19. SUBVENTIONS REPORTÉES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Les subventions reportées présentées dans le Fonds des opérations comprennent la fraction non amortie des apports reçus à l'égard de projets d'expositions spécifiques.

	31 MARS 2013	31 MARS 2012	1 ^{er} AVRIL 2011
Solde au début	129 103 \$	250 000 \$	– \$
Subventions pour projets spécifiques	–	–	250 000
Virement des subventions reportées	(129 103)	(120 897)	–
Solde à la fin	– \$	129 103 \$	250 000 \$

Les subventions reportées présentées dans le Fonds des immobilisations comprennent la fraction non amortie des apports reçus et à recevoir sous forme de subvention.

	31 MARS 2013	31 MARS 2012	1 ^{er} AVRIL 2011
Solde au début	464 783 \$	485 399 \$	539 903 \$
Subvention spécifique pour la dette à long terme	393 300	210 992	146 753
Virement des subventions reportées	(251 882)	(231 608)	(201 257)
Solde à la fin	606 201 \$	464 783 \$	485 399 \$

20. AVANTAGES SOCIAUX FUTURS**Régimes de retraite**

Les membres du personnel du Musée participent au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics («RREGOP») ou au Régime de retraite du personnel d'encadrement («RRPE»). Ces régimes interemployeurs sont à prestations déterminées et comportent des garanties à la retraite et au décès.

Les cotisations du Musée imputées aux résultats de l'exercice s'élèvent à 251 322 \$ (2012 : 248 124 \$). Les obligations du Musée envers ces régimes gouvernementaux se limitent à ses cotisations à titre d'employeur.

Les taux de cotisation pour le Musée au RREGOP et au RRPE ont été respectivement de 8,94 % et 12,30 % de la masse salariale cotisable du 1^{er} avril au 31 décembre 2012 et de 9,18 % et 12,30 % du 1^{er} janvier au 31 mars 2013 (8,69 % et 11,54 % de la masse salariale cotisable du 1^{er} avril au 31 décembre 2011 et de 8,94 % et 12,30 % du 1^{er} janvier au 31 mars 2012 pour l'exercice clos le 31 mars 2012).

Provision pour congés de maladie

	31 MARS 2013	31 MARS 2012	1 ^{er} AVRIL 2011
Solde au début	798 833 \$	699 358 \$	742 656 \$
Charge de l'exercice	148 464	175 096	93 117
Prestations versées au cours de l'exercice	(103 584)	(75 621)	(136 415)
Solde à la fin	843 713 \$	798 833 \$	699 358 \$

Le programme d'accumulation des congés de maladie a fait l'objet d'une actualisation sur la base notamment des estimations et des hypothèses économiques à long terme suivantes:

	31 MARS 2013		31 MARS 2012	
	RREGOP	RRPE	RREGOP	RRPE
Taux d'indexation	1,20 %	1,80 %	1,20 %	1,80 %
Taux d'actualisation	2,49 %	2,49 %	2,42 %	2,42 %
Durée résiduelle moyenne d'activité des salariés actifs	11 ans	3 ans	11 ans	5 ans

Au 1^{er} avril 2011, le programme d'accumulation des congés de maladie était estimé selon les hypothèses les plus probables déterminées par la direction, en utilisant les taux de salaires horaires au 1^{er} avril 2011.

21. INSTRUMENTS FINANCIERS

Objectifs et politiques en matière de gestion des risques financiers

Le Musée est exposé à divers risques financiers qui résultent à la fois de ses activités de fonctionnement, de placement et de financement. La gestion des risques financiers est effectuée par la direction du Musée.

Risques financiers

Les principaux risques financiers auxquels le Musée est exposé ainsi que les politiques en matière de gestion des risques financiers sont détaillés ci-après.

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier manque à l'une de ses obligations et, de ce fait, amène l'autre partie à subir une perte financière. Le Musée est exposé au risque de crédit découlant de la possibilité que les parties manquent à leurs obligations financières, s'il y a concentration d'opérations avec une même partie ou concentration d'obligations financières de tierces parties ayant des caractéristiques économiques similaires et qui seraient affectées de la même façon par l'évolution de la conjoncture. Les instruments financiers qui exposent le Musée à une concentration du risque de crédit sont composés de l'encaisse, équivalents de la trésorerie, des créances et des placements.

L'exposition maximale du Musée au risque de crédit est la suivante :

	31 MARS 2013	31 MARS 2012	1 ^{er} AVRIL 2011
Encaisse	819 116 \$	940 280 \$	1 567 606 \$
Équivalents de trésorerie	463 283	150 062	134 829
Créances (à l'exception des taxes de vente à recevoir)	773 834	282 088	211 019
Subvention à recevoir du gouvernement du Québec	8 121	—	—
Autres subventions	5 463	31 963	6 228
Placements	4 006 954	4 039 847	3 869 114
	6 176 771 \$	5 444 240 \$	5 788 796 \$

Le risque de crédit associé à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie est essentiellement réduit au minimum en s'assurant que les excédents de trésorerie sont investis dans des placements très liquides.

Le Musée considère que son risque associé aux créances est réduit en raison d'une clientèle diversifiée dont les activités d'exploitation sont menées dans divers secteurs d'activités. Ce risque est géré en constituant une provision sur ces créances. Le Musée est d'avis que la provision pour créances douteuses est suffisante pour couvrir le risque de non-paiement. Le Musée doit faire des estimations en ce qui a trait à la provision pour créances douteuses. Le type de clients, l'historique de paiement, les raisons pour lesquelles les comptes sont en souffrance et le secteur d'activité qui a donné lieu à la créance sont tous des éléments considérés dans la détermination du moment auquel les comptes en souffrance doivent faire l'objet d'une provision ; les mêmes facteurs sont pris en considération lorsqu'il

s'agit de déterminer s'il y a lieu de radier les montants portés au compte de provision en diminution des créances. Les montants recouvrés ultérieurement sur les comptes qui avaient été radiés sont crédités à la provision pour créances douteuses dans la période d'encaissement.

Le tableau suivant présente la balance chronologique des créances, déduction faite de la provision pour créances douteuses et des taxes de vente à recevoir :

	31 MARS 2013	31 MARS 2012	1 ^{er} AVRIL 2011
Moins de 30 jours suivant la date de facturation	63 264 \$	97 996 \$	96 255 \$
De 30 à 60 jours suivant la date de facturation	1 633	7 762	1 595
De 61 à 90 jours suivant la date de facturation	7 207	15 000	39
Plus de 90 jours suivant la date de facturation	12 682	30 095	12 380
Provisions pour créances douteuses	(2 900)	(4 900)	–
Autres créances	691 948	136 135	100 750
	773 834 \$	282 088 \$	211 019 \$

La politique du Musée est d'investir les excédents de trésoreries auprès d'institutions financières réputées dans les types de placements et le Musée détermine des limites par types de placements afin que son portefeuille soit largement diversifié de façon à réduire le risque global.

Risque de marché

Les instruments financiers de l'organisme l'exposent au risque de marché, plus particulièrement au risque de change, de taux d'intérêt et à l'autre risque de prix :

- **Risque de taux d'intérêt :**

Le Musée est exposé au risque de taux d'intérêt relativement aux actifs et passifs financiers portant intérêt à taux fixe et variable.

Les placements en obligations et la dette à long terme portent intérêt à taux fixe et exposent donc le Musée au risque de variations de la juste valeur découlant des variations des taux d'intérêt.

Les avances bancaires portent intérêt à taux variable et expose donc le Musée à un risque de flux de trésorerie découlant des variations des taux d'intérêt.

Le Musée n'utilise pas de dérivés financiers pour réduire son exposition au risque de taux d'intérêt.

- **Risque de change :**

Le Musée réalise la plupart de ses transactions en dollars canadiens. Le risque de change découle des placements libellés en dollars américains détenus dans le Fonds de dotation des acquisitions d'œuvres d'art. Au 31 mars 2013, le Musée est exposé au risque de change en raison de l'encaisse libellée en dollars américains totalisant 83 679 \$ (9 675 \$ au 31 mars 2012) (4 988 \$ au 1^{er} avril 2011) ainsi que des titres de portefeuille libellés en dollars américains totalisant 1 135 181 \$ (1 039 945 \$ au 31 mars 2012) (993 993 \$ au 1^{er} avril 2011).

Le Musée n'utilise pas de dérivés financiers pour réduire son exposition au risque de change.

- **Autre risque de prix :**

Le Musée est exposé à l'autre risque de prix en raison des titres de portefeuille, étant donné que des variations des prix du marché auraient pour effet d'entraîner des variations de la juste valeur ou des flux de trésorerie de ces instruments.

Le Musée n'utilise pas de dérivés financiers pour réduire son exposition à l'autre risque de prix.

La direction a mis en place des politiques et des procédés en matière de contrôle et de gestion qui l'assurent de gérer les risques inhérents aux instruments financiers et d'en minimiser les impacts potentiels.

Le Musée a une politique de placements selon laquelle les fonds sont investis dans des placements dont le niveau de risque est globalement considéré comme étant faible.

Notes complémentaires (suite)

Risque de liquidité

Le risque de liquidité du Musée est le risque qu'il éprouve des difficultés à honorer des engagements liés à ses passifs financiers. Le Musée est donc exposé au risque de liquidité relativement à l'ensemble des passifs financiers comptabilisés à l'état de la situation financière.

La gestion du risque de liquidité vise à maintenir un montant suffisant de trésorerie et d'équivalents de trésorerie et à s'assurer que le Musée dispose de sources de financement de montant autorisé suffisant. Le Musée établit des prévisions budgétaires et de trésorerie afin de s'assurer qu'il dispose des fonds nécessaires pour acquitter ses obligations.

Au 31 mars 2013, les échéances contractuelles des passifs financiers (y compris le versement des intérêts, le cas échéant) du Musée se détaillent comme suit :

31 MARS 2013				
	Moins de 6 mois	6 mois à 1 an	1 an à 5 ans	Plus de 5 ans
Avances bancaires et marges de crédit	862 529 \$	– \$	– \$	– \$
Fournisseurs et frais courus (excluant les charges sociales à payer)	600 369	–	–	–
Provision pour vacances	483 598	–	–	–
Dette à long terme (capital et intérêts)	419 786	275 717	3 020 886	112 785
	2 366 282 \$	275 717 \$	3 020 886 \$	112 785 \$
31 MARS 2012				
	Moins de 6 mois	6 mois à 1 an	1 an à 5 ans	Plus de 5 ans
Avances bancaires et marges de crédit	544 532 \$	– \$	– \$	– \$
Fournisseurs et frais courus (excluant les charges sociales à payer)	647 247	–	–	–
Provision pour vacances	446 338	–	–	–
Dette à long terme (capital et intérêts)	513 404	140 133	3 239 617	112 785
	2 151 521 \$	140 133 \$	3 329 617 \$	112 785 \$
1^{er} AVRIL 2011				
	Moins de 6 mois	6 mois à 1 an	1 an à 5 ans	Plus de 5 ans
Avances bancaires et marges de crédit	343 395 \$	– \$	– \$	– \$
Fournisseurs et frais courus (excluant les charges sociales à payer)	942 652	–	–	–
Provision pour vacances	387 177	–	–	–
Dette à long terme (capital et intérêts)	529 041	164 599	3 868 402	189 648
	2 202 265 \$	164 599 \$	3 868 402 \$	189 648 \$

Valeur comptable des actifs et des passifs financiers par catégories

Les actifs et passifs financiers du Musée, tels qu'ils sont présentés à l'état de la situation financière, sont classés dans les catégories suivantes :

	31 MARS 2013	31 MARS 2012	1 ^{er} AVRIL 2011
Actifs financiers			
Évalués au coût après amortissement			
Encaisse	819 116 \$	940 280 \$	1 567 606 \$
Créances (excluant la taxe de vente à recevoir)	773 834	282 088	211 019
Subventions à recevoir du gouvernement du Québec	8 121	—	—
Autres subventions à recevoir	5 463	31 963	6 228
	1 606 534	1 254 331	1 784 853
Évalués à la juste valeur			
Placements de portefeuille cotés sur un marché actif			
Actions	1 749 699	1 493 675	1 432 745
Instruments financiers désignés comme étant classés dans la catégorie des instruments financiers évalués à la juste valeur			
Placements en obligations, certificats de placements garantis et fonds de marché monétaire	2 720 538	2 696 234	2 571 198
	4 470 237	4 189 909	4 003 943
	6 076 771 \$	5 444 240 \$	5 788 796 \$
Passifs financiers			
Évalués au coût après amortissement			
Avances bancaires et marges de crédit	862 529 \$	544 532 \$	343 395 \$
Fournisseurs et frais courus (excluant les charges sociales à payer)	600 369	647 247	942 652
Intérêts à payer	47 326	54 411	66 535
Provision pour vacances	483 598	446 338	387 177
Dette à long terme	3 559 174	3 604 016	4 169 155
Évalués à la juste valeur	—	—	—
	5 552 996 \$	5 296 544 \$	5 908 914 \$

Hiérarchie des évaluations à la juste valeur

Les instruments financiers sont regroupés selon la hiérarchie des évaluations à la juste valeur. Cette hiérarchie classe les instruments financiers en trois niveaux selon l'importance des données utilisées pour l'évaluation de la juste valeur de ceux-ci. La hiérarchie des évaluations à la juste valeur se compose des niveaux suivants :

- Niveau 1 : prix (non ajustés) cotés sur des marchés actifs pour des actifs financiers identiques;
- Niveau 2 : données autres que les prix cotés visés au niveau 1, qui sont observables pour l'actif concerné soit directement (à savoir des prix), soit indirectement (à savoir des données dérivées de prix);
- Niveau 3 : données relatives à l'actif qui ne sont pas basées sur des données observables de marché (données non observables).

Le niveau de hiérarchie au sein duquel les instruments financiers ont été classés est déterminé d'après le niveau des données le plus bas qui sera significatif pour l'évaluation de la juste valeur.

Le tableau suivant présente les actifs et passifs financiers selon une hiérarchie des évaluations à la juste valeur :

	NIVEAU 1	NIVEAU 2	NIVEAU 3	31 MARS 2013
Actif				
Équivalents de trésorerie	463 283 \$	—	—	463 283 \$
Placements de portefeuille cotés sur un marché actif	4 006 954	—	—	4 006 954
	4 470 237 \$	—	—	4 470 237 \$
Passif	—	—	—	—
	NIVEAU 1	NIVEAU 2	NIVEAU 3	31 MARS 2012
Actif				
Équivalents de trésorerie	150 062 \$	—	—	150 062 \$
Placements de portefeuille cotés sur un marché actif	4 039 847	—	—	4 039 847
	4 189 909 \$	—	—	4 189 909 \$
Passif	—	—	—	—
	NIVEAU 1	NIVEAU 2	NIVEAU 3	1 ^{er} AVRIL 2011
Actif				
Équivalents de trésorerie	134 829 \$	—	—	134 829 \$
Placements de portefeuille cotés sur un marché actif	3 869 114	—	—	3 869 114
	4 003 943 \$	—	—	4 003 943 \$
Passif	—	—	—	—

Les placements de portefeuille sont tous inclus dans le niveau 1 de la hiérarchie des évaluations à la juste valeur. La juste valeur des actions et des fonds de marché monétaire est déterminée à partir du cours publié à la date de clôture, tandis que celle des obligations est déterminée en fonction des cours acheteurs de clôture. Au cours de l'exercice, il n'y a eu aucun transfert entre les niveaux.

22. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

En plus des opérations entre apparentés déjà divulguées dans les états financiers et qui sont évaluées à la valeur d'échange, le Musée est apparenté avec tous les ministères et les fonds spéciaux ainsi qu'avec tous les organismes et entreprises contrôlés directement ou indirectement par le gouvernement du Québec ou soumis, soit à un contrôle conjoint, soit à une influence notable commune de la part du gouvernement du Québec. Le Musée n'a conclu aucune opération commerciale avec ces apparentés autrement que dans le cours normal de ses activités et aux conditions commerciales habituelles. Ces opérations ne sont pas divulguées distinctement aux états financiers.

23. OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

En vertu de contrats, le Musée est tenu de verser des paiements minimums pour des engagements futurs reliés à des services de sécurité, d'entretien ménager et de location d'espace pour une somme de 206 959 \$. Les paiements minimums exigibles liés à l'ensemble de ces engagements pour les prochains exercices sont les suivants :

2014	111 959 \$
2015	60 000
2016	35 000
	206 959 \$

24. ÉVÉNEMENT INHABITUEL

Au mois de mai 2012, le Musée a subi une inondation importante. Le revenu d'assurance et autres revenus relativement aux dépenses effectuées, aux pertes non remplacées et au manque à gagner s'élèvent à 473 151 \$. Quant aux dépenses, elles s'élèvent à 435 919 \$. Ces montants sont répartis comme suit à l'état des résultats, Fonds des opérations :

PRODUITS	
Autres	473 151 \$
CHARGES	
Traitements et avantages sociaux	109 975
Services professionnels, administratifs et autres	170 971
Services de transport et communications	7 739
Fournitures et approvisionnements	66 838
Locations	6 199
Entretien et réparations	74 197
	435 919 \$

À l'état de la situation financière, un montant de 677 621 \$ à recevoir de la compagnie d'assurance est inscrit au poste Créances, incluant un montant de 220 496 \$ qui a été accordé pour les dépenses d'encadrement et d'encaissage des œuvres d'art, à être effectuées ultérieurement. Ce montant est également inclus au poste Produits reportés.

La restauration des œuvres d'art endommagées n'est pas amorcée et fait l'objet de discussions avec le ministère de la Culture et des Communications.

RAPPORT DE LA DIRECTION

Les états financiers du Musée de la civilisation (Musée) ont été dressés par la direction, qui est responsable de leur préparation et de leur présentation, y compris les estimations et les jugements importants. Cette responsabilité comprend le choix de méthodes comptables appropriées qui respectent les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Les renseignements financiers contenus dans le reste du rapport annuel d'activités concordent avec l'information donnée dans les états financiers.

Pour s'acquitter de ses responsabilités, la direction maintient un système de contrôles comptables internes, conçu en vue de fournir l'assurance raisonnable que les biens sont protégés et que les opérations sont comptabilisées correctement et en temps voulu, qu'elles sont dûment approuvées et qu'elles permettent de produire des états financiers fiables. La direction procède à des vérifications périodiques, afin de s'assurer du caractère adéquat et soutenu des contrôles internes appliqués de façon uniforme par le Musée.

Le Musée reconnaît qu'il est responsable de gérer ses affaires conformément aux lois et règlements qui le régissent.

Le conseil d'administration surveille la façon dont la direction s'acquitte des responsabilités qui lui incombent en matière d'information financière et il approuve les états financiers. Il est assisté dans ses responsabilités par le comité de vérification dont les membres ne font pas partie de la direction. Ce comité rencontre la direction et le Vérificateur général du Québec, examine les états financiers et en recommande l'approbation au conseil d'administration.

Le Vérificateur général du Québec a procédé aux audits des états financiers du Musée, conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, et son rapport de l'auditeur indépendant expose la nature et l'étendue de ces audits et l'expression de son opinion. Le Vérificateur général du Québec peut, sans aucune restriction, rencontrer le comité de vérification pour discuter de tout élément qui concerne ses audits.



Michel Côté
Directeur général



Danielle Poiré
Secrétaire générale et directrice de l'administration

Québec, le 20 juin 2013

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

À l'Assemblée nationale

Rapport sur les états financiers

J'ai effectué l'audit des états financiers ci-joints du Musée de la civilisation, qui comprennent les états de la situation financière au 31 mars 2013, au 31 mars 2012 et au 1^{er} avril 2011, les états des résultats, les états de l'évolution de l'actif net et les états des flux de trésorerie pour les exercices clos le 31 mars 2013 et le 31 mars 2012, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives inclus dans les notes complémentaires.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de mes audits. J'ai effectué mes audits selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournies dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus dans le cadre de mes audits sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

Opinion

À mon avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière du Musée de la civilisation au 31 mars 2013, au 31 mars 2012 et au 1^{er} avril 2011 ainsi que des résultats de ses activités, de ses gains et pertes de réévaluation et de ses flux de trésorerie pour les exercices clos les 31 mars 2013 et le 31 mars 2012, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Rapport relatif à d'autres obligations légales et réglementaires

Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (RLRQ chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis, compte tenu de l'application rétroactive du changement de référentiel comptable expliqué à la note 2 aux états financiers, ces conventions ont été appliquées pour l'exercice clos le 31 mars 2013, de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent ainsi que pour l'état de la situation financière au 1^{er} avril 2011.

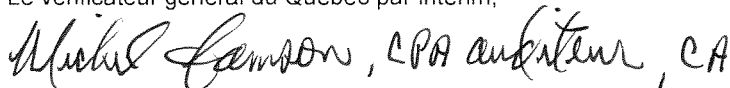
Commentaire du vérificateur général

La *Loi sur le vérificateur général* (RLRQ, chapitre V-5.01) me permet d'énoncer tout commentaire que je juge approprié dans mon rapport sur les états financiers d'un organisme public ou ceux de tout fonds qu'il administre.

Conformité à la Loi

L'article 1.1 de la *Loi concernant les subventions relatives au paiement en capital et intérêts des emprunts des organismes publics ou municipaux* (RLRQ, chapitre S-37.01), entré en vigueur le 14 juin 2013, énonce des exigences aux fins de la comptabilisation d'une subvention. En vertu de cette disposition législative, la seule partie d'une subvention qui doit être comptabilisée est celle qui est exigible dans l'exercice du Musée de la civilisation et autorisée par le Parlement dans l'année financière du gouvernement. Ainsi, le Musée de la civilisation n'a pas respecté les dispositions de cet article en comptabilisant à l'état de la situation financière des subventions à recevoir du gouvernement du Québec au 31 mars 2013 totalisant 39 172 714 \$ concernant des immobilisations financées ou devant être financées par emprunts.

Le vérificateur général du Québec par intérim,


Michel Samson, CPA auditeur, CA

Québec, le 20 juin 2013

MUSÉE DE LA CIVILISATION
ÉTAT DES RÉSULTATS
POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2013

	2013				
	Fonds d'exploitation	Fonds des réserves	Fonds de maintien des actifs	Fonds des projets spéciaux	Total
	\$	\$	\$	\$	\$
PRODUITS					
Subventions du gouvernement du Québec					
Fonctionnement	19 274 900	-	-	-	19 274 900
Autres (note 5)	1 572 302	-	2 965 640	885 456	5 423 398
Autres subventions pour projets spécifiques	283 423	-	-	-	283 423
Commandites financières (note 6)	1 072 396	-	-	-	1 072 396
Contributions - Fondation du Musée de la civilisation (note 15)	287 500	-	-	-	287 500
Billetterie	1 432 588	-	-	-	1 432 588
Abonnements	74 126	-	-	-	74 126
Boutiques	373 104	-	-	-	373 104
Concessions et autres locations	870 148	-	-	-	870 148
Ventes de produits et services	575 309	-	-	-	575 309
Intérêts sur l'encaisse	77 218	-	-	-	77 218
Autres	81 111	-	-	-	81 111
	25 974 125	-	2 965 640	885 456	29 825 221
Commandites en échange de biens et services reçus	710 256	-	-	-	710 256
	26 684 381	-	2 965 640	885 456	30 535 477

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

MUSÉE DE LA CIVILISATION
ÉTAT DES RÉSULTATS
POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2013

	2013				
	Fonds d'exploitation	Fonds des réserves	Fonds de maintien des actifs	Fonds des projets spéciaux	Total
	\$	\$	\$	\$	\$
CHARGES					
Traitements et avantages sociaux	12 405 520	-	296 648	-	12 702 168
Services professionnels	4 669 305	-	95 608	43 205	4 808 118
Locations	531 080	-	-	-	531 080
Transport et communications	1 651 743	-	634	15 536	1 667 913
Fournitures, approvisionnements et énergie	1 115 582	-	27 344	24	1 142 950
Entretien et réparations	1 177 265	-	237 707	-	1 414 972
Charges administratives	176 286	-	-	12 716	189 002
Taxes municipales et scolaires	2 963 681	-	-	-	2 963 681
Acquisitions de collections	117 787	-	-	-	117 787
	24 808 249	-	657 941	71 481	25 537 671
Intérêts sur la dette à long terme	308 596	-	539 189	128 302	976 087
Amortissement des immobilisations corporelles	1 190 923	-	1 768 510	685 673	3 645 106
Perte sur radiation d'immobilisations corporelles (note 10)	2 017	-	-	-	2 017
	1 501 536	-	2 307 699	813 975	4 623 210
Échange de biens et services reçus	573 339	-	-	-	573 339
Services professionnels	136 917	-	-	-	136 917
Fournitures et approvisionnements	710 256	-	-	-	710 256
	27 020 041	-	2 965 640	885 456	30 871 137
	(335 660)	-	-	-	(335 660)
INSUFFISANCE DES PRODUITS SUR LES CHARGES					

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

MUSÉE DE LA CIVILISATION
ÉTAT DES RÉSULTATS
POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2012

	2012				
	Fonds d'exploitation	Fonds des réserves	Fonds de maintien des actifs	Fonds des projets spéciaux	Total
	\$	\$	\$	\$	\$
PRODUITS					
Subventions du gouvernement du Québec					
Fonctionnement	19 670 800	-	-	-	19 670 800
Autres (note 5)	4 171 741	-	2 791 725	943 282	7 906 748
Autres subventions pour projets spécifiques	249 260	-	-	-	249 260
Commandites financières (note 6)	1 036 248	-	-	-	1 036 248
Contributions - Fondation du Musée de la civilisation (note 15)	407 250	-	-	-	407 250
Billetterie	1 898 367	-	-	-	1 898 367
Abonnements	28 914	-	-	-	28 914
Boutiques	303 637	-	-	-	303 637
Concessions et autres locations	702 739	-	-	-	702 739
Ventes de produits et services	464 862	-	-	-	464 862
Intérêts sur l'encaisse	96 719	-	-	-	96 719
Autres	220 129	-	-	-	220 129
	29 250 666	-	2 791 725	943 282	32 985 673
Commandites en échange de biens et services reçus	666 153	-	-	-	666 153
	29 916 819	-	2 791 725	943 282	33 651 826

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

MUSÉE DE LA CIVILISATION
ÉTAT DES RÉSULTATS
POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2012

	2012				
	Fonds d'exploitation	Fonds des réserves	Fonds de maintien des actifs	Fonds des projets spéciaux	Total
	\$	\$	\$	\$	\$
CHARGES					
Traitements et avantages sociaux	12 785 699	-	317 751	37 585	13 141 035
Services professionnels	4 728 041	-	11 183	139 893	4 879 117
Locations	93 435	-	-	784	94 219
Transport et communications	2 126 941	-	371	57 576	2 184 888
Fournitures, approvisionnements et énergie	1 276 928	-	18 112	22	1 295 062
Entretien et réparations	1 205 118	-	248 123	-	1 453 241
Charges administratives	277 182	-	-	4 131	281 313
Taxes municipales et scolaires	2 826 293	-	-	-	2 826 293
Acquisitions de collections	395 503	-	-	-	395 503
	25 715 140	-	595 540	239 991	26 550 671
Intérêts sur la dette à long terme	338 718	-	620 985	147 172	1 106 875
Amortissement des immobilisations corporelles	2 586 863	-	1 569 432	556 119	4 712 414
Perte sur radiation d'immobilisations corporelles (note 10)	1 014 523	-	5 768	-	1 020 291
	3 940 104	-	2 196 185	703 291	6 839 580
Échange de biens et services reçus					
Services professionnels	618 284	-	-	-	618 284
Fournitures et approvisionnements	47 869	-	-	-	47 869
	666 153	-	-	-	666 153
	30 321 397	-	2 791 725	943 282	34 056 404
INSUFFISANCE DES PRODUITS SUR LES CHARGES	(404 578)	-	-	-	(404 578)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

MUSÉE DE LA CIVILISATION
ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE L'ACTIF NET
POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2013

ACTIF NET AU DÉBUT
Insuffisance des produits sur les charges

Virements interfonds (note 3)

ACTIF NET À LA FIN (note 7)

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE L'ACTIF NET
POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2012

ACTIF NET AU DÉBUT

Insuffisance des produits sur les charges

Virements interfonds (note 3)

ACTIF NET À LA FIN (note 7)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

					2013
Fonds d'exploitation	Fonds des réserves	Fonds de maintien des actifs	Fonds des projets spéciaux	Total	\$
	\$	\$	\$	\$	\$
2 757 035 (335 660)	349 000 -	- -	- -	3 106 035 (335 660)	
2 421 375	349 000	-	-	2 770 375	
324 000	(324 000)	-	-	-	
2 745 375	25 000	-	-	2 770 375	

					2012
Fonds d'exploitation	Fonds des réserves	Fonds de maintien des actifs	Fonds des projets spéciaux	Total	\$
	\$	\$	\$	\$	\$
2 815 613 (404 578)	695 000 -	- -	- -	3 510 613 (404 578)	
2 411 035	695 000	-	-	3 106 035	
346 000 (346 000)	- (346 000)	- -	- -	- -	
2 757 035	349 000	-	-	3 106 035	

MUSÉE DE LA CIVILISATION
ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE AU 31 MARS 2013

	2013				
	Fonds d'exploitation	Fonds des réserves	Fonds de maintien des actifs	Fonds des projets spéciaux	Total
	\$	\$	\$	\$	\$
ACTIF					
À court terme					
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 8)	4 039 603	-	-	155 770	4 195 373
Créances	1 041 565	-	119 818	933 315	2 094 698
Subventions à recevoir du gouvernement du Québec (note 9)	5 736 517	-	4 763 142	2 328 051	12 827 710
Stocks - boutiques	47 262	-	-	-	47 262
Frais payés d'avance	910 274	-	-	-	910 274
Créances interfonds, sans intérêt ni modalités d'encaissement	272 391	25 000	100 165	87 910	-
	12 047 612	25 000	4 983 125	3 505 046	20 075 317
Subventions à recevoir du gouvernement du Québec (note 9)	-	-	17 336 024	9 008 980	26 345 004
Immobilisations corporelles (note 10)	22 971 161	-	7 587 488	8 653 401	39 212 050
	35 018 773	25 000	29 906 637	21 167 427	85 632 371

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.


MUSÉE DE LA CIVILISATION
ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE AU 31 MARS 2013

	2013			
	Fonds d'exploitation	Fonds des réserves	Fonds de maintien des actifs	Fonds des projets spéciaux
	\$	\$	\$	\$
PASSIF				
À court terme				
Découvert bancaire	-	-	245 809	-
Emprunts bancaires (note 11)	-	-	5 561 286	1 738 428
Charges à payer et frais courus	2 642 125	-	476 528	253 798
Intérêts courus	143 980	-	176 853	47 688
Provision pour vacances (note 12)	1 197 724	-	-	-
Apports reportés (note 13)	113 080	-	-	-
Revenus reportés	355 011	-	-	-
Versements sur la dette à long terme (note 14)	5 592 537	-	4 588 114	2 280 934
Créances interfonds, sans intérêt ni modalités de remboursement	41 089	-	358 790	85 587
	10 085 546	-	11 407 380	4 406 435
				25 413 895
Provision pour congés de maladie (note 12)	1 835 790	-	-	-
Apports reportés (note 13)	20 352 062	-	7 587 097	8 655 239
Dette à long terme (note 14)	-	-	10 912 160	8 105 753
	32 273 398	-	29 906 637	21 167 427
ACTIF NET				
Investis en immobilisations	2 744 937	-	-	-
Affectations d'origine interne (note 7)	-	25 000	-	-
Non grevés d'affectations	438	-	-	-
	2 745 375	25 000	-	-
	35 018 773	25 000	29 906 637	21 167 427
				85 632 371
OBLIGATIONS CONTRACTUELLES (note 19)				

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

POUR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION


Margatet F. Delisle


Pascal Moffet

MUSÉE DE LA CIVILISATION
ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE AU 31 MARS 2012

	2012				
	Fonds d'exploitation	Fonds des réserves	Fonds de maintien des actifs	Fonds des projets spéciaux	Total
	\$	\$	\$	\$	\$
ACTIF					
À court terme					
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 8)	4 268 378	-	176 384	44 192	4 488 954
Créances	706 702	-	168 589	2 914	878 205
Subventions à recevoir du gouvernement du Québec (note 9)	753 480	-	2 251 494	623 162	3 628 136
Stocks - boutiques	37 516	-	-	-	37 516
Frais payés d'avance	973 412	-	-	-	973 412
Créances interfonds, sans intérêt ni modalités d'encaissement	389 700	349 000	87 428	136 561	-
	7 129 188	349 000	2 683 895	806 829	10 006 223
Subventions à recevoir du gouvernement du Québec (note 9)	5 570 784	-	18 518 141	6 164 726	30 253 651
Immobilisations corporelles (note 10)	24 086 568	-	6 618 216	4 289 585	34 994 369
	36 786 540	349 000	27 820 252	11 261 140	75 254 243

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

MUSÉE DE LA CIVILISATION
ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE AU 31 MARS 2012

	2012			
	Fonds d'exploitation	Fonds des réserves	Fonds de maintien des actifs	Fonds des projets spéciaux
	\$	\$	\$	\$
PASSIF				
À court terme				
Découvert bancaire	-	-	-	-
Emprunts bancaires (note 11)	-	-	6 895 505	2 038 220
Charges à payer et frais courus	1 880 904	-	245 856	1 552 417
Intérêts courus	158 605	-	202 455	52 294
Provision pour vacances (note 12)	1 162 133	-	-	-
Apports reportés (note 13)	168 561	-	-	-
Revenus reportés	260 497	-	-	-
Versements sur la dette à long terme (note 14)	594 875	-	2 049 039	570 868
Créances interfonds, sans intérêt ni modalités de remboursement	747 002	-	120 172	95 515
	4 972 577	-	9 513 027	4 309 314
				17 832 229
Provision pour congés de maladie (note 12)	2 030 075	-	-	-
Apports reportés (note 13)	21 441 433	-	6 617 825	4 291 423
Dette à long terme (note 14)	5 585 420	-	11 689 400	2 660 403
	34 029 505	-	27 820 252	11 261 140
ACTIF NET				
Investis en immobilisations	2 756 339	-	-	-
Affectations d'origine interne (note 7)	-	349 000	-	-
Non grevés d'affectations	696	-	-	-
	2 757 035	349 000	-	-
	36 786 540	349 000	27 820 252	11 261 140
				75 254 243
OBLIGATIONS CONTRACTUELLES (note 19)				

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

MUSÉE DE LA CIVILISATION
ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE AU 1^{ER} AVRIL 2011

	2011				
	Fonds d'exploitation	Fonds des réserves	Fonds de maintien des actifs	Fonds des projets spéciaux	Total
	\$	\$	\$	\$	\$
ACTIF					
À court terme					
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 8)	4 696 179	-	30 002	14 243	4 740 424
Créances	525 716	-	16 195	1 164	543 075
Subventions à recevoir du gouvernement du Québec (note 9)	1 013 152	-	2 312 473	631 048	3 956 673
Stocks - boutiques	94 668	-	-	-	94 668
Frais payés d'avance	695 073	-	-	-	695 073
Créances interfonds, sans intérêt ni modalités d'encaissement	803 699	695 000	85 587	86 400	-
	7 828 487	695 000	2 444 257	732 855	10 029 913
Subventions à recevoir du gouvernement du Québec (note 9)	6 158 541	-	16 570 401	4 523 960	27 252 902
Immobilisations corporelles (note 10)	27 659 982	-	4 802 451	2 878 280	35 340 713
	41 647 010	695 000	23 817 109	8 135 095	72 623 528

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

MUSÉE DE LA CIVILISATION
ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE AU 1^{ER} AVRIL 2011

	2011				
	Fonds d'exploitation	Fonds des réserves	Fonds de maintien des actifs	Fonds des projets spéciaux	Total
	\$	\$	\$	\$	\$
PASSIF					
À court terme					
Découvert bancaire	-	-	-	-	-
Emprunts bancaires (note 11)	-	-	2 750 830	1 279 685	4 030 515
Charges à payer et frais courus	1 563 387	-	160 262	13 863	1 737 512
Intérêts courus	173 216	-	185 184	60 180	418 580
Provision pour vacances (note 12)	1 060 995	-	-	-	1 060 995
Apports reportés (note 13)	608 220	-	-	-	608 220
Revenus reportés	265 387	-	-	-	265 387
Versements sur la dette à long terme (note 14)	594 875	-	2 049 039	570 868	3 214 782
Créances interfonds, sans intérêt ni modalités de remboursement	1 425 787	-	141 572	103 327	-
	5 691 867	-	5 286 887	2 027 923	11 335 991
Provision pour congés de maladie (note 12)	2 006 042	-	-	-	2 006 042
Apports reportés (note 13)	24 960 310	-	4 802 062	2 880 118	32 642 490
Dette à long terme (note 14)	6 173 178	-	13 728 160	3 227 054	23 128 392
	38 831 397	-	23 817 109	8 135 095	69 112 915
ACTIF NET					
Investis en immobilisations	2 810 875	-	-	-	2 810 875
Affectations d'origine interne (note 7)	-	695 000	-	-	695 000
Non grevés d'affectations	4 738	-	-	-	4 738
	2 815 613	695 000	-	-	3 510 613
	41 647 010	695 000	23 817 109	8 135 095	72 623 528

OBLIGATIONS CONTRACTUELLES (note 19)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

MUSÉE DE LA CIVILISATION
ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2013

	<u>2013</u>	<u>2012</u>
	\$	\$
ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT		
Insuffisance des produits sur les charges	(335 660)	(404 578)
Éléments sans incidence sur les liquidités:		
Amortissement des coûts de transactions	21 610	21 613
Amortissement des immobilisations corporelles	3 645 106	4 712 414
Virement des apports reportés	(3 543 554)	(5 650 196)
Perte sur radiation d'immobilisations corporelles	2 017	1 020 291
Intérêts capitalisés à l'emprunt bancaire	67 036	44 973
	<u>(143 445)</u>	<u>(255 483)</u>
Variation des éléments d'actifs et de passifs liés aux activités de fonctionnement :		
Créances	(1 216 493)	(335 130)
Subventions à recevoir du gouvernement du Québec	(9 199 574)	328 537
Stocks - boutiques	(9 746)	57 152
Frais payés d'avance	63 138	(278 339)
Charges à payer et frais courus (note 17)	649 899	268 077
Intérêts courus	(44 833)	(5 226)
Provision pour vacances	35 591	101 138
Apports reportés	(55 481)	(439 659)
Revenus reportés	94 514	(4 890)
Provision pour congés de maladie	(194 285)	24 033
	<u>(9 877 270)</u>	<u>(284 307)</u>
Flux de trésorerie liés aux activités de fonctionnement	<u>(10 020 715)</u>	<u>(539 790)</u>
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT EN IMMOBILISATIONS		
Acquisitions d'immobilisations corporelles et flux de trésorerie liés aux activités d'investissement en immobilisations (note 17)	<u>(8 821 430)</u>	<u>(3 712 773)</u>
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		
Nouveaux emprunts bancaires	9 821 619	4 858 237
Remboursement d'emprunts bancaires	(11 522 666)	-
Subventions reçues du gouvernement du Québec	12 425 340	3 193 169
Apports reportés constatés	(729 422)	(835 531)
Nouvelle dette à long terme	11 522 666	-
Remboursement de la dette à long terme	(3 214 782)	(3 214 782)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	<u>18 302 755</u>	<u>4 001 093</u>
DIMINUTION DE LA TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE	<u>(539 390)</u>	<u>(251 470)</u>
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE AU DÉBUT	<u>4 488 954</u>	<u>4 740 424</u>
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA FIN (note 8)	<u><u>3 949 564</u></u>	<u><u>4 488 954</u></u>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

MUSÉE DE LA CIVILISATION**NOTES COMPLÉMENTAIRES****AU 31 MARS 2013, 31 MARS 2012 ET 1^{ER} AVRIL 2011****1. CONSTITUTION ET FONCTIONS**

Le Musée de la civilisation (Musée), personne morale au sens du Code civil instituée en vertu de la Loi sur les musées nationaux (L.R.Q., chapitre M-44), a pour fonctions, en vue de contribuer au développement culturel du Québec, de faire connaître l'histoire et les diverses composantes de notre civilisation, notamment les cultures matérielle et sociale des occupants du territoire québécois et celles qui les ont enrichies, d'assurer la conservation et la mise en valeur de la collection ethnographique et des autres collections représentatives de notre civilisation et d'assurer une présence du Québec dans le réseau international des manifestations muséologiques par des acquisitions, des expositions et d'autres activités d'animation.

Le Musée de la civilisation a été reconnu comme un organisme de bienfaisance au sens de la Loi de l'impôt sur le revenu et il est par conséquent admissible à l'exemption des impôts (fédéral et provincial) prévue pour ces organismes.

2. ADOPTION D'UN NOUVEAU RÉFÉRENTIEL COMPTABLE

Les présents états financiers sont les premiers états financiers du Musée établis selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public, incluant les recommandations des normes comptables s'appliquant uniquement aux organismes sans but lucratif du secteur public énoncées dans les chapitres SP 4200 Présentation des états financiers des organismes sans but lucratif à SP 4270 Ventilation des charges des organismes sans but lucratif – informations à fournir du Manuel de comptabilité de l'ICCA pour le secteur public (ci-après les « nouvelles normes comptables »). La date de transition aux nouvelles normes comptables est le 1^{er} avril 2011.

Les méthodes comptables présentées à la note 4, découlant de l'application des nouvelles normes comptables, ont été utilisées pour la préparation des états financiers pour l'exercice clos le 31 mars 2013, des informations comparatives et de l'état de la situation financière d'ouverture à la date de transition, à l'exception de la méthode comptable relative aux instruments financiers, laquelle a fait l'objet d'une application prospective (les montants comparatifs étant présentés conformément aux méthodes comptables appliquées par le Musée immédiatement avant l'adoption des nouvelles normes comptables).

L'adoption des nouvelles normes n'a eu aucune incidence sur les états financiers du Musée. Compte tenu de cela, aucune information supplémentaire n'est jugée nécessaire pour analyser l'insuffisance des produits sur les charges, l'actif net ainsi que l'état de la situation financière.

3. VOCATION DES FONDS

Le **Fonds d'exploitation** présente les actifs, les passifs, les produits et les charges afférents aux opérations courantes du Musée ainsi que les activités commerciales du Musée telles que l'exploitation des boutiques et du restaurant ainsi que la location d'expositions et de salles. De plus, le Musée ne peut, sans obtenir l'autorisation préalable du gouvernement, acquérir, aliéner ou hypothéquer un immeuble, ni louer un immeuble pour plus de deux ans.

En fin d'exercice, tout excédent des produits sur les charges de 50 000 \$ et moins peut être affecté en tout ou en partie à la réserve pour l'acquisition d'objets de collection du fonds des réserves. Tout excédent supérieur à cette somme de 50 000 \$ doit obligatoirement être affecté à la réserve pour les expositions du fonds des réserves tant que celle-ci n'a pas encore atteint l'objectif fixé de 600 000 \$. Toutefois, si la réserve pour les expositions a déjà atteint l'objectif de 600 000 \$, le Musée a le choix d'affecter ou non l'excédent en tout ou en partie ainsi que tout actif net non grevé d'affectations, à la réserve pour l'acquisition d'objets de collection, à une autre réserve ou de le laisser dans le fonds d'exploitation.

MUSÉE DE LA CIVILISATION
NOTES COMPLÉMENTAIRES
AU 31 MARS 2013, 31 MARS 2012 ET 1^{ER} AVRIL 2011

Le **Fonds de maintien des actifs** présente les actifs, les passifs, les produits et les charges afférents aux différents décrets du Programme de maintien des actifs du gouvernement du Québec.

Le **Fonds des projets spéciaux** vise à regrouper divers projets dont le financement est assuré par des décrets d'emprunt spécifiquement autorisés par le ministère de la Culture et des Communications.

Le **Fonds des réserves** regroupe les opérations des diverses réserves qui ont été constituées par décision du conseil d'administration à même les excédents du fonds d'exploitation. Ce fonds regroupe, au 31 mars 2013, les réserves qui se trouvaient aux états financiers du 31 mars 2012, à l'exception du fait que la réserve pour les expositions a été diminuée d'une somme de 324 000 \$ au 31 mars 2013 (346 000 \$ au 31 mars 2012), afin d'équilibrer le budget de réalisations d'expositions temporaires de l'exercice. En conséquence, une somme équivalente a été virée en augmentation du Fonds d'exploitation.

Ces réserves sont :

- **Réserve pour auto assurance** qui sert à couvrir la franchise de 25 000 \$ stipulée au décret d'auto assurance du gouvernement du Québec;
- **Réserve pour les expositions** afin de faciliter le financement des expositions du Musée lorsqu'il y a une fluctuation annuelle des produits de location des expositions stabilisant ainsi le financement faisant l'objet d'une planification triennale. Les sommes issues de ce fonds seront utilisées pour la réalisation d'expositions temporaires et, exceptionnellement, d'activités connexes;
- **Réserve pour l'acquisition d'objets de collection** qui vise à permettre l'acquisition d'objets de collection à la suite de la recommandation du comité de développement des collections.

MUSÉE DE LA CIVILISATION
NOTES COMPLÉMENTAIRES
AU 31 MARS 2013, 31 MARS 2012 ET 1^{ER} AVRIL 2011

4. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

La préparation des états financiers du Musée par la direction exige que celle-ci ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des produits et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les principaux éléments pour lesquels la direction a établi des estimations et formulé des hypothèses sont la provision pour congés de maladie et la durée de vie utile des immobilisations corporelles. Les résultats réels peuvent différer des meilleures prévisions faites par la direction.

Instruments financiers

Les instruments financiers sont constatés au coût à la date de transaction.

Les coûts de transactions sont ajoutés à la valeur comptable des éléments classés dans la catégorie des instruments financiers évalués au coût ou au coût après amortissement lors de leur comptabilisation initiale. Toutefois, lors de la comptabilisation initiale des éléments classés dans les instruments financiers évalués à la juste valeur, les coûts de transaction sont passés en charge.

La trésorerie et les équivalents de trésorerie, les créances (excluant les taxes à recevoir) sont classés dans la catégorie des actifs financiers évalués au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les découverts bancaires, les emprunts bancaires, les charges à payer et frais courus (excluant les avantages sociaux à payer), les intérêts courus, la provision pour vacances et la dette à long terme sont classés dans la catégorie des passifs financiers évalués au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

État des gains et pertes de réévaluation

L'état des gains et pertes de réévaluation n'est pas présenté compte tenu qu'aucun élément n'est comptabilisé à la juste valeur ou libellé en devises étrangères.

Constatation des apports

Les apports comprennent les subventions ainsi que les commandites et contributions obtenues pour la réalisation d'expositions.

Le Musée applique la méthode du report pour comptabiliser les apports. Les apports affectés sont constatés à titre de produits de l'exercice au cours duquel les charges connexes sont engagées. Les apports non affectés sont constatés à titre de produits lorsqu'ils sont reçus ou à recevoir si le montant à recevoir peut faire l'objet d'une estimation raisonnable et que sa réception est raisonnablement assurée.

MUSÉE DE LA CIVILISATION**NOTES COMPLÉMENTAIRES****AU 31 MARS 2013, 31 MARS 2012 ET 1^{ER} AVRIL 2011****4. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)****Constatation des produits**

Les produits de billetterie, locations d'exposition, concessions et autres locations ainsi que ventes de services sont constatés lorsque le service est rendu au client.

Les produits des boutiques et ventes de produits sont constatés lorsque le bien est remis au client.

Subventions à recevoir du gouvernement du Québec

Les subventions à recevoir relatives aux immobilisations corporelles et à leur maintien sont inscrites dans l'exercice au cours duquel le Musée a obtenu le financement ou réalisé les travaux donnant droit à ces subventions.

Régimes de retraite

La comptabilité des régimes à cotisations déterminées est appliquée aux régimes interemployeurs à prestations déterminées gouvernementaux compte tenu qu'il n'est pas possible pour le Musée de disposer de suffisamment d'informations pour appliquer la comptabilité des régimes à prestations déterminées.

Provision pour vacances et congés de maladie

Les obligations à long terme découlant des congés de maladie accumulés par les employés sont évaluées sur une base actuarielle au moyen d'une méthode d'estimation simplifiée selon les hypothèses les plus probables déterminées par la direction. Ces hypothèses font l'objet d'une réévaluation annuelle. Le passif et les charges correspondantes qui en résultent sont comptabilisés sur la base du mode d'acquisition de ces avantages sociaux par les employés, c'est-à-dire en fonction de l'accumulation et de l'utilisation des journées de maladie par les employés.

Aucun calcul d'actualisation concernant la provision pour vacances n'est jugé nécessaire, puisque le Musée estime que les vacances accumulées seront prises au cours de l'exercice suivant.

Pièces de collection

Les pièces de collection achetées sont imputées aux opérations alors que celles reçues par donation ne sont pas comptabilisées aux états financiers.

Stocks - boutiques

Les stocks des boutiques du Musée sont évalués selon la méthode de la moindre valeur (coût ou valeur de réalisation nette). Le coût est calculé selon la méthode de l'épuisement successif.

MUSÉE DE LA CIVILISATION
NOTES COMPLÉMENTAIRES
AU 31 MARS 2013, 31 MARS 2012 ET 1^{ER} AVRIL 2011

4. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

Apports reçus sous forme de biens et services

Le Musée reçoit gratuitement des biens et services, dont des services de restauration d'objets et d'œuvres d'art du ministère de la Culture et des Communications. Ces apports sont constatés aux états financiers à la juste valeur des services reçus lorsque celle-ci peut faire l'objet d'une estimation raisonnable.

Services rendus par les bénévoles

En raison de la difficulté à déterminer la juste valeur des services fournis gratuitement par les bénévoles, ceux-ci ne sont pas constatés dans les produits et charges du Musée.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût ou à la juste valeur marchande en date d'acquisition si elles sont reçues à titre gratuit. Les immobilisations corporelles sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire sur leur durée de vie utile estimative, soit :

Bâtisses	40 ans
Ajouts et aménagements des bâtisses	10 ans
Améliorations locatives	10 ans
Mobilier et équipement	10 ans
Équipement de manutention, de rangement, de transformation et de production	10 ans
Équipement d'éclairage et de sonorisation	5 ans
Équipement d'activités commerciales	10 ans
Équipement informatique et audiovisuel	3 ans

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique du Musée consiste à présenter, dans la trésorerie et équivalents de trésorerie, les soldes bancaires et les placements facilement convertibles à court terme, en un montant connu de trésorerie dont la valeur ne risque pas de changer de façon significative.

MUSÉE DE LA CIVILISATION
NOTES COMPLÉMENTAIRES
AU 31 MARS 2013, 31 MARS 2012 ET 1^{ER} AVRIL 2011

5. SUBVENTIONS DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC – AUTRES

	<u>2013</u>	<u>2012</u>
	\$	\$
Fonds d'exploitation		
Projets spécifiques	159 700	314 146
Remboursement des intérêts sur la dette à long terme	308 596	338 718
Virement des apports reportés *	<u>1 104 006</u>	<u>3 518 877</u>
	<u>1 572 302</u>	<u>4 171 741</u>
Fonds de maintien des actifs		
Remboursement des intérêts sur la dette à long terme	539 189	620 985
Virement des apports reportés *	1 768 510	1 575 200
Charges non capitalisées	<u>657 941</u>	<u>595 540</u>
	<u>2 965 640</u>	<u>2 791 725</u>
Fonds des projets spéciaux		
Remboursement des intérêts sur la dette à long terme	128 302	147 172
Virement des apports reportés *	685 673	556 119
Charges non capitalisées	<u>71 481</u>	<u>239 991</u>
	<u>885 456</u>	<u>943 282</u>
	<u>5 423 398</u>	<u>7 906 748</u>

* Le virement des apports reportés se fait au même rythme que l'amortissement des immobilisations corporelles.

6. COMMANDITES FINANCIÈRES

	<u>2013</u>	<u>2012</u>
	\$	\$
Fonds d'exploitation		
Commandites spécifiques obtenues pour la réalisation d'expositions et de projets spécifiques	558 365	614 176
Contributions du gouvernement du Québec pour la réalisation d'expositions	<u>514 031</u>	<u>422 072</u>
	<u>1 072 396</u>	<u>1 036 248</u>

MUSÉE DE LA CIVILISATION
NOTES COMPLÉMENTAIRES
AU 31 MARS 2013, 31 MARS 2012 ET 1^{ER} AVRIL 2011

7. ACTIF NET À LA FIN

Le fonds des réserves s'établit ainsi au 31 mars :

	31 mars 2013	31 mars 2012	1er avril 2011
	\$	\$	\$
Réserve pour auto assurance	25 000	25 000	25 000
Réserve pour les expositions	-	324 000	470 000
Réserve pour l'acquisition d'objets de collection	-	-	200 000
	25 000	349 000	695 000

8. TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

La trésorerie porte intérêt quotidiennement au taux préférentiel moins 1,75 % ce qui représente, aux 31 mars 2013 et 2012 et au 1^{er} avril 2011, un taux de 1,25 %.

La trésorerie et les équivalents de trésorerie se détaillent comme suit :

	31 mars 2013	31 mars 2012	1er avril 2011
	\$	\$	\$
Encaisse	3 195 373	988 954	4 740 424
Placement à court terme, 1,34%, échéant le 21 avril 2013	1 000 000	3 500 000	-
Découvert bancaire	(245 809)	-	-
	3 949 564	4 488 954	4 740 424

MUSÉE DE LA CIVILISATION

NOTES COMPLÉMENTAIRES

AU 31 MARS 2013, 31 MARS 2012 ET 1^{ER} AVRIL 2011

9. SUBVENTIONS À RECEVOIR DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Les subventions à recevoir du gouvernement du Québec présentées à court terme se détaillent ainsi :

	31 mars 2013	31 mars 2012	1er avril 2011
	\$	\$	\$
Fonds d'exploitation			
Intérêts courus sur la dette à long terme	143 980	158 605	173 216
Remboursements de capital sur la dette à long terme à effectuer au cours du prochain exercice (note 14)	5 592 537	594 875	594 875
Autres subventions à recevoir	-	-	245 061
	5 736 517	753 480	1 013 152
Fonds de maintien des actifs			
Intérêts courus sur la dette à long terme	175 028	202 455	185 184
Remboursements de capital sur la dette à long terme à effectuer au cours du prochain exercice (note 14)	4 588 114	2 049 039	2 049 039
Autres subventions à recevoir	-	-	78 250
	4 763 142	2 251 494	2 312 473
Fonds des projets spéciaux			
Intérêts courus sur la dette à long terme	47 117	52 294	60 180
Remboursements de capital sur la dette à long terme à effectuer au cours du prochain exercice (note 14)	2 280 934	570 868	570 868
	2 328 051	623 162	631 048
	12 827 710	3 628 136	3 956 673

MUSÉE DE LA CIVILISATION
NOTES COMPLÉMENTAIRES
AU 31 MARS 2013, 31 MARS 2012 ET 1^{ER} AVRIL 2011
9. SUBVENTIONS À RECEVOIR DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC (suite)

	31 mars 2013	31 mars 2012	1er avril 2011
	\$	\$	\$
Celles présentées à long terme, se détaillent comme suit :			
Fonds d'exploitation			
Solde des subventions à recevoir au début	6 165 659	6 753 416	7 502 866
Amortissement des coûts de transactions	7 117	7 118	7 118
Subventions de capital sur la dette à long terme	(580 239)	(594 875)	(756 568)
Solde des subventions à recevoir à la fin	5 592 537	6 165 659	6 753 416
Remboursements de capital sur la dette à long terme à effectuer au cours du prochain exercice (note 14)	(5 592 537)	(594 875)	(594 875)
Solde des subventions à recevoir à long terme	-	5 570 784	6 158 541
Fonds de maintien des actifs			
Solde des subventions à recevoir au début	20 567 180	18 619 440	18 001 308
Subventions - Immobilisations et maintien des actifs	3 395 723	3 986 503	2 250 730
Amortissement des coûts de transactions	10 274	10 276	10 555
Subventions de capital sur la dette à long terme	(2 049 039)	(2 049 039)	(1 643 153)
Solde des subventions à recevoir à la fin	21 924 138	20 567 180	18 619 440
Remboursements de capital sur la dette à long terme à effectuer au cours du prochain exercice (note 14)	(4 588 114)	(2 049 039)	(2 049 039)
Solde des subventions à recevoir à long terme	17 336 024	18 518 141	16 570 401
Fonds des projets spéciaux			
Solde des subventions à recevoir au début	6 735 594	5 094 828	5 190 407
Subventions – toitures et maçonnerie	383 178	420 440	274 859
Subventions – maçonnerie extérieure	4 666 311	1 546 983	4 650
Subventions – système de sécurité	-	-	14 179
Subventions – appel à la migration	-	-	6 155
Subventions – espace autochtone	71 481	239 992	70 977
Amortissement des coûts de transactions	4 218	4 219	4 218
Subventions de capital sur la dette à long terme	(570 868)	(570 868)	(470 617)
Solde des subventions à recevoir à la fin	11 289 914	6 735 594	5 094 828
Remboursements de capital sur la dette à long terme à effectuer au cours du prochain exercice (note 14)	(2 280 934)	(570 868)	(570 868)
Solde des subventions à recevoir à long terme	9 008 980	6 164 726	4 523 960
	26 345 004	30 253 651	27 252 902

MUSÉE DE LA CIVILISATION
NOTES COMPLÉMENTAIRES
AU 31 MARS 2013, 31 MARS 2012 ET 1^{ER} AVRIL 2011

10. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

			31 mars 2013
Immobilisations globales du Musée	Amortissement		
	Coût	cumulé	Net
	\$	\$	\$
Terrains	2 480 722	-	2 480 722
Bâtisses	54 952 376	27 476 032	27 476 344
Ajouts et aménagements des bâtisses	21 689 124	15 044 756	6 644 368
Améliorations locatives	5 233 518	4 610 411	623 107
Mobilier et équipement	1 868 674	1 476 739	391 935
Équipement de manutention, de rangement, de transformation et de production	2 619 988	2 361 271	258 717
Équipement d'éclairage et de sonorisation	544 665	472 047	72 618
Équipement d'activités commerciales	243 562	97 201	146 361
Équipement informatique et audiovisuel	5 290 346	4 172 468	1 117 878
	<u>94 922 975</u>	<u>55 710 925</u>	<u>39 212 050</u>

				31 mars 2013
Valeur nette par fonds	Fonds de			
	Fonds d'exploitation	maintien des actifs	Fonds des projets spéciaux	Total
	\$	\$	\$	\$
Terrains	2 480 722	-	-	2 480 722
Bâtisses	20 280 969	851 212	6 344 163	27 476 344
Ajouts et aménagements des bâtisses	83 048	4 252 082	2 309 238	6 644 368
Améliorations locatives	-	623 107	-	623 107
Mobilier et équipement	44 418	347 517	-	391 935
Équipement de manutention, de rangement, de transformation et de production	15 428	243 289	-	258 717
Équipement d'éclairage et de sonorisation	31 062	41 556	-	72 618
Équipement d'activités commerciales	3 469	142 892	-	146 361
Équipement informatique et audiovisuel	32 045	1 085 833	-	1 117 878
	<u>22 971 161</u>	<u>7 587 488</u>	<u>8 653 401</u>	<u>39 212 050</u>

MUSÉE DE LA CIVILISATION
NOTES COMPLÉMENTAIRES
AU 31 MARS 2013, 31 MARS 2012 ET 1^{ER} AVRIL 2011

10. IMMOBILISATIONS CORPORELLES (suite)

	31 mars 2012		
Immobilisations globales du Musée	Coût	Amortissement cumulé	Net
	\$	\$	\$
Terrains	2 480 722	-	2 480 722
Bâtisses	49 952 857	26 168 492	23 784 365
Ajouts et aménagements des bâtisses	20 541 044	13 791 664	6 749 380
Améliorations locatives	5 137 350	4 502 722	634 628
Mobilier et équipement	1 642 293	1 426 650	215 643
Équipement de manutention, de rangement, de transformation et de production	2 567 157	2 325 138	242 019
Équipement d'éclairage et de sonorisation	486 926	431 021	55 905
Équipement d'activités commerciales	120 747	79 705	41 042
Équipement informatique et audiovisuel	4 183 468	3 392 803	790 665
	87 112 564	52 118 195	34 994 369

	31 mars 2012			
Valeur nette par fonds	Fonds d'exploitation	Fonds de maintien des actifs	Fonds des projets spéciaux	Total
	\$	\$	\$	\$
Terrains	2 480 722	-	-	2 480 722
Bâtisses	21 384 975	891 082	1 508 308	23 784 365
Ajouts et aménagements des bâtisses	115 058	3 853 045	2 781 277	6 749 380
Améliorations locatives	-	634 628	-	634 628
Mobilier et équipement	52 190	163 453	-	215 643
Équipement de manutention, de rangement, de transformation et de production	16 028	225 991	-	242 019
Équipement d'éclairage et de sonorisation	-	55 905	-	55 905
Équipement d'activités commerciales	4 193	36 849	-	41 042
Équipement informatique et audiovisuel	33 402	757 263	-	790 665
	24 086 568	6 618 216	4 289 585	34 994 369

Au cours de l'exercice 2012, des travaux importants de réfection de l'enveloppe extérieure du Musée ont été entrepris, notamment au niveau de la maçonnerie. La radiation des travaux de maçonnerie d'origine, dont la durée de vie utile avait été estimée à 40 ans initialement, a entraîné une perte sur radiation d'immobilisations de 1 014 523 \$ qui est inscrite aux charges de l'exercice. De plus, toujours dans le cadre de ce projet, la durée de vie utile des verrières et toiture-terrasse estimée initialement à 40 ans a été revue, et a résulté en une charge d'amortissement accéléré de 1 230 348 \$. Les apports reportés correspondants, ont été virés aux résultats de l'exercice.

MUSÉE DE LA CIVILISATION
NOTES COMPLÉMENTAIRES
AU 31 MARS 2013, 31 MARS 2012 ET 1^{ER} AVRIL 2011

10. IMMOBILISATIONS CORPORELLES (suite)

			1er avril 2011	
Immobilisations globales du Musée	Amortissement		Net	
	Coût	cumulé		
	\$	\$	\$	
Terrains	2 480 722	-	2 480 722	
Bâtisses	51 192 988	25 358 182	25 834 806	
Ajouts et aménagements des bâtisses	18 344 149	12 610 438	5 733 711	
Améliorations locatives	4 795 727	4 403 801	391 926	
Mobilier et équipement	1 499 492	1 399 200	100 292	
Équipement de manutention, de rangement, de transformation et de production	2 478 033	2 348 287	129 746	
Équipement d'éclairage et de sonorisation	467 776	407 870	59 906	
Équipement d'activités commerciales	92 410	74 491	17 919	
Équipement informatique et audiovisuel	3 309 477	2 717 792	591 685	
	84 660 774	49 320 061	35 340 713	
			1er avril 2011	
Valeur nette par fonds	Fonds d'exploitation	Fonds de maintien des actifs	Fonds des projets spéciaux	Total
	\$	\$	\$	\$
Terrains	2 480 722	-	-	2 480 722
Bâtisses	24 903 850	930 956	-	25 834 806
Ajouts et aménagements des bâtisses	148 330	2 707 531	2 877 850	5 733 711
Améliorations locatives	-	391 926	-	391 926
Mobilier et équipement	59 963	40 329	-	100 292
Équipement de manutention, de rangement, de transformation et de production	18 967	110 779	-	129 746
Équipement d'éclairage et de sonorisation	1 215	58 261	430	59 906
Équipement d'activités commerciales	3 667	14 252	-	17 919
Équipement informatique et audiovisuel	43 268	548 417	-	591 685
	27 659 982	4 802 451	2 878 280	35 340 713

MUSÉE DE LA CIVILISATION
NOTES COMPLÉMENTAIRES
AU 31 MARS 2013, 31 MARS 2012 ET 1^{ER} AVRIL 2011

11. EMPRUNTS BANCAIRES

Tous les emprunts bancaires du Musée sont garantis par le gouvernement du Québec et renouvelables à chaque année.

Les emprunts bancaires portent intérêt au taux préférentiel. Le taux aux 31 mars 2013 et 2012 et au 1^{er} avril 2011 est de 3,00 % l'an.

Fonds d'exploitation

Le gouvernement du Québec a autorisé le Musée à contracter des emprunts temporaires relatifs à son fonctionnement pour un montant maximum de 3 000 000 \$.

Avec l'institution financière, le Musée a une entente d'emprunt pour un maximum de 3 000 000 \$ au 31 mars 2013 (31 mars 2012 et 1^{er} avril 2011 : 3 000 000 \$). Aux 31 mars 2013 et 2012 et au 1^{er} avril 2011, aucun emprunt temporaire n'a cours.

Fonds de maintien des actifs

Le gouvernement du Québec a autorisé le Musée à emprunter un montant maximal de 31 382 191 \$ au 31 mars 2013 (31 mars 2012 : 11 741 654 \$ et 1^{er} avril 2011 : 7 699 836 \$).

Avec l'institution financière, le Musée a une entente d'emprunt pour un maximum de 17 224 800 \$ au 31 mars 2013 (31 mars 2012 : 11 625 400 \$ et 1^{er} avril 2011 : 7 623 600 \$). Au 31 mars 2013, le solde des emprunts temporaires est de 5 561 286 \$ (31 mars 2012 : 6 895 505 \$ et 1^{er} avril 2011 : 2 750 830 \$).

Fonds des projets spéciaux

Le gouvernement du Québec a autorisé le Musée à emprunter un montant maximal de 22 441 557 \$ au 31 mars 2013 (31 mars 2012 : 12 488 186 \$ et 1^{er} avril 2011 : 12 488 187 \$).

Avec l'institution financière, le Musée a une entente d'emprunt pour un maximum de 6 606 839 \$ au 31 mars 2013 (31 mars 2012 : 12 364 541 \$ et 1^{er} avril 2011 : 12 364 541 \$). Au 31 mars 2013, le solde des emprunts temporaires est de 1 738 428 \$ (31 mars 2012 : 2 038 220 \$ et 1^{er} avril 2011 : 1 279 685 \$).

12. AVANTAGES SOCIAUX FUTURS

Régimes de retraite

Les membres du personnel du Musée participent au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP) ou au Régime de retraite du personnel d'encadrement (RRPE). Ces régimes interemployeurs sont à prestations déterminées et comportent des garanties à la retraite et au décès.

Depuis le 1^{er} janvier 2013, le taux de cotisation du Musée pour le RREGOP est passé de 8,94 % à 9,18 % de la masse salariale cotisable et celui du RRPE est demeuré stable à 12,30 %.

Les cotisations du Musée imputées aux résultats de l'exercice s'élèvent à 695 437 \$ (2012 : 670 893 \$). Les obligations du Musée envers ces régimes gouvernementaux se limitent à ses cotisations à titre d'employeur.

MUSÉE DE LA CIVILISATION

NOTES COMPLÉMENTAIRES

AU 31 MARS 2013, 31 MARS 2012 ET 1^{ER} AVRIL 2011

12. AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)

Provisions pour les vacances et les congés de maladie

	31 mars 2013		31 mars 2012		1 ^{er} avril 2011	
	Congés de		Congés de		Congés de	
	Vacances	maladie	Vacances	maladie	Vacances	maladie
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Solde au début	1 162 133	2 030 075	1 060 995	2 006 042	989 740	2 015 178
Charge de l'exercice *	967 344	294 564	966 730	431 887	890 226	385 487
Prestations versées au cours de l'exercice	(931 753)	(488 849)	(865 592)	(407 854)	(818 971)	(394 623)
Solde à la fin	1 197 724	1 835 790	1 162 133	2 030 075	1 060 995	2 006 042

* La charge totale de l'exercice est de 1 261 908 \$ en 2013 (2012 : 1 398 617 \$).

Le Musée dispose d'un programme d'accumulation des congés de maladie. Ce programme donne lieu à des obligations à long terme dont les coûts sont assumés en totalité par le Musée.

Le programme d'accumulation des congés de maladie permet à des employés d'accumuler les journées non utilisées des congés de maladie auxquelles ils ont droit annuellement et de se les faire monnayer à 50 % en cas de cessation d'emploi, de départ à la retraite ou de décès, et cela jusqu'à concurrence d'un montant représentant l'équivalent de 66 jours. Les employés peuvent également faire le choix d'utiliser ces journées accumulées comme journées d'absence pleinement rémunérées dans un contexte de départ en préretraite. Ce programme ne fait pas l'objet d'une capitalisation pour en pourvoir le paiement.

Les obligations du programme d'accumulation des congés de maladie augmentent au fur et à mesure que les employés rendent des services au Musée. La valeur de cette obligation est établie à l'aide d'une méthode qui répartit le coût de ce programme sur la durée de la carrière active des employés.

Le programme d'accumulation des congés de maladie a fait l'objet d'une actualisation sur la base notamment des estimations et des hypothèses économiques à long terme suivantes au :

	31 mars 2013	31 mars 2012	1 ^{er} avril 2011
Taux d'indexation	2,00%	2,20%	1,56%
Taux d'actualisation	4,00%	4,10%	4,10%
Durée résiduelle moyenne d'activité des salariés actifs	15 ans	13 ans	11 ans

MUSÉE DE LA CIVILISATION
NOTES COMPLÉMENTAIRES
AU 31 MARS 2013, 31 MARS 2012 ET 1^{ER} AVRIL 2011

13. APPORTS REPORTÉS

Les apports reportés présentés à court terme se rapportent aux sommes reçues au cours de l'exercice et destinées à couvrir les charges de certaines expositions débutant ou se prolongeant au cours des exercices subséquents. Les variations survenues au solde présenté à court terme sont les suivantes :

	31 mars 2013	31 mars 2012	1er avril 2011
	\$	\$	\$
Fonds d'exploitation			
Solde au début	168 561	608 220	550 528
Apports constatés au cours de l'exercice	(153 361)	(574 320)	(308 932)
Montant reçu pour les exercices subséquents	97 880	134 661	366 624
Solde à la fin	<u>113 080</u>	<u>168 561</u>	<u>608 220</u>
Se détaillant comme suit :			
Gouvernement du Québec	33 400	110 381	355 246
Autres apports reportés	79 680	58 180	252 974
	<u>113 080</u>	<u>168 561</u>	<u>608 220</u>

Les apports reportés présentés à long terme comprennent les engagements du gouvernement du Québec relatifs aux immobilisations et à leur maintien. Les variations survenues au solde présenté à long terme sont les suivantes :

	31 mars 2013	31 mars 2012	1er avril 2011
	\$	\$	\$
Fonds d'exploitation			
Solde au début	21 441 433	24 960 310	26 206 367
Virement des apports reportés	(1 089 371)	(3 518 877)	(1 246 057)
Solde à la fin	<u>20 352 062</u>	<u>21 441 433</u>	<u>24 960 310</u>
Fonds de maintien des actifs			
Solde au début	6 617 825	4 802 062	4 579 900
Subventions maintien des actifs	3 395 723	3 986 503	2 250 730
Virement des apports reportés	(1 768 510)	(1 575 200)	(1 223 503)
Charges non capitalisées	(657 941)	(595 540)	(805 065)
Solde à la fin	<u>7 587 097</u>	<u>6 617 825</u>	<u>4 802 062</u>
Fonds des projets spéciaux			
Solde au début	4 291 423	2 880 118	3 061 830
Subventions projets spéciaux	5 120 970	2 207 415	370 820
Virement des apports reportés	(685 673)	(556 119)	(475 399)
Charges non capitalisées	(71 481)	(239 991)	(77 133)
Solde à la fin	<u>8 655 239</u>	<u>4 291 423</u>	<u>2 880 118</u>
	<u>36 594 398</u>	<u>32 350 681</u>	<u>32 642 490</u>

MUSÉE DE LA CIVILISATION
NOTES COMPLÉMENTAIRES
AU 31 MARS 2013, 31 MARS 2012 ET 1^{ER} AVRIL 2011

14. DETTE À LONG TERME

Emprunts sur billet du Fonds de financement du gouvernement du Québec, garantis par le gouvernement du Québec, présentés nets des coûts de transactions de 139 010 \$ (2012 : 79 395 \$, 2011 : 101 008 \$).

	Taux effectif	31 mars 2013	31 mars 2012	1er avril 2011
	%	\$	\$	\$
Fonds d'exploitation				
a) 5,149 % remboursable par versements annuels en capital de 508 413 \$, échéant le 1er octobre 2013	5,263	5 592 537	6 093 831	6 595 127
b) 4,546 % remboursable par versements annuels en capital de 86 462 \$, échéant le 10 mai 2012	4,735	-	86 464	172 926
		5 592 537	6 180 295	6 768 053
Versements échéant au cours du prochain exercice		(5 592 537)	(594 875)	(594 875)
		-	5 585 420	6 173 178

MUSÉE DE LA CIVILISATION
NOTES COMPLÉMENTAIRES
AU 31 MARS 2013, 31 MARS 2012 ET 1^{ER} AVRIL 2011

14. DETTE À LONG TERME (suite)

	Taux effectif %	31 mars 2013 \$	31 mars 2012 \$	1er avril 2011 \$
Fonds de maintien des actifs				
a) 4,937 % remboursable par versements annuels en capital de 320 659 \$, échéant le 16 juillet 2020.	5,064	2 544 745	2 862 839	3 180 932
b) 4,379 % remboursable par versements annuels en capital de 83 658 \$, échéant le 10 mai 2017	4,540	418 293	501 951	585 609
c) 1,724 % remboursable par versements annuels en capital de 103 783 \$, échéant le 1er décembre 2017	1,870	516 682	620 019	723 356
d) 4,546 % remboursable par versements annuels en capital de 79 906 \$, échéant le 10 mai 2012	4,735	-	79 907	159 813
e) 4,598 % remboursable par versements annuels en capital de 308 121 \$, échéant le 1er octobre 2013	4,718	2 153 762	2 458 803	2 763 841
f) 4,164 % remboursable par versements annuels en capital de 105 467 \$, échéant le 1er octobre 2013	4,313	527 338	632 805	738 272
g) 4,087 % remboursable par versements annuels en capital de 105 780 \$, échéant le 3 décembre 2018	4,265	634 685	740 465	846 245
h) 4,087 % remboursable par versements annuels en capital de 115 488 \$, échéant le 3 décembre 2018	4,265	692 932	808 420	923 908
i) 2,579 % remboursable par versements annuels en capital de 507 167 \$, échéant le 15 juillet 2015	2,760	1 514 653	2 019 538	2 524 423
j) 4,235 % remboursable par versements semestriels en capital de 159 728 \$, échéant le 10 mai 2021	4,393	2 696 584	3 013 692	3 330 800
k) 2,961 % remboursable par versements annuels en capital de 347 945 \$, échéant le 1er septembre 2023	3,106	3 800 600	-	-
		15 500 274	13 738 439	15 777 199
Versements échéant au cours du prochain exercice		(4 588 114)	(2 049 039)	(2 049 039)
		10 912 160	11 689 400	13 728 160

MUSÉE DE LA CIVILISATION

NOTES COMPLÉMENTAIRES

AU 31 MARS 2013, 31 MARS 2012 ET 1^{ER} AVRIL 2011

14. DETTE À LONG TERME (suite)

	Taux effectif %	31 mars 2013 \$	31 mars 2012 \$	1er avril 2011 \$
Fonds des projets spéciaux				
a) 4,207 % remboursable par versements annuels en capital de 250 778 \$, échéant le 1er octobre 2013	4,341	1 253 890	1 502 160	1 750 431
b) 4,087 % remboursable par versements annuels en capital de 219 839 \$, échéant le 3 décembre 2018	4,265	1 310 481	1 528 610	1 746 739
c) 2,039 % remboursable par versements annuels en capital de 100 251 \$, échéant le 30 septembre 2013	2,180	100 250	200 501	300 752
d) 2,961 % remboursable par versements annuels en capital de 706 955 \$, échéant le 1er septembre 2023	3,106	7 722 066	-	-
		10 386 687	3 231 271	3 797 922
Versements échéant au cours du prochain exercice		(2 280 934)	(570 868)	(570 868)
		8 105 753	2 660 403	3 227 054
		19 017 913	19 935 223	23 128 392

Les versements sur la dette à long terme sont acquittés annuellement ou semestriellement, et les intérêts semestriellement, à même les subventions du gouvernement du Québec prévues à cette fin.

Les montants prévus des versements à effectuer sur la dette à long terme au cours des cinq prochains exercices et de ceux subséquents se détaillent comme suit :

2014	12 461 585 \$
2015	2 830 729 \$
2016	2 830 728 \$
2017	2 323 562 \$
2018	2 323 565 \$
2019 et suivants	8 850 569 \$

MUSÉE DE LA CIVILISATION**NOTES COMPLÉMENTAIRES****AU 31 MARS 2013, 31 MARS 2012 ET 1^{ER} AVRIL 2011****15. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS**

La Fondation du Musée de la civilisation, sur laquelle le Musée exerce une influence notable, est constituée en vertu de la Partie III de la Loi sur les compagnies du Québec. Elle a pour objectif de solliciter des fonds afin de soutenir les activités culturelles et éducatives du Musée. Selon ses règlements, une contribution ne peut être versée au Musée que si son excédent atteint 300 000 \$. Ils prévoient également qu'en cas de liquidation de la Fondation, son actif net serait remis au Musée. L'actif net de la Fondation s'élève à 1 705 658 \$ au 31 mars 2013 (31 mars 2012 : 1 146 574 \$ et 1^{er} avril 2011 : 1 267 782 \$). De façon à atteindre ses objectifs, le Musée met à la disposition de la Fondation le personnel nécessaire à la bonne marche de ses opérations. Aucun montant n'est perçu pour ces services.

Il n'y avait aucun montant comptabilisé dans les apports reportés au 31 mars 2012 (1^{er} avril 2011 : 85 250 \$) relativement aux contributions de la Fondation de 287 500 \$ en 2013 (2012 : 407 250 \$). Il n'y a également aucun apports reportés de celle-ci au 31 mars 2013.

Le Musée national des beaux-arts du Québec s'est engagé par une entente d'occupation à long terme échéant le 27 juin 2023 pour la location d'espaces du Centre national de conservation et d'études des collections. Les revenus de loyers s'élèvent à 200 990 \$ en 2013 (2012 : 195 904 \$).

En plus des opérations entre apparentés déjà divulguées dans les états financiers qui sont mesurées à la valeur d'échange, le Musée est apparenté à tous les ministères et les fonds spéciaux ainsi qu'à tous les organismes et entreprises contrôlés directement ou indirectement par le gouvernement du Québec ou soumis soit à un contrôle conjoint, soit à une influence notable commune de la part du gouvernement du Québec. Le Musée n'a conclu aucune opération commerciale avec ces apparentés autrement que dans le cours normal de ses activités et aux conditions commerciales habituelles.

MUSÉE DE LA CIVILISATION

NOTES COMPLÉMENTAIRES

AU 31 MARS 2013, 31 MARS 2012 ET 1^{ER} AVRIL 2011

15. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS (suite)

Les principales opérations effectuées avec des apparentés se détaillent comme suit, à l'exception de celles présentées distinctement dans les états financiers:

			31 mars 2013
	Gouvernement du Québec	Entité sous contrôle commun	Total
	\$	\$	\$
Produits			
Concessions et autres locations	12 550	117 967	130 517
Ventes de produits et services	5 717	149 641	155 358
Autres	11 370	22 025	33 395
Charges			
Services professionnels	91 686	29 308	120 994
Transport et communications		153 196	153 196
Fournitures, approvisionnements et énergie	420	563 015	563 435
Entretien et réparations	-	1 519	1 519
Taxes municipales et scolaires	-	675 009	675 009
Intérêts sur la dette à long terme	-	976 087	976 087

Les principaux soldes résultant des opérations effectuées avec des apparentés se détaillent comme suit, à l'exception de ceux présentés distinctement dans les états financiers :

Actif			
Créances	10 000	308 178	318 178
Frais payés d'avance	-	33 365	33 365
Passif			
Charges à payer et frais courus	20 973	528 016	548 989
Intérêts courus	-	366 122	366 122
Revenus reportés	-	178 925	178 925

MUSÉE DE LA CIVILISATION
NOTES COMPLÉMENTAIRES
AU 31 MARS 2013, 31 MARS 2012 ET 1^{ER} AVRIL 2011

15. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS (suite)

Les principales opérations effectuées avec des apparentés se détaillent comme suit, à l'exception de celles présentées distinctement dans les états financiers:

	31 mars 2012		
	Gouvernement du Québec	Entité sous contrôle commun	Total
	\$	\$	\$
Produits			
Concessions et autres locations	20 510	35 549	56 059
Ventes de produits et services	52 976	39 890	92 866
Autres	996	30 048	31 044
Charges			
Services professionnels	121 208	11 325	132 533
Transport et communications	-	160 810	160 810
Fournitures, approvisionnements et énergie	653	586 372	587 025
Entretien et réparations	-	-	-
Taxes municipales et scolaires	-	622 683	622 683
Intérêts sur la dette à long terme	-	1 106 875	1 106 875

Les principaux soldes résultant des opérations effectuées avec des apparentés se détaillent comme suit, à l'exception de ceux présentés distinctement dans les états financiers :

Actif			
Créances	-	158 703	158 703
Frais payés d'avance	-	33 583	33 583
Passif			
Charges à payer et frais courus	20 454	1 763 959	1 784 413
Intérêts courus	-	413 353	413 353
Revenus reportés	-	94 050	94 050

MUSÉE DE LA CIVILISATION**NOTES COMPLÉMENTAIRES****AU 31 MARS 2013, 31 MARS 2012 ET 1^{ER} AVRIL 2011****15. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS (suite)**

Les principaux soldes résultant des opérations effectuées avec des apparentés se détaillent comme suit, à l'exception de ceux présentés distinctement dans les états financiers:

	1er avril 2011		
	Gouvernement du Québec	Entité sous contrôle commun	Total
	\$	\$	\$
Actif			
Créances	52 839	65 833	118 672
Frais payés d'avance	-	33 774	33 774
Passif			
Charges à payer et frais courus	18 086	225 148	243 234
Intérêts courus	-	418 580	418 580
Revenus reportés	-	60 000	60 000

16. COLLECTION

La collection du Musée compte, au 31 mars 2013, 235 045 (31 mars 2012 : 234 980 et 1^{er} avril 2011 : 232 306) artefacts et œuvres d'art, de nombreux documents d'archives et environ 185 000 (180 000 au 31 mars 2012 et au 1^{er} avril 2011) livres rares. Outre les pièces de la collection nationale cédées au Musée lors de sa création en 1984, celle-ci comprend les acquisitions depuis cette date ainsi que la collection et les archives des prêtres du Séminaire de Québec.

Le Musée émet des reçus pour la plupart des pièces de collection reçues par donation. La valeur de ces pièces est validée par expertise et, pour certaines pièces, sanctionnée par la Commission canadienne d'examen des exportations de biens culturels. La valeur cumulative des reçus émis depuis 1991 s'établit comme suit :

	31 mars 2013	31 mars 2012	1er avril 2011
	\$	\$	\$
Solde au début	6 441 573	5 629 359	5 357 511
Reçus émis	1 115 520	812 214	271 848
Solde à la fin	7 557 093	6 441 573	5 629 359

MUSÉE DE LA CIVILISATION
NOTES COMPLÉMENTAIRES
AU 31 MARS 2013, 31 MARS 2012 ET 1^{ER} AVRIL 2011

17. FLUX DE TRÉSORERIE

	31 mars 2013	31 mars 2012	1er avril 2011
	\$	\$	\$
Intérêts versés au Fonds de financement du gouvernement du Québec	<u>1 001 706</u>	<u>1 090 489</u>	<u>1 226 268</u>
Les opérations non monétaires des activités d'exploitation, de financement et d'investissement se détaillent ainsi :			
	31 mars 2013	31 mars 2012	1er avril 2011
	\$	\$	\$
Acquisitions d'immobilisations corporelles en contrepartie des créditeurs	<u>782 443</u>	<u>1 739 069</u>	<u>65 481</u>
Subventions à recevoir comptabilisées à titre d'apports reportés	<u>8 516 693</u>	<u>6 193 918</u>	<u>2 621 550</u>

18. INSTRUMENTS FINANCIERS

Gestion des risques liés aux instruments financiers

La direction a mis en place des politiques et des procédés en matière de contrôle et de gestion qui l'assurent de gérer les risques inhérents aux instruments financiers et d'en minimiser les impacts potentiels.

Risque de crédit

Le Musée est exposé à un risque de crédit sur la plupart de ses actifs financiers. Le risque de crédit est le risque que l'autre partie à l'actif financier manque à ses obligations et que cette situation entraîne une perte financière pour le Musée. Ce risque provient surtout des contreparties aux créances. L'exposition du Musée correspond à la valeur comptable de ces actifs financiers.

Le Musée considère que son risque associé aux créances est minime en raison du type de clientèle visée, constituée en grande partie d'organismes du secteur public. Aux 31 mars 2013 et 2012, le Musée n'a pas comptabilisé de provision pour mauvaises créances.

MUSÉE DE LA CIVILISATION
NOTES COMPLÉMENTAIRES
AU 31 MARS 2013, 31 MARS 2012 ET 1^{ER} AVRIL 2011

18. INSTRUMENTS FINANCIERS (suite)

Le tableau suivant présente la balance chronologique des créances :

	31 mars 2013	31 mars 2012	1er avril 2011
	\$	\$	\$
Fonds d'exploitation			
Moins de 30 jours suivant la date de facturation	300 884	201 840	179 614
De 30 à 60 jours suivant la date de facturation	16 002	26 139	6 324
De 61 à 90 jours suivant la date de facturation	4 079	15 889	10 709
Plus de 90 jours suivant la date de facturation	47 489	60 786	70 197
	368 454	304 654	266 844
Provision pour créances douteuses	-	-	-
Autres créances	358 443	184 828	81 377
Solde des créances à la fin	726 897	489 482	348 221
Fonds de maintien des actifs			
Provision pour créances douteuses	-	-	-
Autres créances	31 714	114 942	-
Solde des créances à la fin	31 714	114 942	-
Fonds des projets spéciaux			
Provision pour créances douteuses	-	-	-
Autres créances	-	-	-
Solde des créances à la fin	-	-	-
	758 611	604 424	348 221

MUSÉE DE LA CIVILISATION
NOTES COMPLÉMENTAIRES
AU 31 MARS 2013, 31 MARS 2012 ET 1^{ER} AVRIL 2011

18. INSTRUMENTS FINANCIERS (suite)

Risque de liquidité

Le risque de liquidité du Musée représente le risque qu'il ne soit pas en mesure d'honorer ses obligations financières lorsque celles-ci viennent à échéance. Le Musée considère qu'il gère efficacement son risque de liquidités, entre autres par l'analyse périodique de sa situation budgétaire.

Le tableau suivant présente une analyse des échéances contractuelles des passifs financiers. Les montants indiqués incluent le capital et les intérêts, le cas échéant :

	31 mars 2013			
	Moins de 1 an	1 an à 5 ans 5 ans	Plus de 5 ans	Total
	\$	\$	\$	\$
Découvert bancaire	245 809			245 809
Emprunts bancaires	7 299 714			7 299 714
Charges à payer et frais courus	3 295 048			3 295 048
Intérêts courus	368 521			368 521
Provision pour vacances	1 023 696			1 023 696
Dette à long terme	12 461 585	10 224 480	8 793 433	31 479 498
	31 mars 2012			
	Moins de 1 an	1 an à 5 ans 5 ans	Plus de 5 ans	Total
	\$	\$	\$	\$
Découvert bancaire				-
Emprunts bancaires	8 933 725			8 933 725
Charges à payer et frais courus	3 607 355			3 607 355
Intérêts courus	413 354			413 354
Provision pour vacances	993 276			993 276
Dette à long terme	3 214 782	16 270 526	3 664 697	23 150 005
	1er avril 2011			
	Moins de 1 an	1 an à 5 ans 5 ans	Plus de 5 ans	Total
	\$	\$	\$	\$
Découvert bancaire				-
Emprunts bancaires	4 030 515			4 030 515
Charges à payer et frais courus	1 683 225			1 683 225
Intérêts courus	418 580			418 580
Provision pour vacances	906 834			906 834
Dette à long terme	3 214 782	18 307 722	4 820 670	26 343 174

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est le risque que la juste valeur ou que les flux de trésorerie futurs des instruments financiers fluctuent en raison des variations des taux d'intérêt du marché.

La dette à long terme porte intérêt à taux fixes. Par conséquent, le risque de taux d'intérêt relativement aux flux de trésorerie auxquels est exposé le Musée est minime et le risque de marché lié aux taux l'est également compte tenu que le Musée prévoit les remboursements selon l'échéancier prévu.

MUSÉE DE LA CIVILISATION**NOTES COMPLÉMENTAIRES****AU 31 MARS 2013, 31 MARS 2012 ET 1^{ER} AVRIL 2011****19. OBLIGATIONS CONTRACTUELLES**

Le Musée est engagé par divers contrats échéant jusqu'en mars 2018 à verser une somme de 17 333 633 \$, qui se répartit principalement entre les travaux d'entretien des équipements mécaniques pour un montant de 15 356 647 \$ et les expositions et activités en préparation pour une somme de 1 976 986 \$. Les paiements exigibles au cours des cinq prochains exercices se détaillent comme suit :

2014	8 554 428 \$
2015	2 952 404 \$
2016	2 538 726 \$
2017	2 075 586 \$
2018	1 212 489 \$

RAPPORT DE LA DIRECTION

ÉTATS FINANCIERS POUR LES EXERCICES CLOS

LE 31 MARS 2013 ET LE 31 MARS 2012

ET ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE AU 1^{ER} AVRIL 2011

Les états financiers du Musée national des beaux-arts du Québec (Musée) ont été dressés par la direction, qui est responsable de leur préparation et de leur présentation, y compris les estimations et les jugements importants. Cette responsabilité comprend le choix de méthodes comptables appropriées, qui respectent les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Les renseignements financiers contenus dans le reste du rapport annuel concordent avec l'information donnée dans les états financiers.

Pour s'acquitter de ses responsabilités, la direction maintient un système de contrôles comptables internes, conçu en vue de fournir l'assurance raisonnable que les biens sont protégés et que les opérations sont comptabilisées correctement et en temps voulu, qu'elles sont dûment approuvées et qu'elles permettent de produire des états financiers fiables. La direction procède à des vérifications périodiques, afin de s'assurer du caractère adéquat et soutenu des contrôles internes appliqués de façon uniforme par le Musée.

Le Musée reconnaît qu'il est responsable de gérer ses affaires conformément aux lois et règlements qui le régissent.

Le conseil d'administration surveille la façon dont la direction s'acquitte des responsabilités qui lui incombent en matière d'information financière et il approuve les états financiers. Il est assisté dans ses responsabilités par le comité de vérification, dont les membres ne font pas partie de la direction. Ce comité rencontre la direction et le Vérificateur général du Québec, examine les états financiers et en recommande l'approbation au conseil d'administration.

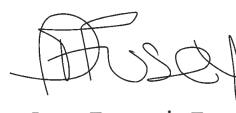
Le Vérificateur général du Québec a procédé aux audits des états financiers du Musée, conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, et son rapport de l'auditeur indépendant expose la nature et l'étendue de ces audits et l'expression de son opinion. Le Vérificateur général du Québec peut, sans aucune restriction, rencontrer le comité de vérification pour discuter de tout élément qui concerne ses audits.

La directrice générale,



Line Ouellet

Le directeur de l'administration,



Jean-François Fuséy, CPA, CA

Québec, le 19 juin 2013

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

À l'Assemblée nationale

RAPPORT SUR LES ÉTATS FINANCIERS

J'ai effectué l'audit des états financiers ci-joints du Musée national des beaux-arts du Québec, qui comprennent les états de la situation financière au 31 mars 2013, au 31 mars 2012 et au 1^{er} avril 2011, les états des résultats, l'état des gains et pertes de réévaluation, les états de l'évolution de l'actif net et les états des flux de trésorerie pour les exercices clos le 31 mars 2013 et le 31 mars 2012, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives inclus dans les notes complémentaires.

RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION POUR LES ÉTATS FINANCIERS

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

RESPONSABILITÉ DE L'AUDITEUR

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de mes audits. J'ai effectué mes audits selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus dans le cadre de mes audits sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

OPINION

À mon avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière du Musée national des beaux-arts du Québec au 31 mars 2013, au 31 mars 2012 et au 1^{er} avril 2011, ainsi que des résultats de ses activités, de ses gains et pertes de réévaluation et de ses flux de trésorerie pour les exercices clos le 31 mars 2013 et le 31 mars 2012, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

RAPPORT RELATIF À D'AUTRES OBLIGATIONS LÉGALES ET RÉGLEMENTAIRES

Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (RLRQ, chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis, compte tenu de l'application rétroactive du changement de référentiel comptable expliqué à la note 3 aux états financiers, ces conventions ont été appliquées pour l'exercice clos le 31 mars 2013 de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent ainsi que pour l'état de la situation financière au 1^{er} avril 2011.

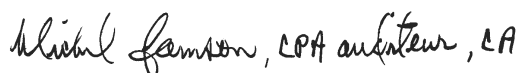
COMMENTAIRE DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

La *Loi sur le vérificateur général* (RLRQ, chapitre V-5.01) me permet d'énoncer tout commentaire que je juge approprié dans mon rapport sur les états financiers d'un organisme public ou ceux de tout fonds qu'il administre.

CONFORMITÉ À LA LOI

L'article 1.1 de la *Loi concernant les subventions relatives au paiement en capital et intérêts des emprunts des organismes publics ou municipaux* (RLRQ, chapitre S-37.01), entré en vigueur le 14 juin 2013, énonce des exigences aux fins de la comptabilisation d'une subvention. En vertu de cette disposition législative, la seule partie d'une subvention qui doit être comptabilisée est celle qui est exigible dans l'exercice du Musée national des beaux-arts du Québec et autorisée par le Parlement dans l'année financière du gouvernement. Ainsi, le Musée national des beaux-arts du Québec n'a pas respecté les dispositions de cet article en comptabilisant à l'état de la situation financière des subventions à recevoir du gouvernement du Québec au 31 mars 2013 totalisant 25 260 160 \$ concernant des immobilisations financées ou devant être financées par emprunts.

Le vérificateur général du Québec, par intérim



Michel Samson, CPA auditeur, CA

Québec, le 19 juin 2013

ÉTAT DES RÉSULTATS

POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2013

2013

	Fonds des opérations	Fonds des activités commerciales	Fonds des expositions	Fonds des immobilisations	Fonds de dotation	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
PRODUITS						
Subventions du gouvernement du Québec (NOTE 5)	11 086 295	-	-	2 859 735	-	13 946 030
Subventions du gouvernement du Canada (NOTE 6)	295 000	-	-	-	-	295 000
Billetterie et vestiaire	729 410	-	-	-	-	729 410
Stationnement	-	269 456	-	-	-	269 456
Boutique et publications	-	354 153	-	-	-	354 153
Redevances – services alimentaires	-	136 117	-	-	-	136 117
Location d'espaces et services connexes	-	260 023	-	-	-	260 023
Location et diffusion d'œuvres d'art et d'expositions	285 488	-	-	-	-	285 488
Activités éducatives et culturelles	237 221	-	-	-	-	237 221
Commandites	142 276	-	-	-	-	142 276
Contributions de la Fondation du Musée national des beaux-arts du Québec (NOTE 8)	16 302	-	-	34 033	-	50 335
Dons de pièces de collection (NOTE 9)	1 914 186	-	-	-	-	1 914 186
Autres contributions et partenariats	91 409	-	-	-	-	91 409
Revenus de placements	353 522	8 701	14 843	-	-	377 066
Autres	81 832	-	-	-	-	81 832
	15 232 941	1 028 450	14 843	2 893 768	-	19 170 002
CHARGES						
Traitements et avantages sociaux	7 864 846	359 524	-	-	-	8 224 370
Énergie, taxes et assurances	2 099 470	-	-	-	-	2 099 470
Services professionnels, administratifs et autres	1 203 630	82 528	-	75 398	-	1 361 556
Entretien, réparations et aménagement	846 340	3 661	-	196 092	-	1 046 093
Transport et communications	948 173	6 008	400 722	-	-	1 354 903
Fournitures et approvisionnements	324 136	164 842	-	-	-	488 978
Location de locaux	257 994	-	-	-	-	257 994
Acquisition de pièces de collection (NOTE 9)	2 375 771	-	-	-	-	2 375 771
Location d'expositions	247 465	-	70 645	-	-	318 110
Intérêts sur la dette à long terme	-	-	-	662 421	-	662 421
Autres intérêts et frais financiers	5 679	-	-	62 400	-	68 079
Perte sur disposition d'immobilisations corporelles	-	-	-	17 381	-	17 381
Perte suite à la radiation d'immobilisations corporelles	-	-	-	314 120	-	314 120
Amortissement des immobilisations corporelles	-	-	-	1 574 801	-	1 574 801
	16 173 504	616 563	471 367	2 902 613	-	20 164 047
(INSUFFISANCE) EXCÉDENT DES PRODUITS PAR RAPPORT AUX CHARGES	(940 563)	411 887	(456 524)	(8 845)	-	(994 045)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DES RÉSULTATS

POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2012

2012

	Fonds des opérations	Fonds des activités commerciales	Fonds des expositions	Fonds des immobilisations	Fonds de dotation	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
PRODUITS						
Subventions du gouvernement du Québec (NOTE 5)	11 540 303	-	-	2 574 366	-	14 114 669
Subventions du gouvernement du Canada (NOTE 6)	270 000	-	-	11 878	-	281 878
Billetterie et vestiaire	894 059	-	-	-	-	894 059
Stationnement	723	275 313	-	-	-	276 036
Boutique et publications	-	438 146	-	-	-	438 146
Redevances – services alimentaires	-	145 778	-	-	-	145 778
Location d'espaces et services connexes	975	254 880	-	-	-	255 855
Location et diffusion d'œuvres d'art et d'expositions	336 530	-	-	-	-	336 530
Activités éducatives et culturelles	197 894	-	-	-	-	197 894
Commandites	282 978	-	-	-	-	282 978
Contributions de la Fondation du Musée national des beaux-arts du Québec (NOTE 8)	5 923	-	-	59 071	-	64 994
Dons de pièces de collection (NOTE 9)	9 584 455	-	-	-	-	9 584 455
Autres contributions et partenariats	104 442	-	-	-	-	104 442
Revenus de placements	166 288	10 326	14 752	-	-	191 366
Autres	68 473	-	-	-	-	68 473
	23 453 043	1 124 443	14 752	2 645 315	-	27 237 553
CHARGES						
Traitements et avantages sociaux	7 808 285	356 366	-	-	-	8 164 651
Énergie, taxes et assurances	1 972 314	-	-	-	-	1 972 314
Services professionnels, administratifs et autres	1 441 766	85 241	-	81 528	-	1 608 535
Entretien, réparations et aménagement	1 027 853	1 463	-	197 335	-	1 226 651
Transport et communications	1 394 653	4 650	-	-	-	1 399 303
Fournitures et approvisionnements	366 778	181 223	-	-	-	548 001
Location de locaux	251 095	-	-	-	-	251 095
Acquisition de pièces de collection (NOTE 9)	9 961 165	-	-	-	-	9 961 165
Location d'expositions	164 032	-	-	-	-	164 032
Intérêts sur la dette à long terme	-	-	-	779 335	-	779 335
Autres intérêts et frais financiers	535	-	-	30 375	-	30 910
Amortissement des immobilisations corporelles	-	-	-	1 565 587	-	1 565 587
	24 388 476	628 943	-	2 654 160	-	27 671 579
(INSUFFISANCE) EXCÉDENT DES PRODUITS PAR RAPPORT AUX CHARGES	(935 433)	495 500	14 752	(8 845)	-	(434 026)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE L'ACTIF NET

POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2013

2013

	Fonds des opérations	Fonds des activités commerciales	Fonds des expositions	Fonds des immobilisations	Fonds de dotation	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
ACTIF NET AU DÉBUT	497 701	400 000	1 345 381	6 785 963	1 118 413	10 147 458
Reclassement des gains nets cumulés à l'état des gains et pertes de réévaluation	(130 978)	-	-	-	(74 697)	(205 675)
(Insuffisance) excédent des produits par rapport aux charges	(940 563)	411 887	(456 524)	(8 845)	-	(994 045)
Virements interfonds (NOTE 10)	411 887	(411 887)	-	-	-	-
ACTIF NET À LA FIN	(161 953)	400 000	888 857	6 777 118	1 043 716	8 947 738

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE L'ACTIF NET

POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2012

2012

	Fonds des opérations	Fonds des activités commerciales	Fonds des expositions	Fonds des immobilisations	Fonds de dotation	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
ACTIF NET AU DÉBUT	806 656	400 000	1 330 629	5 271 681	1 043 716	8 852 682
(Insuffisance) excédent des produits par rapport aux charges	(935 433)	495 500	14 752	(8 845)	-	(434 026)
Apport affecté à une immobilisation corporelle non amortissable	-	-	-	1 523 127	-	1 523 127
Gains nets cumulés portés directement à l'état de l'évolution de l'actif net	130 978	-	-	-	74 697	205 675
Virements interfonds (NOTE 10)	495 500	(495 500)	-	-	-	-
ACTIF NET À LA FIN	497 701	400 000	1 345 381	6 785 963	1 118 413	10 147 458

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DES GAINS ET PERTES DE RÉÉVALUATION

POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2013

2013

	Fonds des opérations	Fonds des activités commerciales	Fonds des expositions	Fonds des immobilisations	Fonds de dotation	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
GAINS ET PERTES DE RÉÉVALUATION AU DÉBUT	130 978	-	-	-	74 697	205 675
Variation des gains non réalisés sur les placements de portefeuille	66 487	-	-	-	37 490	103 977
Gains réalisés sur la cession de placements de portefeuille, reclassés dans les résultats ou les revenus de placements reportés	(7 714)	-	-	-	(13 914)	(21 628)
GAINS ET PERTES DE RÉÉVALUATION À LA FIN (NOTE 13)	189 751	-	-	-	98 273	288 024

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

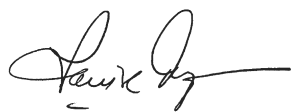
ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

AU 31 MARS 2013

2013

	Fonds des opérations	Fonds des activités commerciales	Fonds des expositions	Fonds des immobilisations	Fonds de dotation	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
ACTIF						
ACTIF À COURT TERME						
Trésorerie, 1,1 %	9 990	427 502	765 545	2 155	-	1 205 192
Créances et intérêts courus (NOTE 11)	469 374	761	1 198	-	-	471 333
Contributions et créances à recevoir de la Fondation du Musée national des beaux-arts du Québec, sans intérêt	42 553	-	-	857 489	-	900 042
Créances interfonds, sans intérêt ni modalités d'encaissement	2 018 818	-	122 114	-	-	-
Subventions à recevoir						
Gouvernement du Québec (NOTE 12)	3 500	-	-	3 721 762	-	3 725 262
Gouvernement du Canada	7 948	-	-	6 898 373	-	6 906 321
Stocks	-	278 696	-	-	-	278 696
Frais payés d'avance	502 226	-	-	-	-	502 226
	3 054 409	706 959	888 857	11 479 779	-	13 989 072
PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE (NOTE 13)	3 111 594	-	-	-	1 508 482	4 620 076
SUBVENTIONS À RECEVOIR DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC (NOTE 12)	-	-	-	21 534 898	-	21 534 898
IMMOBILISATIONS CORPORELLES (NOTE 14)	-	-	-	41 369 184	-	41 369 184
	6 166 003	706 959	888 857	74 383 861	1 508 482	81 513 230

Pour le conseil d'administration



Louise Turgeon



Claude Côté

2013

	Fonds des opérations	Fonds des activités commerciales	Fonds des expositions	Fonds des immobilisations	Fonds de dotation	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
PASSIF						
PASSIF À COURT TERME						
Emprunts bancaires (NOTE 15)	-	-	-	14 174 000	-	14 174 000
Charges à payer et frais courus (NOTE 16)	3 251 059	11 422	-	-	-	3 262 481
Provision pour vacances (NOTE 22)	698 889	-	-	-	-	698 889
Créances interfonds, sans intérêt ni modalités de remboursement	-	295 537	-	1 478 902	366 493	-
Intérêts courus	890	-	-	276 093	-	276 983
Dépôts de clients et produits reportés	421 775	-	-	-	-	421 775
Apports reportés (NOTE 17)	354 092	-	-	-	-	354 092
Versements sur la dette à long terme (NOTE 19)	-	-	-	3 409 139	-	3 409 139
	4 726 705	306 959	-	19 338 134	366 493	22 597 359
PROVISION POUR CONGÉS DE MALADIE (NOTE 22)	916 821	-	-	-	-	916 821
REVENUS DE PLACEMENTS REPORTÉS (NOTE 18)	494 679	-	-	-	-	494 679
APPORTS REPORTÉS (NOTE 17)	-	-	-	34 581 609	-	34 581 609
DETTE À LONG TERME (NOTE 19)	-	-	-	13 687 000	-	13 687 000
	6 138 205	306 959	-	67 606 743	366 493	72 277 468
ACTIF NET						
Investi en immobilisations	-	-	-	6 777 118	-	6 777 118
Affectations d'origine interne	-	400 000	888 857	-	1 043 716	2 332 573
Non grevé d'affectations	(161 953)	-	-	-	-	(161 953)
	(161 953)	400 000	888 857	6 777 118	1 043 716	8 947 738
Gains et pertes de réévaluation cumulés	189 751	-	-	-	98 273	288 024
	27 798	400 000	888 857	6 777 118	1 141 989	9 235 762
	6 166 003	706 959	888 857	74 383 861	1 508 482	81 513 230

OBLIGATIONS CONTRACTUELLES (NOTE 24)
ÉVENTUALITÉS (NOTE 25)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

AU 31 MARS 2012

	2012					
	Fonds des opérations	Fonds des activités commerciales	Fonds des expositions	Fonds des immobilisations	Fonds de dotation	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
ACTIF						
ACTIF À COURT TERME						
Trésorerie, 1,1 %	-	944 043	1 344 125	2 324	-	2 290 492
Créances et intérêts courus (NOTE 11)	508 304	882	1 256	-	-	510 442
Contributions et créances à recevoir de la Fondation du Musée national des beaux-arts du Québec, sans intérêt	27 453	-	-	1 100 000	-	1 127 453
Créances interfonds, sans intérêt ni modalités d'encaissement	1 639 513	-	-	-	-	-
Subventions à recevoir						
Gouvernement du Québec (NOTE 12)	-	-	-	2 618 103	-	2 618 103
Gouvernement du Canada	7 948	-	-	5 073 751	-	5 081 699
Stocks	-	309 631	-	-	-	309 631
Frais payés d'avance	455 996	-	-	-	-	455 996
	2 639 214	1 254 556	1 345 381	8 794 178	-	12 393 816
PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE (NOTE 13)	2 915 815	-	-	-	1 610 994	4 526 809
SUBVENTIONS À RECEVOIR DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC (NOTE 12)	-	-	-	19 292 211	-	19 292 211
IMMOBILISATIONS CORPORELLES (NOTE 14)	-	-	-	35 201 935	-	35 201 935
	5 555 029	1 254 556	1 345 381	63 288 324	1 610 994	71 414 771

2012

	Fonds des opérations	Fonds des activités commerciales	Fonds des expositions	Fonds des immobilisations	Fonds de dotation	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
PASSIF						
PASSIF À COURT TERME						
Découvert bancaire	491 370	-	-	-	-	491 370
Emprunts bancaires (NOTE 15)	-	-	-	13 945 500	-	13 945 500
Charges à payer et frais courus (NOTE 16)	1 739 213	8 403	-	-	-	1 747 616
Provision pour vacances (NOTE 22)	667 829	-	-	-	-	667 829
Créances interfonds, sans intérêt ni modalités de remboursement	-	846 153	-	300 779	492 581	-
Intérêts courus	535	-	-	332 564	-	333 099
Dépôts de clients et produits reportés	427 367	-	-	-	-	427 367
Apports reportés (NOTE 17)	178 958	-	-	-	-	178 958
Versements sur la dette à long terme (NOTE 19)	-	-	-	2 266 683	-	2 266 683
	3 505 272	854 556	-	16 845 526	492 581	20 058 422
PROVISION POUR CONGÉS DE MALADIE (NOTE 22)	923 055	-	-	-	-	923 055
REVENUS DE PLACEMENTS REPORTÉS (NOTE 18)	629 001	-	-	-	-	629 001
APPORTS REPORTÉS (NOTE 17)	-	-	-	27 864 496	-	27 864 496
DETTE À LONG TERME (NOTE 19)	-	-	-	11 792 339	-	11 792 339
	5 057 328	854 556	-	56 502 361	492 581	61 267 313
ACTIF NET						
Investi en immobilisations	-	-	-	6 785 963	-	6 785 963
Affectations d'origine interne	-	400 000	1 345 381	-	1 118 413	2 863 794
Non grevé d'affectations	497 701	-	-	-	-	497 701
	497 701	400 000	1 345 381	6 785 963	1 118 413	10 147 458
	5 555 029	1 254 556	1 345 381	63 288 324	1 610 994	71 414 771

OBLIGATIONS CONTRACTUELLES (NOTE 24)
ÉVENTUALITÉS (NOTE 25)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

AU 1^{ER} AVRIL 2011

	2011					
	Fonds des opérations	Fonds des activités commerciales	Fonds des expositions	Fonds des immobilisations	Fonds de dotation	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
ACTIF						
ACTIF À COURT TERME						
Trésorerie, 1,1 %	-	898 334	1 329 387	3 109	-	2 230 830
Créances et intérêts courus (NOTE 11)	479 980	861	1 242	-	-	482 083
Contributions et créances à recevoir de la Fondation du Musée national des beaux-arts du Québec, sans intérêt	36 472	-	-	-	-	36 472
Créances interfonds, sans intérêt ni modalités d'encaissement	1 875 444	-	-	-	-	-
Subventions à recevoir						
Gouvernement du Québec (NOTE 12)	-	-	-	2 573 790	-	2 573 790
Gouvernement du Canada	22 948	-	-	-	-	22 948
Stocks	-	324 872	-	-	-	324 872
Frais payés d'avance	442 894	-	-	-	-	442 894
	2 857 738	1 224 067	1 330 629	2 576 899	-	6 113 889
PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE (NOTE 13)	2 730 794	-	-	-	1 720 782	4 451 576
SUBVENTIONS À RECEVOIR DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC (NOTE 12)	-	-	-	19 053 445	-	19 053 445
IMMOBILISATIONS CORPORELLES (NOTE 14)	-	-	-	28 771 885	-	28 771 885
	5 588 532	1 224 067	1 330 629	50 402 229	1 720 782	58 390 795

2011

	Fonds des opérations	Fonds des activités commerciales	Fonds des expositions	Fonds des immobilisations	Fonds de dotation	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
PASSIF						
PASSIF À COURT TERME						
Découvert bancaire	167 991	-	-	-	-	167 991
Emprunts bancaires (NOTE 15)	-	-	-	5 083 500	-	5 083 500
Charges à payer et frais courus (NOTE 16)	1 690 559	6 457	-	1 258 867	-	2 955 883
Provision pour vacances (NOTE 22)	688 195	-	-	-	-	688 195
Créances interfonds, sans intérêt ni modalités de remboursement	-	817 610	-	446 256	611 578	-
Intérêts courus	-	-	-	382 584	-	382 584
Dépôts de clients et produits reportés	603 183	-	-	-	-	603 183
Apports reportés (NOTE 17)	132 497	-	-	-	-	132 497
Versements sur la dette à long terme (NOTE 19)	-	-	-	2 183 390	-	2 183 390
	3 282 425	824 067	-	9 354 597	611 578	12 197 223
PROVISION POUR CONGÉS DE MALADIE (NOTE 22)	865 518	-	-	-	-	865 518
REVENUS DE PLACEMENTS REPORTÉS (NOTE 18)	535 639	-	-	-	-	535 639
APPORTS REPORTÉS (NOTE 17)	-	-	-	22 549 859	-	22 549 859
DETTE À LONG TERME (NOTE 19)	-	-	-	13 226 092	-	13 226 092
	4 683 582	824 067	-	45 130 548	611 578	49 374 331
ACTIF NET						
Investi en immobilisations	-	-	-	5 271 681	-	5 271 681
Affectations d'origine interne	-	400 000	1 330 629	-	1 109 204	2 839 833
Non grevé d'affectations	904 950	-	-	-	-	904 950
	904 950	400 000	1 330 629	5 271 681	1 109 204	9 016 464
	5 588 532	1 224 067	1 330 629	50 402 229	1 720 782	58 390 795

OBLIGATIONS CONTRACTUELLES (NOTE 24)
ÉVENTUALITÉS (NOTE 25)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE

POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2013

2013

	Fonds des opérations	Fonds des activités commerciales	Fonds des expositions	Fonds des immobilisations	Fonds de dotation	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT						
(Insuffisance) excédent des produits par rapport aux charges	(940 563)	411 887	(456 524)	(8 845)	-	(994 045)
Éléments sans incidence sur les liquidités						
Virement des apports reportés – long terme	-	-	-	(1 897 457)	-	(1 897 457)
Amortissement des immobilisations corporelles	-	-	-	1 574 801	-	1 574 801
Perte sur disposition d'immobilisations corporelles	-	-	-	17 381	-	17 381
Perte suite à la radiation d'immobilisations corporelles	-	-	-	314 120	-	314 120
	(940 563)	411 887	(456 524)	-	-	(985 200)
Variation des actifs et des passifs liés aux activités de fonctionnement						
Créances et intérêts courus	38 930	121	58	-	-	39 109
Contributions et créances à recevoir de la Fondation du Musée national des beaux-arts du Québec	(15 100)	-	-	(86 812)	-	(101 912)
Subventions à recevoir	(3 500)	-	-	(145 879)	-	(149 379)
Stocks	-	30 935	-	-	-	30 935
Frais payés d'avance	(46 230)	-	-	-	-	(46 230)
Charges à payer et frais courus	(40 409)	3 019	-	-	-	(37 390)
Provision pour vacances	31 060	-	-	-	-	31 060
Intérêts courus	355	-	-	(56 471)	-	(56 116)
Dépôts de clients et produits reportés	(5 592)	-	-	-	-	(5 592)
Apports reportés	175 134	-	-	-	-	175 134
Provision pour congés de maladie	(6 234)	-	-	-	-	(6 234)
Revenus de placements reportés	(134 322)	-	-	-	-	(134 322)
	(5 908)	34 075	58	(289 162)	-	(260 937)
Flux de trésorerie liés aux activités de fonctionnement	(946 471)	445 962	(456 466)	(289 162)	-	(1 246 137)
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT EN IMMOBILISATIONS						
Acquisitions d'immobilisations corporelles	-	-	-	(6 521 296)	-	(6 521 296)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement en immobilisations	-	-	-	(6 521 296)	-	(6 521 296)

2013

	Fonds des opérations	Fonds des activités commerciales	Fonds des expositions	Fonds des immobilisations	Fonds de dotation	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
ACTIVITÉS DE PLACEMENT						
Acquisitions de placements	(802 006)	-	-	-	(463 912)	(1 265 918)
Produit de cession de placements	665 000	-	-	-	590 000	1 255 000
Flux de trésorerie liés aux activités de placement	(137 006)	-	-	-	126 088	(10 918)
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT						
Augmentation des emprunts bancaires	-	-	-	5 532 300	-	5 532 300
Remboursement d'emprunts bancaires	-	-	-	(5 303 800)	-	(5 303 800)
Contributions reçues de la Fondation du Musée national des beaux-arts du Québec	-	-	-	1 652 121	-	1 652 121
Subventions reçues du gouvernement du Québec	-	-	-	2 266 683	-	2 266 683
Nouvelle dette à long terme	-	-	-	5 303 800	-	5 303 800
Remboursement de la dette à long terme	-	-	-	(2 266 683)	-	(2 266 683)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	-	-	-	7 184 421	-	7 184 421
VARIATION DE LA TRÉSORERIE TRÉSORERIE, AU DÉBUT	(1 083 477)	445 962	(456 466)	373 963	126 088	(593 930)
	(491 370)	944 043	1 344 125	2 324	-	1 799 122
Contributions interfonds	1 584 837	(962 503)	(122 114)	(374 132)	(126 088)	-
TRÉSORERIE, À LA FIN (NOTE 20)	9 990	427 502	765 545	2 155	-	1 205 192

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE

POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2012

2012

	Fonds des opérations	Fonds des activités commerciales	Fonds des expositions	Fonds des immobilisations	Fonds de dotation	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT						
(Insuffisance) excédent des produits par rapport aux charges	(935 433)	495 500	14 752	(8 845)	-	(434 026)
Éléments sans incidence sur les liquidités						
Virement des apports reportés – long terme	-	-	-	(1 556 742)	-	(1 556 742)
Amortissement des immobilisations corporelles	-	-	-	1 565 587	-	1 565 587
	(935 433)	495 500	14 752	-	-	(425 181)
Variation des actifs et des passifs liés aux activités de fonctionnement						
Créances et intérêts courus	8 148	(21)	(14)	-	-	8 113
Contributions et créances à recevoir de la Fondation du Musée national des beaux-arts du Québec	(27 453)	-	-	-	-	(27 453)
Subventions à recevoir	15 000	-	-	(245 715)	-	(230 715)
Stocks	-	15 241	-	-	-	15 241
Frais payés d'avance	(13 102)	-	-	-	-	(13 102)
Charges à payer et frais courus	141 613	1 946	-	-	-	143 559
Provision pour vacances	(20 366)	-	-	-	-	(20 366)
Intérêts courus	535	-	-	(50 020)	-	(49 485)
Dépôts de clients et produits reportés	(175 816)	-	-	-	-	(175 816)
Apports reportés	46 461	-	-	-	-	46 461
Provision pour congés de maladie	57 537	-	-	-	-	57 537
Revenus de placements reportés	93 362	-	-	-	-	93 362
	125 919	17 166	(14)	(295 735)	-	(152 664)
Flux de trésorerie liés aux activités de fonctionnement	(809 514)	512 666	14 738	(295 735)	-	(577 845)
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT EN IMMOBILISATIONS						
Acquisitions d'immobilisations corporelles	-	-	-	(9 347 463)	-	(9 347 463)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement en immobilisations	-	-	-	(9 347 463)	-	(9 347 463)

2012

	Fonds des opérations	Fonds des activités commerciales	Fonds des expositions	Fonds des immobilisations	Fonds de dotation	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
ACTIVITÉS DE PLACEMENT						
Acquisitions de placements	(961 337)	-	-	-	(612 927)	(1 574 264)
Produit de cession de placements	809 000	-	-	-	731 924	1 540 924
Flux de trésorerie liés aux activités de placement	(152 337)	-	-	-	118 997	(33 340)
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT						
Augmentation des emprunts bancaires	-	-	-	9 689 100	-	9 689 100
Remboursement d'emprunts bancaires	-	-	-	(827 100)	-	(827 100)
Subventions reçues du gouvernement du Québec	-	-	-	2 183 390	-	2 183 390
Nouvelle dette à long terme	-	-	-	832 931	-	832 931
Remboursement de la dette à long terme	-	-	-	(2 183 390)	-	(2 183 390)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	-	-	-	9 694 931	-	9 694 931
VARIATION DE LA TRÉSORERIE	(961 851)	512 666	14 738	51 733	118 997	(263 717)
TRÉSORERIE, AU DÉBUT	(167 991)	898 334	1 329 387	3 109	-	2 062 839
Contributions interfonds	638 472	(466 957)	-	(52 518)	(118 997)	-
TRÉSORERIE, À LA FIN (NOTE 20)	(491 370)	944 043	1 344 125	2 324	-	1 799 122

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES

AUX 31 MARS 2013, 31 MARS 2012 ET 1^{ER} AVRIL 2011

1. CONSTITUTION ET FONCTIONS

Le Musée national des beaux-arts du Québec (Musée), personne morale au sens du Code civil instituée en vertu de la Loi sur les musées nationaux (RLRQ, chapitre M-44), a pour fonctions, en vue de contribuer au développement culturel du Québec, de faire connaître, de promouvoir et de conserver l'art québécois de toutes les périodes, de l'art ancien à l'art actuel, et d'assurer une présence de l'art international par des acquisitions, des expositions et d'autres activités d'animation.

Le Musée national des beaux-arts du Québec a été reconnu comme un organisme de bienfaisance au sens de la Loi sur les impôts du Québec et de la Loi de l'impôt sur le revenu du Canada. Il est par conséquent admissible à l'exemption d'impôt prévue pour ces organismes.

2. VOCATION DES FONDS

Le fonds des opérations présente les opérations courantes du Musée.

Le fonds des activités commerciales présente les activités commerciales du Musée, telles que l'exploitation de la boutique, la vente de publications, l'exploitation du restaurant et du stationnement et la location de salles. En vertu d'un règlement approuvé par le gouvernement, le solde de ce fonds, qui doit être utilisé pour financer la réalisation des activités commerciales du Musée, ne peut excéder 400 000 \$. Tout excédent doit servir au remboursement des emprunts ou au financement des activités du Musée.

Le fonds des expositions a été créé afin de financer la réalisation d'expositions internationales majeures dont les coûts, notamment ceux de location et de transport, dépassent les limites de la subvention de fonctionnement du Musée, ou, exceptionnellement, pour financer des activités connexes à ces expositions. En vertu d'un règlement approuvé par le conseil d'administration, le solde de ce fonds ne peut excéder 2 000 000 \$.

Le fonds des immobilisations présente les actifs, les passifs, les produits et les charges afférents aux immobilisations corporelles. La partie du solde du fonds non investie en immobilisations est réservée à l'acquisition d'immobilisations corporelles pour le Musée et au paiement des frais afférents. De plus, le Musée ne peut, sans obtenir l'autorisation préalable du gouvernement, acquérir, aliéner, hypothéquer ou louer un immeuble.

Le fonds de dotation présente les ressources apportées à titre de dotations. En vertu d'un règlement approuvé par le gouvernement, seuls les revenus de placements tirés des ressources de ce fonds peuvent être utilisés à des fins d'immobilisations corporelles et d'acquisition d'œuvres d'art pour les collections du Musée.

3.

**TRANSITION AUX NORMES COMPTABLES
DU SECTEUR PUBLIC**

Les présents états financiers sont les premiers états financiers du Musée établis selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public, incluant les recommandations des normes comptables s'appliquant uniquement aux organismes sans but lucratif du secteur public énoncées dans les chapitres SP 4200 à SP 4270 du Manuel de comptabilité de l'Institut canadien des comptables agréés pour le secteur public (ci-après les « nouvelles normes comptables »). La date de transition est le 1^{er} avril 2011.

Les méthodes comptables présentées à la note 4, découlant de l'application des nouvelles normes comptables, ont été utilisées pour la préparation des états financiers pour l'exercice clos le 31 mars 2013, des informations comparatives et de l'état de la situation financière d'ouverture à la date de transition, à l'exception de la méthode comptable relative aux instruments financiers, laquelle a fait l'objet d'une application prospective.

L'adoption des normes comptables du secteur public n'a eu aucune incidence sur l'actif net à la date de transition, ni sur l'insuffisance des produits par rapport aux charges annuelle comparative.

4.

PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Les états financiers du Musée sont établis selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public, avec les normes applicables aux organismes sans but lucratif.

**ESTIMATIONS
COMPTABLES**

La préparation des états financiers du Musée par la direction exige que celle-ci ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des produits et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les principaux éléments pour lesquels la direction a établi des estimations et formulé des hypothèses sont la provision pour congés de maladie et la durée de vie utile des immobilisations corporelles. Les résultats réels peuvent différer des meilleures prévisions faites par la direction.

**INSTRUMENTS
FINANCIERS**

Les instruments financiers sont constatés au coût à la date de transaction.

Les coûts de transaction sont ajoutés à la valeur comptable des éléments classés dans la catégorie des instruments financiers évalués au coût ou au coût après amortissement lors de leur comptabilisation initiale. Toutefois, lors de la comptabilisation initiale des éléments classés dans les instruments financiers évalués à la juste valeur, les coûts de transaction sont passés en charge.

Les placements, composés d'instruments de capitaux propres cotés sur un marché actif, sont classés dans la catégorie des instruments financiers évalués à la juste valeur. Les variations de la juste

valeur sont comptabilisées dans l'état des gains et pertes de réévaluation jusqu'à ce qu'elles soient décomptabilisées ou qu'une baisse de valeur de l'actif financier ne soit plus considérée comme temporaire.

La trésorerie et les équivalents de trésorerie, les créances et intérêts courus (excluant les taxes à recevoir) et les contributions et subventions à recevoir (excluant les subventions qui ne font pas l'objet d'un accord contractuel) sont classés dans la catégorie des actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les emprunts bancaires, les charges à payer et frais courus (excluant les avantages sociaux à payer), les intérêts courus, la provision pour vacances et la dette à long terme sont classés dans la catégorie des passifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Juste valeur

La juste valeur est le montant de la contrepartie dont conviendraient des parties compétentes agissant en toute liberté dans des conditions de pleine concurrence.

La juste valeur des titres détenus dans les fonds communs correspond à leur valeur boursière, établie selon le cours vendeur. Lorsque survient une variation de la valeur des actifs sous-jacents détenus dans les fonds communs, la valeur des parts varie également.

Hiérarchie de la juste valeur

Les instruments financiers évalués à la juste valeur sont classés selon les niveaux suivants de la hiérarchie :

Niveau 1 : Le calcul de la juste valeur de l'instrument repose sur les prix (non ajustés) cotés sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques.

Niveau 2 : Le calcul de la juste valeur de l'instrument repose sur des données autres que les prix cotés visés au niveau 1, qui sont observables soit directement (sous forme de prix) ou indirectement (déterminés à partir de prix).

Niveau 3 : Le calcul de la juste valeur de l'instrument repose sur des données qui ne sont pas fondées sur des données de marché observables (données non observables).

CONSTATATION DES APPORTS

Les apports présentés dans le fonds des opérations comprennent les subventions ainsi que les commandites et autres contributions obtenues principalement pour la réalisation d'expositions et l'achat d'œuvres d'art. Les apports présentés dans le fonds des immobilisations comprennent les subventions ou contributions relatives aux immobilisations corporelles et à leur maintien.

Le Musée applique la méthode du report pour comptabiliser les apports. Les apports affectés sont constatés à titre de produits de l'exercice au cours duquel les charges connexes sont engagées,

4.

PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

**SUBVENTIONS
OU CONTRIBUTIONS
À RECEVOIR**

à l'exception des apports affectés pour l'acquisition d'immobilisations corporelles non amortissables, qui sont constatés en augmentation de l'actif net. Les apports non affectés sont constatés à titre de produits lorsqu'ils sont reçus ou à recevoir.

Les subventions ou contributions à recevoir sont comptabilisées lorsqu'elles peuvent faire l'objet d'une estimation raisonnable et que leur réception est raisonnablement assurée, notamment lorsqu'il existe un accord contractuel.

Plus spécifiquement, les subventions ou contributions relatives aux immobilisations corporelles et à leur maintien sont inscrites dans l'exercice au cours duquel le Musée a obtenu le financement ou réalisé les travaux donnant droit à ces subventions ou contributions.

**APPORTS
REPORTÉS**

Les apports reportés présentés dans le fonds des opérations sont principalement destinés à couvrir les charges de certaines expositions débutant ou se prolongeant au cours des exercices subséquents et sont virés aux produits dans l'exercice au cours duquel les charges connexes sont engagées.

Les apports reportés présentés dans le fonds des immobilisations sont relatifs aux immobilisations corporelles et à leur maintien et sont virés aux produits selon la même méthode et les mêmes durées que celles utilisées pour l'amortissement des immobilisations corporelles auxquelles ils réfèrent.

**CONSTATATION
DES PRODUITS**

Les produits de billetterie et de vestiaire, de stationnement, de redevances des services alimentaires, de location d'espaces et de services connexes, de location et de diffusion d'œuvres d'art et d'expositions ainsi que d'activités éducatives et culturelles sont constatés lorsque le service est rendu au client.

Les produits de boutique et de publications sont constatés lorsque le bien est remis au client.

**DÉPÔTS DE CLIENTS
ET PRODUITS REPORTÉS**

Les dépôts de clients et les produits reportés sont constitués de dépôts encaissés d'avance ou de montants facturés pour des services non rendus, conformément aux ententes contractuelles.

DOTATIONS

Les dotations sont comptabilisées comme augmentation de l'actif net du fonds de dotation, alors que les revenus de placements de ce fonds sont constatés comme revenus de placements reportés dans le fonds des opérations et constatés comme produits du fonds approprié dans l'exercice au cours duquel les charges connexes sont engagées.

**APPORTS REÇUS
SOUS FORME DE SERVICES**

Le ministère de la Culture et des Communications fournit gratuitement au Musée des services de restauration d'œuvres d'art. Ces apports ne sont pas constatés aux états financiers.

En raison de la difficulté à déterminer la juste valeur des services fournis gratuitement par les bénévoles, ceux-ci ne sont pas constatés dans les produits et charges du Musée.

4.

PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

COLLECTIONS

Le coût des pièces de collection acquises contre paiement est imputé aux charges du fonds des opérations.

Les pièces de collection acquises par donation sont comptabilisées aux produits et aux charges du fonds des opérations lorsque toutes les conditions s'y rattachant sont remplies. La valeur des pièces de collection acquises par donation est déterminée par expertise et est généralement sanctionnée par la Commission canadienne d'examen des exportations de biens culturels. Advenant que le donateur n'accepte pas la décision de la Commission, il peut, dans les 12 mois suivant le jour de la communication de la première détermination de la Commission, lui demander de fixer à nouveau la juste valeur de l'œuvre. Si tel est le cas, l'ajustement de valeur est comptabilisé dans l'exercice où la nouvelle détermination est communiquée. Lorsque la Commission fait connaître sa décision après la date de production des états financiers et que la juste valeur qu'elle détermine diffère de la valeur déterminée par expertise utilisée pour comptabiliser l'acquisition, l'ajustement de valeur est comptabilisé dans l'exercice suivant la comptabilisation initiale.

**REVENUS
DE PLACEMENTS**

Les revenus d'intérêts sont comptabilisés d'après le nombre de jours de détention du placement au cours de l'exercice. Les pertes ou les gains sur la cession de placements sont établis selon la méthode du coût moyen. Les redistributions de capital sont constatées au moment où elles sont encaissées.

STOCKS

Les stocks de la boutique sont évalués à la moindre valeur (coût ou valeur de réalisation nette). Le coût est calculé selon la méthode de l'épuisement successif.

**IMMOBILISATIONS
CORPORELLES**

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût ou, si elles sont reçues à titre gratuit, à la juste valeur marchande en date d'acquisition, et sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire sur leur durée de vie utile estimative, soit :

Bâtiments	40 ans
Aménagements des bâtiments	10 ans
Aménagements extérieurs	10 ans
Matériel roulant	15 ans
Équipement spécialisé	10 ans
Mobilier et équipement de bureau	5 ans
Équipement informatique et bureautique	3 ans

**TRÉSORERIE ET
ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE**

La trésorerie et les équivalents de trésorerie se composent de l'encaisse diminuée des découverts bancaires.

**RÉGIMES
DE RETRAITE**

La comptabilité des régimes à cotisations déterminées est appliquée aux régimes interemployeurs à prestations déterminées gouvernementaux, compte tenu que le Musée ne dispose pas de suffisamment d'informations pour appliquer la comptabilité des régimes à prestations déterminées.

4.

PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

**PROVISION POUR
CONGÉS DE MALADIE**

Les obligations à long terme découlant des congés de maladie accumulés par les employés sont évaluées sur une base actuarielle au moyen d'une méthode d'estimation simplifiée selon les hypothèses les plus probables déterminées par le Musée. Ces hypothèses font l'objet d'une réévaluation annuelle. Le passif et les charges correspondantes qui en résultent sont comptabilisés sur la base du mode d'acquisition de ces avantages sociaux, c'est-à-dire en fonction de l'accumulation et de l'utilisation des journées de maladie par les employés.

5.

SUBVENTIONS DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

	2013			2012		
	Fonds des opérations	Fonds des immobilisations	Total	Fonds des opérations	Fonds des immobilisations	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Frais de fonctionnement	11 080 395	-	11 080 395	11 521 340	-	11 521 340
Projets spécifiques*	5 900	-	5 900	18 963	-	18 963
Intérêts sur la dette à long terme et autres intérêts	-	724 822	724 822	-	809 710	809 710
Virement des apports reportés - long terme	-	1 897 457	1 897 457	-	1 556 742	1 556 742
Charges non capitalisées relatives aux immobilisations corporelles et à leur maintien	-	237 456	237 456	-	207 914	207 914
	11 086 295	2 859 735	13 946 030	11 540 303	2 574 366	14 114 669

* Ces subventions sont obtenues principalement pour la réalisation d'expositions.

6.

SUBVENTIONS DU GOUVERNEMENT DU CANADA

	2013			2012		
	Fonds des opérations	Fonds des immobilisations	Total	Fonds des opérations	Fonds des immobilisations	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Conseil des arts du Canada	295 000	-	295 000	270 000	-	270 000
Infrastructure Canada	-	-	-	-	11 878	11 878
	295 000	-	295 000	270 000	11 878	281 878

7.

FONDS DES OPÉRATIONS – OPÉRATIONS NON MONÉTAIRES

Le Musée loue, en vertu d'une entente, une partie d'un de ses bâtiments pour une somme annuelle de 1 \$. En contrepartie, le locataire accorde au Musée des droits de passage relatifs à des installations lui appartenant. Étant donné que la juste valeur des services échangés dans le cadre de cette entente ne peut faire l'objet d'une évaluation fiable, cette transaction a été comptabilisée au montant de 1 \$, soit la valeur comptable de l'actif cédé, qui était nulle, ajustée pour tenir compte de la juste valeur de la contrepartie reçue, soit 1 \$.

Le Musée effectue par ailleurs avec certains fournisseurs des échanges de biens et de services. Ces opérations non monétaires sont inscrites à la juste valeur, lorsque cette dernière peut faire l'objet d'une estimation raisonnable, et sont incluses aux postes suivants de l'état des résultats :

	2013	2012
	\$	\$
PRODUITS		
Billetterie et vestiaire	7 718	15 813
Stationnement	-	723
Activités éducatives et culturelles	540	-
Location d'espaces et services connexes	-	975
Commandites	86 026	182 978
	94 284	200 489
CHARGES		
Services professionnels, administratifs et autres	5 061	5 771
Transport et communications	89 223	194 718
	94 284	200 489

8.

**CONTRIBUTIONS DE LA FONDATION
DU MUSÉE NATIONAL DES BEAUX-ARTS DU QUÉBEC**

La Fondation du Musée national des beaux-arts du Québec (Fondation), dans laquelle le Musée a un intérêt économique, est constituée en vertu de la partie III de la Loi sur les compagnies du Québec. Elle a pour principal objet de promouvoir et soutenir l'œuvre du Musée national des beaux-arts du Québec, notamment en favorisant le développement des collections, le financement des expositions et l'accessibilité aux programmes éducatifs et en appuyant tout projet visant la croissance du Musée. En cas de dissolution ou de liquidation de la Fondation, tout reliquat de ses biens, une fois ses dettes acquittées, sera transféré au Musée. Les soldes de fonds de la Fondation totalisaient 215 442 \$ au 31 mars 2013 (1 408 497 \$ au 31 mars 2012).

9.

FONDS DES OPÉRATIONS - PIÈCES DE COLLECTION

**COLLECTION PERMANENTE,
COLLECTION D'ÉTUDE
ET COLLECTION PRÊT
D'ŒUVRES D'ART**

La collection permanente est constituée de l'ensemble des œuvres d'art acquises en vue de leur conservation et de leur mise en valeur en conformité avec le mandat du Musée. Cette collection porte principalement sur l'art québécois de toutes les périodes, de l'art ancien à l'art actuel et compte 33 275 œuvres d'art réparties selon les catégories suivantes : architecture, arts décoratifs et design, arts graphiques, ethnologie, installation, peinture, photographie, sculpture, techniques mixtes, vidéo/film.

La collection d'étude est constituée d'un ensemble d'œuvres d'art et d'objets rattachés à la carrière d'un artiste qui peuvent servir à des fins d'interprétation, d'éducation et d'animation, ou qui documentent le processus de création des œuvres d'art de la collection permanente ou d'artistes qui y sont représentés. Cette collection compte 1 347 œuvres d'art et objets répartis selon les mêmes catégories que celles de la collection permanente.

La collection Prêt d'œuvres d'art, mise sur pied afin de soutenir et de diffuser l'art contemporain du Québec, est constituée de l'ensemble des œuvres d'art acquises à cette fin et mise en circulation grâce à son programme de location destiné particulièrement aux ministères et organismes du gouvernement du Québec. Cette collection compte 1 804 œuvres d'art réparties selon les mêmes catégories que celles de la collection permanente.

Au cours de l'exercice le Musée a acquis 370 œuvres et objets (254 en 2012) pour un montant total, incluant les ajustements de valeurs le cas échéant, de 2 366 294 \$ (2 923 518 \$ en 2012), soit 461 585 \$ par achat (376 710 \$ en 2012) et 1 904 709 \$ par don (2 546 808 \$ en 2012).

Le Musée a également acquis par legs, au cours de l'exercice clos le 31 mars 2012, un total de 1 630 pièces d'une valeur de 7 037 647 \$. La ventilation de ces pièces par collection et par catégorie reste à établir.

**COLLECTIONS
ET FONDS D'ARCHIVES
PRIVÉES**

Les collections et fonds d'archives privées sont constitués de documents qui ont été, soit rassemblés en fonction d'une caractéristique commune (collections), soit utilisés par une personne physique ou morale dans l'exercice de ses activités ou de ses fonctions (fonds) et qui sont des sources documentaires importantes pour la connaissance de l'art québécois.

Les documents se répartissent selon les catégories suivantes : livres, journaux, revues, enregistrements sonores, documents cinématographiques et télévisuels, affiches, correspondance, archives iconographiques et documentaires (diapositives, négatifs et photographies), reproductions d'œuvres d'art, documents architecturaux et cartes postales.

Au cours de l'exercice, le Musée a acquis par don un fonds d'archives privées pour un montant total de 9 477 \$ (aucun montant en 2012).

Musée national des beaux-arts du Québec

10.

VIREMENTS INTERFONDS

Un montant de 411 887 \$ (495 500 \$ en 2012), représentant la partie de l'actif net du fonds des activités commerciales qui excède 400 000 \$, a été transféré au fonds des opérations afin de rembourser des emprunts ou de financer des activités du Musée (NOTE 2).

Aux 31 mars 2013 et 2012, aucun montant n'a été transféré du fonds des opérations au fonds des expositions.

11.

CRÉANCES ET INTÉRÊTS COURUS

	Au 31 mars 2013	Au 31 mars 2012	Au 1 ^{er} avril 2011
	\$	\$	\$
Intérêts courus	1 959	2 217	2 315
Taxes à recevoir	156 243	308 062	209 426
Autres créances	313 131	200 163	270 342
	471 333	510 442	482 083

12.

**FONDS DES IMMOBILISATIONS
- SUBVENTIONS À RECEVOIR - GOUVERNEMENT
DU QUÉBEC**

Les subventions à recevoir du gouvernement du Québec présentées à court terme se détaillent comme suit :

	Au 31 mars 2013	Au 31 mars 2012	Au 1 ^{er} avril 2011
	\$	\$	\$
Intérêts à recevoir	312 623	351 420	390 400
Remboursements de capital sur la dette à long terme à effectuer au cours du prochain exercice (NOTE 19)	3 409 139	2 266 683	2 183 390
	3 721 762	2 618 103	2 573 790

Quant à celles présentées à long terme, elles se détaillent comme suit :

	Au 31 mars 2013	Au 31 mars 2012	Au 1 ^{er} avril 2011
	\$	\$	\$
Subventions à recevoir relatives aux immobilisations corporelles et à leur maintien	24 944 037	21 558 894	21 236 835
Remboursements de capital sur la dette à long terme à effectuer au cours du prochain exercice (NOTE 19)	(3 409 139)	(2 266 683)	(2 183 390)
	21 534 898	19 292 211	19 053 445

13.

PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE

Les placements de portefeuille sont composés uniquement de titres de fonds communs de placement. Les placements dans les fonds communs ne sont assortis d'aucune date d'échéance contractuelle.

	Au 31 mars 2013		Au 31 mars 2012		Au 1 ^{er} avril 2011	
FONDS DES OPÉRATIONS	Valeur comptable (juste valeur)	Coût	Valeur comptable (juste valeur)	Coût	Valeur comptable (juste valeur)	Coût
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Fonds de marché monétaire	298 471	299 338	138 968	139 508	269 431	270 264
Fonds d'obligations	1 775 041	1 710 625	1 892 755	1 813 730	1 554 193	1 523 473
Fonds d'actions	1 038 082	911 880	884 092	831 599	907 170	838 763
	3 111 594	2 921 843	2 915 815	2 784 837	2 730 794	2 632 500

	Au 31 mars 2013		Au 31 mars 2012		Au 1 ^{er} avril 2011	
FONDS DE DOTATION	Valeur comptable (juste valeur)	Coût	Valeur comptable (juste valeur)	Coût	Valeur comptable (juste valeur)	Coût
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Fonds de marché monétaire	129 000	129 368	76 462	76 769	172 814	173 373
Fonds d'obligations	858 802	827 488	1 046 253	1 002 372	978 978	959 632
Fonds d'actions	520 680	453 353	488 279	457 156	568 990	522 289
	1 508 482	1 410 209	1 610 994	1 536 297	1 720 782	1 655 294

Les placements sont classés selon le niveau 1 de la hiérarchie.

14.

FONDS DES IMMOBILISATIONS
- IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	Au 31 mars 2013			Au 31 mars 2012		
	Coût	Amortissement cumulé	Net	Coût	Amortissement cumulé	Net
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Terrains* **	6 633 377	-	6 633 377	6 633 377	-	6 633 377
Bâtiments*	46 778 714	28 380 849	18 397 865	45 438 094	27 917 909	17 520 185
Aménagements des bâtiments	4 894 079	3 320 133	1 573 946	4 047 911	3 172 964	874 947
Aménagements extérieurs	542 446	319 280	223 166	480 061	275 380	204 681
Matériel roulant	155 389	59 223	96 166	170 609	89 256	81 353
Équipement spécialisé	2 092 013	1 558 188	533 825	1 917 895	1 420 073	497 822
Mobilier et équipement de bureau	257 691	236 719	20 972	257 691	222 305	35 386
Équipement informatique et bureautique	1 219 694	904 006	315 688	1 011 157	752 075	259 082
Constructions en cours**	13 574 179	-	13 574 179	9 095 102	-	9 095 102
	76 147 582	34 778 398	41 369 184	69 051 897	33 849 962	35 201 935

Musée national des beaux-arts du Québec

14.

FONDS DES IMMOBILISATIONS
- IMMOBILISATIONS CORPORELLES (SUITE)

	Au 1^{er} avril 2011		
	Coût	Amortissement cumulé	Net
	\$	\$	\$
Terrains* **	6 050 138	-	6 050 138
Bâtiments*	44 274 059	26 924 458	17 349 601
Aménagements des bâtiments	3 771 404	2 939 856	831 548
Aménagements extérieurs	428 740	241 135	187 605
Matériel roulant	170 609	78 311	92 298
Équipement spécialisé	1 883 445	1 268 533	614 912
Mobilier et équipement de bureau	256 162	205 340	50 822
Équipement informatique et bureautique	814 176	626 742	187 434
Constructions en cours**	3 407 527	-	3 407 527
	61 056 260	32 284 375	28 771 885

* Le Musée a acquis certains de ces biens immeubles du gouvernement du Québec pour le prix de 1 \$ chacun en 1985 et 1988. Ceux-ci ont été comptabilisés selon l'évaluation municipale à ces dates, soit 1 210 250 \$ pour les terrains et 6 358 900 \$ pour les bâtiments. Le gouvernement a, par la suite, autorisé différents projets d'agrandissement et de réparations majeures des bâtiments.

** Le Musée a un projet d'agrandissement dont le financement est assuré par les gouvernements du Canada et du Québec ainsi que par la Fondation du Musée national des beaux-arts du Québec. Depuis les autorisations initiales, 5 423 127 \$ ont été constatés à titre de terrains et 13 335 892 \$ à titre de constructions en cours. Lorsque le projet, qui s'échelonne de 2007 à 2015, sera complété, le solde constaté à titre de constructions en cours pourra être reclassé dans les bâtiments ou autres classes d'immobilisations corporelles applicables et amorti selon les durées de vie utile estimatives.

15.

EMPRUNTS BANCAIRES**FONDS DES OPÉRATIONS**

Le gouvernement du Québec a autorisé le Musée à contracter une marge de crédit relative au fonctionnement du Musée pour un montant maximum de 1 500 000 \$. Au 31 mars 2013, au 31 mars 2012 et au 1^{er} avril 2011, le Musée n'avait pas contracté cet emprunt.

FONDS DES IMMOBILISATIONS

Le gouvernement du Québec a autorisé le Musée à contracter des emprunts bancaires relatifs aux immobilisations corporelles et à leur maintien pour un montant maximum, incluant les frais d'emprunt prévus lors du financement à long terme, de 58 038 952 \$ (28 184 515 \$ au 31 mars 2012, 25 113 711 \$ au 1^{er} avril 2011). Au 31 mars 2013, le solde des emprunts bancaires était de 14 174 000 \$ (13 945 500 \$ au 31 mars 2012, 5 083 500 \$ au 1^{er} avril 2011). Les emprunts bancaires portent intérêt au taux des acceptations bancaires et viennent à échéance le 29 avril 2013. Le taux au 31 mars 2013 était de 1,52 % (1,5 % au 31 mars 2012 et au 1^{er} avril 2011).

16.

CHARGES À PAYER ET FRAIS COURUS

	Au 31 mars 2013	Au 31 mars 2012	Au 1 ^{er} avril 2011
	\$	\$	\$
Traitements à payer	679 136	520 175	401 267
Avantages sociaux à payer	98 256	253 913	139 208
Autres charges à payer et frais coursus	2 485 089	973 528	2 415 408
	3 262 481	1 747 616	2 955 883

17.

APPORTS REPORTÉS

FONDS DES OPÉRATIONS	Au 31 mars 2013	Au 31 mars 2012	Au 1 ^{er} avril 2011
	\$	\$	\$
Solde au début	178 958	132 497	214 855
Montant constaté à titre de produits de l'exercice	(98 336)	(85 261)	(214 855)
Montant reçu pour les exercices subséquents	273 470	131 722	132 497
Solde à la fin	354 092	178 958	132 497

FONDS DES IMMOBILISATIONS	Au 31 mars 2013	Au 31 mars 2012	Au 1 ^{er} avril 2011
	\$	\$	\$
Solde au début	27 864 496	22 549 859	21 779 928
Subventions ou contributions relatives aux immobilisations corporelles et à leur maintien	8 886 060	7 150 242	2 759 602
Virement des apports reportés	(1 897 457)	(1 556 742)	(1 550 881)
Charges non capitalisées relatives aux immobilisations corporelles et à leur maintien	(271 490)	(278 863)	(438 790)
Solde à la fin	34 581 609	27 864 496	22 549 859

Se détaillant comme suit :

Gouvernement du Québec	26 821 526	23 287 208	22 549 859
Gouvernement du Canada	5 575 809	3 733 783	-
Fondation du Musée national des beaux-arts du Québec	2 184 274	843 505	-
	34 581 609	27 864 496	22 549 859

Musée national des beaux-arts du Québec

18.

FONDS DES OPÉRATIONS
- REVENUS DE PLACEMENTS REPORTÉS

	Au 31 mars 2013	Au 31 mars 2012	Au 1 ^{er} avril 2011
	\$	\$	\$
Solde au début	629 001	535 639	472 207
Montants reportés affectés à des fins d'immobilisations corporelles et d'acquisition d'œuvres d'art pour les collections du Musée	75 678	93 362	63 432
Virement des revenus de placements reportés	(210 000)	-	-
Solde à la fin	494 679	629 001	535 639

19.

FONDS DES IMMOBILISATIONS
- DETTE À LONG TERME

Emprunts sur billet du Fonds de financement du gouvernement du Québec, garantis par le gouvernement du Québec :

		Au 31 mars 2013	Au 31 mars 2012	Au 1 ^{er} avril 2011
	Taux effectif	\$	\$	\$
6,26 %, remboursable par versements annuels en capital de 1 430 584 \$, échéant en avril 2017	6,40 %	7 152 923	8 583 508	10 014 093
4,65 %, remboursable par versements annuels en capital de 176 913 \$, échéant en octobre 2014	4,81 %	353 826	530 739	707 652
4,91 %, remboursable par versements annuels en capital de 245 329 \$, échéant en juillet 2020	5,23 %	1 962 634	2 207 964	2 453 293
4,69 %, remboursable par versements annuels en capital de 81 511 \$, échéant en mars 2016	4,84 %	244 532	326 042	407 553
4,16 %, remboursable par versements annuels en capital de 165 528 \$, échéant en octobre 2013	4,31 %	827 638	993 166	1 158 694
4,09 %, remboursable par versements annuels en capital de 83 525 \$, échéant en décembre 2018	4,26 %	501 148	584 672	668 197
2,99 %, remboursable par versements annuels en capital de 83 293 \$, échéant en janvier 2022	3,14 %	749 638	832 931	-
2,96 %, remboursable par versements annuels en capital de 485 563 \$, échéant en septembre 2023	3,11 %	5 303 800	-	-
		17 096 139	14 059 022	15 409 482
Versements échéant en deçà d'un an		(3 409 139)	(2 266 683)	(2 183 390)
		13 687 000	11 792 339	13 226 092

Les versements en capital sur ces emprunts sont acquittés annuellement, et les intérêts semestriellement, à même la subvention du gouvernement du Québec prévue à cette fin (NOTE 12).

19.

**FONDS DES IMMOBILISATIONS
- DETTE À LONG TERME (SUITE)**

Les montants prévus des versements en capital à effectuer sur la dette à long terme au cours des prochains exercices se détaillent comme suit :

2014	3 409 139 \$
2015	2 580 913 \$
2016	2 404 528 \$
2017	2 323 563 \$
2018	2 324 125 \$
2019 et suivantes	4 053 871 \$

20.

FLUX DE TRÉSORERIE

La trésorerie se détaille comme suit :

	2013	2012
	\$	\$
Encaisse	1 205 192	2 290 492
Découvert bancaire	-	(491 370)
	1 205 192	1 799 122

Les opérations non monétaires des activités de fonctionnement, d'investissement en immobilisations, de placement et de financement se détaillent comme suit :

	2013	2012
	\$	\$
Acquisitions d'immobilisations corporelles en contrepartie de créances interfonds ou de charges à payer et frais courus	1 907 318	355 063
Augmentation des apports à recevoir relatifs aux immobilisations corporelles et à leur maintien	8 614 570	8 394 505
Augmentation des apports reportés afférents aux immobilisations corporelles amortissables et à leur maintien	(8 886 059)	(6 871 379)

Les intérêts versés au cours de l'exercice s'élèvent à 979 264 \$ (967 621 \$ en 2012).

21.

OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

En plus des opérations entre apparentés déjà divulguées dans les états financiers et qui sont mesurées à la valeur d'échange, le Musée est apparenté à tous les ministères et les fonds spéciaux ainsi qu'à tous les organismes et entreprises contrôlés directement ou indirectement par le gouvernement du Québec ou soumis soit à un contrôle commun, soit à une influence notable commune de la part du gouvernement du Québec. Le Musée n'a conclu aucune opération commerciale avec ces apparentés autrement que dans le cours normal de ses activités et aux conditions commerciales habituelles.

Les principales opérations effectuées avec des apparentés se détaillent comme suit, à l'exception de celles présentées distinctement dans les états financiers :

	2013		2012	
	Gouvernement du Québec	Entités sous contrôle commun	Gouvernement du Québec	Entités sous contrôle commun
	\$	\$	\$	\$
PRODUITS				
Location d'espaces et services connexes	15 496	51 897	24 510	44 059
Location et diffusion d'œuvres d'art et d'expositions	121 919	74 320	136 218	74 857
Commandites	-	25 000	-	25 000
Autres produits	7 222	16 828	5 149	19 374
CHARGES				
Traitements et avantages sociaux	306 284	-	304 250	-
Énergie, taxes et assurances	-	540 171	-	552 309
Services professionnels, administratifs et autres	2 670	5 030	22 719	7 015
Transport et communications	-	98 831	52	118 705
Location de locaux	-	52 486	-	50 760
Intérêts sur la dette à long terme	-	662 421	-	779 335

Les principaux soldes résultant des opérations effectuées avec des apparentés se détaillent comme suit, à l'exception de ceux présentés distinctement dans les états financiers :

	Au 31 mars 2013		Au 31 mars 2012		Au 1 ^{er} avril 2011	
	Gouvernement du Québec	Entités sous contrôle commun	Gouvernement du Québec	Entités sous contrôle commun	Gouvernement du Québec	Entités sous contrôle commun
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
ACTIF						
Créances et intérêts courus	285 737	15 726	429 641	27 788	305 933	17 630
Frais payés d'avance	-	20 268	-	21 532	-	21 322
PASSIF						
Charges à payer et frais courus	10 468	110 751	30 260	119 644	23 067	80 196
Intérêts courus	-	273 732	-	331 416	-	382 166
Dépôts de clients et produits reportés	83 217	73 361	101 778	48 352	137 928	84 583
Apports reportés – court terme	222 870	-	52 665	-	73 405	16 667

22.

AVANTAGES SOCIAUX FUTURS

RÉGIMES
DE RETRAITE

Les membres du personnel du Musée participent au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP) ou au Régime de retraite du personnel d'encadrement (RRPE). Ces régimes interemployeurs sont à prestations déterminées et comportent des garanties à la retraite et au décès.

Au 1^{er} janvier 2013, le taux de cotisation du Musée pour le RREGOP a augmenté de 8,94 % à 9,18 % de la masse salariale cotisable alors que celui du RRPE est demeuré stable à 12,3 %.

Les cotisations du Musée imputées aux résultats de l'exercice s'élèvent à 428 892 \$ (399 160 \$ en 2012) pour le fonds des opérations et à 12 433 \$ (13 121 \$ en 2012) pour le fonds des activités commerciales. Les obligations du Musée envers ces régimes gouvernementaux se limitent à ses cotisations à titre d'employeur.

PROVISIONS POUR VACANCES
ET CONGÉS DE MALADIE

	Au 31 mars 2013		Au 31 mars 2012		Au 1 ^{er} avril 2011	
	Vacances	Congés de maladie	Vacances	Congés de maladie	Vacances	Congés de maladie
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Solde au début	667 829	923 055	688 195	865 518	692 262	882 326
Charge de l'exercice	669 967	182 742	622 712	216 323	592 018	150 926
Prestations versées au cours de l'exercice	(638 907)	(188 976)	(643 078)	(158 786)	(596 085)	(167 734)
Solde à la fin	698 889	916 821	667 829	923 055	688 195	865 518

22.

AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (SUITE)

Évaluations et estimations subséquentes

Le programme d'accumulation des congés de maladie a fait l'objet d'une actualisation sur la base, notamment, des estimations et des hypothèses économiques à long terme suivantes au 31 mars 2013 :

Taux d'indexation	2 % à 3,5 % (1,25 % à 3,25 % au 31 mars 2012, 0,75 % à 3,5 % au 1 ^{er} avril 2011)
Taux d'actualisation	1,58 % à 3,98 % (2,07 % à 3,9 % au 31 mars 2012, 3,04 % à 4,86 % au 1 ^{er} avril 2011)
Durée résiduelle moyenne d'activité des salariés actifs	3 à 24 ans (4 à 23 ans au 31 mars 2012, 5 à 22 ans au 1 ^{er} avril 2011)

La provision pour vacances n'a fait l'objet d'aucune actualisation, compte tenu que le Musée estime que les vacances accumulées seront prises au cours du prochain exercice.

23.

INSTRUMENTS FINANCIERS

GESTION DES RISQUES
LIÉS AUX INSTRUMENTS
FINANCIERS

La direction a mis en place des politiques et des procédures en matière de contrôle et de gestion qui l'assurent de gérer les risques inhérents aux instruments financiers et d'en minimiser les impacts potentiels.

RISQUE
DE CRÉDIT

Le Musée est exposé à un risque de crédit sur la plupart de ses actifs financiers. Le risque de crédit est le risque que l'autre partie à l'actif financier manque à ses obligations et que cette situation entraîne une perte financière pour le Musée. Ce risque provient surtout des contreparties aux créances et des placements. L'exposition maximale du Musée correspond à la valeur comptable de ces actifs financiers.

Le Musée considère que son risque associé aux créances est réduit puisque de nombreux clients sont des organismes du secteur public. Aux 31 mars 2013, 31 mars 2012 et 1^{er} avril 2011, le Musée n'a pas comptabilisé de provision pour créances douteuses.

Le tableau suivant présente la balance chronologique des créances :

	Au 31 mars 2013	Au 31 mars 2012	Au 1 ^{er} avril 2011
	\$	\$	\$
Créances de 30 jours et moins suivant la date de facturation	302 343	198 925	229 504
Créances de 31 à 60 jours suivant la date de facturation	175	526	32 938
Créances de 61 à 90 jours suivant la date de facturation	2 900	12	7 900
Créances de plus de 90 jours suivant la date de facturation	7 713	700	-
	313 131	200 163	270 342

23.

INSTRUMENTS FINANCIERS (SUITE)

Les placements sont gérés par un gestionnaire externe de fonds de placement en vertu d'une convention de gestion et d'une politique de placement qui prévoit notamment les actifs permis ainsi que la répartition par classes d'actifs à respecter. Le Musée estime qu'en s'assurant que ces contraintes et limites sont bien suivies, le risque de crédit est réduit.

**RISQUE
DE LIQUIDITÉ**

Le Musée est exposé à un risque de liquidité sur la plupart de ses passifs financiers. Le risque de liquidité est le risque que le Musée ne soit pas en mesure de satisfaire ses obligations financières lorsqu'elles viennent à échéance. L'exposition du Musée correspond à la valeur comptable des passifs financiers. Le risque associé à la dette à long terme est minime compte tenu que les remboursements sont assumés par le gouvernement du Québec.

Le Musée respecte ses exigences en matière de liquidité en établissant des prévisions budgétaires et de trésorerie.

Le tableau suivant présente l'échéance estimative des charges à payer et frais courus :

	Au 31 mars 2013	Au 31 mars 2012	Au 1 ^{er} avril 2011
	\$	\$	\$
Charges à payer et frais courus de 90 jours et moins	2 940 897	1 453 981	2 785 896
Charges à payer et frais courus de 91 jours à 365 jours	223 328	39 722	30 779
	3 164 225	1 493 703	2 816 675

**RISQUE
DE MARCHÉ**

Le risque de marché est le risque que le cours du marché ou que les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations du prix du marché. Le risque de marché comprend trois types de risque : le risque de change, le risque de taux d'intérêt et l'autre risque de prix.

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt s'entend du risque que la juste valeur des instruments financiers ou que les flux de trésorerie futurs associés à ces instruments fluctuent en raison des variations des taux d'intérêt du marché.

Le Musée gère son portefeuille de placements en fonction de ses besoins de trésorerie et de façon à optimiser ses revenus d'intérêts.

La dette à long terme porte des taux d'intérêt fixes. Par conséquent, le risque de taux d'intérêt relativement aux flux de trésorerie auquel est exposé le Musée est minime et le risque de marché lié aux taux d'intérêt l'est également étant donné que le Musée prévoit le remboursement selon l'échéancier prévu.

Risque de change

Le Musée réalise la plupart de ses transactions en dollars canadiens. Par conséquent, l'exposition au risque de change est très limitée.

Le Musée ne conclut pas de contrats visant à couvrir le risque de change auquel il est exposé.

23.

INSTRUMENTS FINANCIERS (SUITE)

Autre risque de prix

Le Musée est exposé à l'autre risque de prix relativement aux placements en raison du risque que le cours du marché ou que les flux de trésorerie futurs de ces actifs financiers fluctuent en raison des variations du prix du marché.

Le Musée n'utilise pas de dérivés financiers pour réduire son exposition à l'autre risque de prix.

24.

OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

Le Musée est engagé, avec le Musée de la civilisation, entité soumise à un contrôle commun de la part du gouvernement du Québec, par une entente d'occupation à long terme échéant le 27 juin 2023 pour la location d'espaces de la Réserve muséale de la capitale nationale.

La charge de loyer, ajustée selon les frais d'exploitation réels, imputée aux résultats de l'exercice s'élève à 201 058 \$ (195 835 \$ en 2012). Les paiements minimums futurs s'établissent comme suit :

2014	180 904 \$
2015	180 904 \$
2016	180 904 \$
2017	180 904 \$
2018	180 904 \$
2019 et suivantes	949 746 \$

Le Musée est également engagé par divers contrats échéant jusqu'en mars 2018 à verser une somme de 4 114 354 \$ qui se répartit comme suit :

	Non apparentés	Gouvernement du Québec	Entités sous contrôle commun	Total
	\$	\$	\$	\$
Services professionnels et de construction liés à un projet d'agrandissement	2 440 958	-	126 000	2 566 958
Travaux de maintien des actifs	447 988	-	-	447 988
Services de sécurité et d'entretien des bâtiments et des équipements	844 086	-	-	844 086
Expositions et activités en cours ou en préparation	218 476	4 150	-	222 626
Divers services administratifs	32 696	-	-	32 696
	3 984 204	4 150	126 000	4 114 354

Les paiements exigibles au cours des prochains exercices s'établissent comme suit :

2014	3 872 167 \$
2015	213 053 \$
2016	15 584 \$
2017	8 550 \$
2018	5 000 \$

25.

ÉVENTUALITÉS

Pour donner suite à ses obligations légales en matière de maintien de l'équité salariale, le Musée doit effectuer des évaluations des catégories d'emplois. À la date de préparation des états financiers, le Musée n'était pas en mesure d'évaluer le montant qu'il pourrait devoir déboursier, le cas échéant, pour les employés non syndiqués, étant donné que les travaux relatifs à cette démarche n'étaient pas encore complétés. En conséquence, aucun montant n'a été constaté aux états financiers pour les employés non syndiqués.

26.

CHIFFRES COMPARATIFS

Certains chiffres de 2012 et du 1^{er} avril 2011 ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée en 2013.

